

N°141
Juin 2011
ISSN 0292 - 4943

**LES CAHIERS
DU C.E.R.M.T.R.I.**

**La « bolchevisation »
du Parti communiste
français
(1923-1924)**

*Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux*

Sommaire

Présentation	p. 2
Chronologie	p. 6

I. L' « ère nouvelle » :

- Introduction	p. 8
- Le Parti français (discours de Trotsky au V ^o Congrès de l'IC)	p. 10
- Le gouvernement ouvrier en France (Trotsky, novembre 1922)	p. 16
- La situation du Parti français (A. Dunois, janvier 1923)	p. 18
- L'ère nouvelle (A. Dunois, in <i>Bulletin Communiste</i> du 25/01/1923)	p. 21
- Quelques problèmes internationaux (Souvarine, 5 août 1923)	p. 23

II. Le « Cours nouveau » :

- Introduction	p. 27
- Le cours nouveau du Parti bolchevique (Souvarine, janvier 1924)	p. 29
- Rapport politique d'un secrétaire (Treint, janvier 1924)	p. 31
- Après le Congrès de Lyon (Souvarine, février 1924)	p. 35
- La discussion vue de France (Souvarine, février 1924)	p. 37
- Réponse de Rosmer (<i>Bulletin Communiste</i> du 15/02/1923)	p. 39
- L'opinion des militants (Treint, mars 1924)	p. 40
- Thèses sur la tactique du PCF (Comité Directeur du 18 mars 1924)	p. 42
- Dans la voie tracée par Lénine (Treint, mars 1924)	p. 48

III. La « bolchevisation du PCF »

- Introduction	p. 50
- Contre toute thèse révisionniste (Treint, avril 1924)	p. 52
- Première réponse à Treint (Monatte, mai 1924)	p. 55
- Seconde réponse à Treint (Monatte, mai 1924)	p. 57
- A propos de quelques démissions (<i>Bulletin Communiste</i> du 23/05/1924)	p. 60
- Au Conseil National du PCF (Zinoviev, 2 mai 1924)	p. 63
- Débats du XIII ^e Congrès du PCR (Trotsky - Staline, mai 1924)	p. 64
- Rapport de Zinoviev au V ^o Congrès de l'IC (<i>BC</i> du 1 ^{er} août 1924)	p. 70
- Une Droite dans l'IC... (Treint, octobre 1924)	p. 71
- Lettre aux membres du PCF (Rosmer, Monatte, Delagarde, 22 nov. 1924)	p. 74
- Réponse du Bureau politique du PCF à la lettre	p. 78
- Convocation à une Conférence de la Fédération de la RP du PCF (2/12/1924) ..	p. 80
- Exclus, mais Communistes (Souvarine, <i>Bulletin Communiste</i> , janvier 1925)	p. 81

Présentation

Le *Cahier du CERMTRI* n°137 présentait la naissance et les deux premières années du Parti Communiste Français. Durant ces deux années, 1921 et 1922, le parti était dirigé par « le centre », incarné par L.O. Frossard et Marcel Cachin. L'activité du jeune parti communiste est analysée, critiquée dans les sessions du Comité exécutif et du IV^e Congrès de l'Internationale communiste.

Ce cahier est consacré aux années 1923 et 1924, qui ont été présentées par certains historiens du mouvement ouvrier comme celles de la « bolchevisation » à la française, ceci par opposition à une « bolchevisation russe » qui caractérise la période suivante : 1925 à 1930. Les documents que nous publions proviennent pour l'essentiel du *Bulletin Communiste*.

Au début de l'année 1923, avec la démission de Frossard et de ses amis du « centre », tous les espoirs sont permis. L'activité du parti se tourne vers la mise en œuvre des mesures nécessaires décidées lors du IV^e congrès sur proposition de Trotsky, pour construire un véritable Parti Communiste révolutionnaire. Lors du Comité national du 23 janvier 1923, les dispositions essentielles seront prises.

Comme le constate Trotsky dans « Bilan d'une période », le Parti Communiste Français est immédiatement confronté à une première épreuve : l'entrée des troupes françaises et belges, le 11 janvier 1923 dans la Ruhr pour récupérer les réparations de guerre que le Traité de Versailles avait imposées à l'Allemagne vaincue. L'occupation de la Ruhr, première région industrielle de l'Allemagne, entraîne une crise sans précédent : l'appel par le gouvernement allemand à « la résistance passive » entraîne l'effondrement de l'économie avec le développement d'une inflation galopante qui plonge dans la misère la population allemande. La stratégie à développer pour les communistes allemands et français face à une telle situation va jouer un rôle de premier plan dans la discussion et l'action du Parti Communiste Français durant toute l'année 1923: la Révolution allemande est d'évidence à l'ordre du jour !

Cependant, peu de militants perçoivent ce qui est en train de changer à Moscou. Au printemps 1923, Lénine est gravement malade et ne peut suivre la vie politique alors que des alliances se nouent discrètement. Rosmer raconte comment à Moscou en mars 1923, il se fait renvoyer d'une réunion à laquelle assistent Zinoviev, Kamenev, Boukharine, Tolski et Staline ... mais sans la présence de Trotsky... Des signes inquiétants de flottement politique apparaissent dans l'Internationale, à propos de la crise allemande et de la situation en Bulgarie où l'inertie du Parti entraîne l'écrasement du mouvement paysan. Les déformations bureaucratiques avaient déjà été dénoncées par Lénine, puis par les 46 signatai-

res de la *Lettre au Comité Central du Parti Communiste Russe*, lettre soutenue par Trotsky.

C'est ainsi que les articles de Trotsky, parus dans la *Pravda* fin 1923 et regroupés dans *Le Cours nouveau* qui constitue une irrévocable déclaration de guerre à la bureaucratie dans le parti, sont très rapidement traduits et publiés (début 1924) par le *Bulletin Communiste*. Une édition du *Cours nouveau* sera financée par une souscription à laquelle le jeune Maurice Thorez participe.

Le combat que la « gauche » et en particulier Souvarine a engagé contre Frossard pour renforcer les liens politiques entre le Parti français et l'Internationale, explique que les discussions dans le Parti russe trouvent très tôt leur place dans la direction du Parti français et s'expriment entre autres dans les colonnes du *Bulletin Communiste* et de *l'Humanité*.

Et ainsi dans la vie politique du Parti vont se superposer deux discussions : celle sur la restructuration du Parti français et les difficultés qu'elle engendre, et la discussion sur « le cours nouveau » du Parti Communiste Russe.

En apparence, au début de l'année 1923, il n'y a pas de divergence sur la nécessité de construire des cellules ouvrières, d'ancrer le parti dans le prolétariat, de se tourner vers la jeunesse, de soutenir les travailleurs allemands face à l'occupation de la Ruhr.

Si certaines décisions suscitent cependant déjà des résistances, comme la création des délégués permanents donc appointés (une centaine en 1923) ou la proposition que 90 % des candidats proposés aux élections de 1924 soient des ouvriers, c'est surtout la méthode autoritaire du « couple » Treint-Girault, à la direction de la puissante Fédération de la Seine, qui perturbe la discussion politique au sein de la direction.

En 1924, lorsque seront connus et publiés dans le parti les textes qui opposent Trotsky et les dirigeants de la « troïka » Staline-Zinoviev-Kamenev sur les risques de bureaucratie et l'absence de démocratie dénoncés par l'opposition, les discussions se cristallisent et prennent un contenu politique différent. La mort de Lénine, en janvier 1924, va évidemment écarter pendant quelques temps les polémiques dans le Parti français alors que commencent dans les colonnes de la presse russe des articles qui annoncent l'idolâtrie à l'égard de Lénine mort.

En effet, l'année 1924 est un véritable tournant dans l'histoire du mouvement communiste international. Les espoirs d'une victoire révolutionnaire en Allemagne se sont effondrés en octobre et la discussion est intense aussi bien dans l'Internationale que dans le Parti français. Zinoviev semble à ce moment être l'homme fort, c'est lui qui introduit en premier le culte de Lénine. Staline n'est encore que « le plus obscur des triumvirs ». Il est en France un parfait inconnu

et ce n'est que le 1^{er} février 1924 que, pour la première fois, le *Bulletin Communiste* publie un article de Staline : « Les tâches du Parti ».

Alors que le recul de la Révolution est un fait accompli en Allemagne et en occident, Zinoviev continue de proclamer l'imminence de la crise du capitalisme, il introduit également l'autoritarisme dans l'Internationale, envoie des émissaires partout, contrôle puis élimine les opposants et lance « la bolchevisation » des partis communistes. Ses méthodes rappelleront celles de Treint-Girault dans le Parti français. La XIII^e conférence du Parti Communiste Russe se tient en janvier 1924 ; elle consacre la défaite de Trotsky et de l'opposition.

Désormais, c'est la résolution issue de cette conférence qui devient une véritable Bible que Treint cite à tout propos. Il va pouvoir se présenter comme le seul représentant de la « gauche » fidèle à l'Internationale, contre Rosmer, Souvarine et Monatte qu'il qualifiera de « droite ».

Mais ce n'est pas gagné pour lui dans le Parti Communiste Français. Le Congrès de Lyon en janvier 1924, ne suit pas Treint, au contraire. Il lui est reproché son autoritarisme et sa tendance à la bureaucratie. Souvarine, Rosmer, Monatte sortent confortés du Congrès de Lyon, mais pour peu de temps.

Affaibli dans le parti, Treint choisit de soutenir fermement la direction zinovéviste de l'Internationale à un moment où Zinoviev cherche dans le Parti français un point d'appui contre Trotsky.

Le dialogue musclé entre Souvarine et Treint reprend en particulier avec la victoire du Labour Party en Angleterre, mais aussi à propos du front unique et de la préparation des élections législatives.

Par décision du Bureau politique en mars 1924, la direction du *Bulletin Communiste* est retiré à Souvarine qui est éloigné à Moscou et Treint lance ses attaques contre Rosmer, accusé de complaisance à l'égard du Labour Party et contre Monatte, accusé de désaccord sur la construction des cellules ouvrières.

Le 18 mars 1924, les *Thèses sur la tactique du Parti Communiste et sur les problèmes de l'Internationale* sont proposées au Comité Directeur. Monatte et Souvarine votent contre et Rosmer s'abstient. Désormais, Souvarine, Rosmer, Monatte sont dénoncés comme la « droite » et accusés de trotskysme.

Le 1^{er} et le 2 août 1924, les thèses sur les travaux et les décisions du V^e Congrès mondial sont adoptées par le Comité Directeur. « La situation mondiale est révolutionnaire ». La bolchevisation imposée par le V^e congrès de l'Internationale pose les bases du stalinisme.

Quelle actualité y a t-il à revenir sur ces années 1923-24 ?

Dans un livre récent, Romain Ducolombier en étudiant les débuts du Parti Communiste, estime que le Comité national du 23 juin est une date charnière dans « la bolchevisation à la française ». Selon lui, cette conférence est la première à ne pas élire sa direction puisqu'elle « *entérine la désignation hors et indépendamment de lui par une délégation sans mandat...* ».

Ce reproche n'est pas nouveau : Trotsky répondait déjà à cette assertion en indiquant que l'IC s'était bornée à faire des propositions. La reprise aujourd'hui de cette affirmation n'a qu'un seul but : réaffirmer la continuité politique du bolchevisme et du stalinisme. Si aujourd'hui, cette thèse est devenue la base de la réécriture officielle de l'histoire qui établit la parenté du communisme et des fascismes, cette idée n'est pas nouvelle.

Ainsi, dans la conclusion de son livre *Moscou sous Lénine* en 1952, Alfred Rosmer écrivait déjà : « *Lénine a prévu son sort quand il écrivait à propos du destin de Marx, qu'après leur mort on tente de convertir les chefs révolutionnaires en icônes inoffensives. Staline le présente à l'adoration des foules, prétendant être son humble disciple quand il trahit l'homme et le révolutionnaire. Cependant des écrivains, des historiens, des socialistes ne manquent pas d'affirmer que Staline continue Lénine, qu'en tous cas il y a entre eux filiation directe ; le stalinisme serait « un développement logique et presque inévitable du léninisme ». C'est, disent-ils, toujours le même régime de parti unique, de la dictature, de l'absence de libertés démocratiques et si l'appareil de répression s'appelle aujourd'hui MVD, il avait le nom de Tchéka sous Lénine.*

Partant d'une boutade, de faits isolés, d'informations de seconde ou troisième main, ils ne voient la réalité qu'à travers les verres déformants dont ils ne peuvent se défaire quand il s'agit de la Révolution d'Octobre, heureux de montrer ainsi que stalinisme est de même nature le bolchevisme ; l'odieux régime stalinien devient pour eux une sorte de justification retardée de leur politique... On ne peut écrire l'histoire d'une révolution qu'à condition de sympathiser avec elle : sinon on peut rassembler beaucoup de faits et ignorer sa signification... Et les révolutionnaires de tous les pays qui répondirent à l'appel de la Révolution d'Octobre auraient été bien stupides ou bien aveugles s'ils avaient été capables de prendre pour une révolution socialiste ce qui n'aurait été en réalité qu'un embryon de régime totalitaire, de dictature personnelle ». (Moscou sous Lénine - p. 307)

CHRONOLOGIE

		France	International
1922	<p>4 nov. - 5 déc.</p> <p>16 décembre</p> <p>25 décembre</p> <p>31 décembre</p>	<p>- Démission de Frossard et des principaux dirigeants du « centre »</p>	<p>- IV^e Congrès de l'Internationale Communiste</p> <p>- Lénine subit sa première attaque</p> <p>- Lettre de Lénine au Comité Central du Parti Russe (testament de Lénine)</p>
1923	<p>4 janvier</p> <p>11 janvier</p> <p>14 janvier</p> <p>23 janvier</p> <p>6 mars</p> <p>mars à juin</p> <p>15 - 25 avril</p> <p>mai</p> <p>août à octobre</p> <p>septembre</p> <p>8 octobre</p> <p>15 octobre</p>	<p>- Les troupes franco-belges occupent la Ruhr pour le paiement des réparations de guerre</p> <p>- Meeting et manifestation en soutien aux travailleurs allemands</p> <p>- Arrestation des principaux dirigeants du Parti sous l'inculpation de complot contre la sûreté de l'Etat</p> <p>- Le Comité National du PCF prend les mesures d'application du IV^e Congrès de l'IC.</p> <p>- Monatte et les syndicalistes-révolutionnaires adhèrent au PCF</p> <p>- Discussion pour le Congrès de Lyon des mesures proposées par Treint</p> <p>- Opposition Souvarine-Treint sur la question du Front Unique Ouvrier</p>	<p>- Lénine dicte son « post scriptum » recommandant d'écarter Staline</p> <p>- Rupture personnelle de Lénine avec Staline</p> <p>- Agitation révolutionnaire dans la Ruhr</p> <p>- XII^e congrès du PCR, vives attaques contre Staline</p> <p>- Préparation de la Révolution allemande</p> <p>- Echec de la révolution en Bulgarie</p> <p>- Lettre de Trotsky au CC réclamant un tournant dans la « vie intérieure du Parti »</p> <p>- Lettre des 46 opposants au CC à laquelle se rallie Trotsky</p> <p>- Début de la discussion sur « le Cours nouveau » et de la campagne contre Trotsky.</p>

1224	16 - 18 janvier		- La XIII ^e conférence du PCR se tient sans Trotsky dont les positions et celles des 46 sont condamnées.
	20 janvier	- Début du Congrès du PCF à Lyon, qui consacre la victoire de Souvarine, de Rosmer et de Monatte	
	21 janvier		- Mort de Lénine ; Rykov devient président du conseil des commissaires du peuple - Gouvernement travailliste de Ramsay Mac Donald en Grande-Bretagne - Recrutement massif de la promotion « Appel de Lénine »
	février		
	18 mars	- Comité Directeur du PCF où sont présentées « les thèses sur la tactique du PCF et sur les problèmes posés devant l'IC ». Souvarine et Monatte votent, contre Rosmer s'abstient. - Le Bureau politique décide de retirer la direction du <i>Bulletin Communiste</i> à Souvarine et l'envoie à Moscou	
	23 avril	- Lettre de démission de Rosmer, Charbit, Chambellans, Antonin, Godonéche de l' <i>Humanité</i> - Lettre de démission de Monatte	
	23-31 Mai		- XIII ^e Congrès du Parti russe qui confirme la condamnation de l'opposition à la XIII ^e Conférence.
	12 juin	Publication dans le <i>Bulletin Communiste</i> des « Principes du léninisme » par Staline	- Le cas Souvarine devant l'Exécutif de l'IC

I. « L'ère nouvelle »

En janvier 1923, il s'agit de faire passer dans la réalité les décisions du IV^e Congrès de l'Internationale Communiste. Le texte d'Amédée Dunois publié au début du mois « *La situation de Parti français* », restitue la crise qui s'est conclue par la démission de Frossard et de ses amis du « Centre ». Est publié dans le même numéro du *Bulletin Communiste* le discours de Trotsky au IV^e Congrès de LIC sur la situation française. Ce discours montre la méthode employée, rigueur et analyse de toutes les difficultés du Parti Communiste Français : sur le front unique ouvrier, la franc-maçonnerie, ainsi que toutes les étapes de la discussion entre le parti français et l'Internationale.

Le Comité national du 23 janvier 1923 prend les dispositions issues du IV^e congrès de l'IC : Un Comité national représentant les différentes tendances, un Bureau politique de sept membres (Sellier, Cachin, Marrane pour le centre, Rosmer, Souvarine, Treint pour la gauche et Werth pour la tendance Renault). La politique du Parti est orientée dans une triple direction :

- Conquérir les masses ouvrières en remettant sur pied un véritable travail syndical ; et pour ce faire, des commissions syndicales sont créées, tant pour intervenir dans la CGTU où les communistes sont devenus majoritaires, que dans la CGT. La question de l'entrée au Parti des syndicalistes-révolutionnaires est évidemment une question essentielle

- Mise en œuvre effective de la politique du Front Unique Ouvrier pour la préparation des élections législatives de mai 1924 où les communistes se présenteront pour la première fois. La discussion porte sur le Bloc ouvrier à opposer au Cartel des gauches. Sur proposition de Jean Renaud, l'Internationale retiendra la formule du « Gouvernement Ouvrier et paysan ».

- L'internationalisme et les liens avec l'IC qui avaient été le cœur de la bataille de la Gauche les années précédentes, deviennent essentiels. Un délégué de l'Internationale, Jules Humbert-Droz, participe régulièrement à la vie du parti français et Souvarine siège au Comité Exécutif de l'Internationale.

Avec l'occupation de la Ruhr, le 11 janvier 1923, le Parti se mobilise et un grand meeting est organisé à Saint-Ouen le dimanche 14 janvier. Il se poursuit par une manifestation imposante. C'est à partir de cette manifestation que les Jeunesses Communistes décident de s'organiser. Tout au long de l'année 1923, l'attente de la Révolution allemande anime le débat politique du Parti... La répression du gouvernement français n'épargne pas les militants et les dirigeants du Parti. En avril, trois membres du Bureau politique sont en prison pour atteinte à la sûreté de l'Etat : Cachin, Marrane et Treint.

La discussion avec les syndicalistes-révolutionnaires porte ses fruits puisque Pierre Monatte décide de rejoindre le Parti Communiste qu'il estime épuré de ses éléments réformistes. Il va consacrer son énergie à l'animation des commissions syndicales.

Il faut aussi que le Parti fasse passer dans les faits les mesures de réorganisation décidées en janvier. La réorganisation du Parti se fait sous l'impulsion d'Albert Treint qui dirige avec Suzanne Girault la puissante Fédération de la Seine. Il est à

l'origine d'un certain nombre de propositions lourdes de conséquences : ainsi celle de désigner des délégués permanents à la tête de chaque fédération, délégués appointés par le Parti et qui deviendront la base d'un véritable appareil. Il propose également que les candidats pour les élections législatives soient à 90% des ouvriers et en interdisant également de présenter des candidats « fonctionnaires » du parti, bien des candidats reconnus sur le plan local furent ainsi écartés, ce qui pèsera sur le résultat des élections.

La discussion est ouverte dans le parti sur ces propositions car le prochain congrès du parti en janvier 1924 doit être celui d'un véritable Parti Communiste révolutionnaire. Les débats sont vifs entre Treint et Souvarine, mais aussi entre Treint et Sellier ; la discussion n'est pas encore alimentée par ce qui se passe dans le Parti Communiste Russe, mais les problèmes de la démocratie interne et de l'existence d'une « bureaucratie » témoignent d'une évolution comparable à la discussion interne au parti russe.

Robrieux dans son livre *Histoire intérieure du parti communiste*, rapporte le témoignage paru dans *l'Humanité* du 10 janvier 1924, à la veille du Congrès de Lyon, d'un militant, Marcel Ollivier, qui montre le malaise dans le Parti :

« On a exagéré le rôle des organismes centraux et surtout du Bureau politique qui a usurpé les tâches du Comité directeur, réduit à une simple ébauche d'enregistrement. Sous prétexte de discipline on a éliminé toute discussion, toute critique au sein du Parti, toute initiative venant de la base... Les sections, trop souvent tenues à l'écart des grands problèmes politiques, ont été absorbées par un travail purement administratif. » Il explique également qu'il faut *« éviter la démagogie, la phrase révolutionnaire, ne pas proposer au prolétariat des tâches qu'il ne peut pas comprendre ni par conséquence accomplir, mais se mêler activement de sa lutte quotidienne, en dégagant les aspirations du moment, formuler le plus fidèlement possible ces aspirations puis mener le prolétariat à la lutte pour la défense de ses revendications et à préparer par l'expérience même de cette lutte à comprendre d'abord puis à l'accomplissement de sa tâche historique »*. Avec ses propres mots, ce militant reprend la définition du front unique ouvrier donnée par le IV^e Congrès de l'IC.

Au niveau de l'Internationale, ces difficultés sont connues. Dès le mois de juin 1923, le délégué à l'Internationale, Jules Humbert-Droz estime que Treint est un danger pour le Parti, il *« élabore des thèses sans consulter personne »*, et a *« une conception tout à fait mécanique de la discipline, manie la trique... »*. Humbert-Droz n'a qu'un seul espoir pour contenir Treint, c'est Rosmer car *« c'est le seul avec Souvarine qui ose dans le Bureau Politique, tenir tête à Treint »* ; et dans une lettre à Zinoviev, il écrit *« Rosmer me paraît le seul qui ait l'autorité nécessaire et en même temps le doigté indispensable pour être le secrétaire général. »*

Au cours de l'été 1923, Souvarine publie dans le *Bulletin Communiste* un article, *« Quelques problèmes internationaux »*. Il y fait état de la discussion avec Treint sur sa conception du Front unique ouvrier en rappelant la formule célèbre de celui-ci : *« plumer la volaille »*.

Le Parti Français devant l'Internationale

Discours prononcé par Léon TROTSKY, au IV^{ème} Congrès Mondial

La Crise du Parti Français

Le Parti Communiste français passe par une crise bien aggravée. Et cette crise du Parti coïncide étrangement avec la crise de la bourgeoisie française et de son Etat.

J'ai dit *étrangement*, parce qu'en règle générale ce sont précisément les crises des organismes bourgeois qui créent une situation favorable pour le développement d'un Parti révolutionnaire. C'est le Parti révolutionnaire qui se nourrit d'ordinaire de la crise de la société bourgeoise.

Or, la coïncidence de ces deux crises me permet de dire, de conclure que le Parti français n'a pas encore obtenu pour son organisation, pour son action, cette autonomie, cette liberté absolue envers la société capitaliste, nécessaire pour profiter librement, largement, de la crise de cette dernière. Nous le verrons plus loin d'une manière plus détaillée, plus approfondie.

Mais en quoi consiste cette crise dont l'existence n'est niée par personne ?

On indique l'arrêt et même le recul du recrutement, Le tirage de nos journaux, de nos publications et en particulier de l'*Humanité*, fléchit. La vie intérieure des organisations est somnolente.

Voilà les signes les plus frappants, en même temps que les plus évidents et les plus indiscutables.

Il y en a d'autres. C'est le régime des fractions qui s'est installé dans le Parti. La lutte des fractions, les polémiques acerbes, et parfois personnelles, voilà encore des expressions différentes, indiscutables d'une crise profonde dans l'organisme du Parti.,

Ces démonstrations extérieures ne sont pas de même valeur pour le développement de notre Parti français.

Le recul de notre recrutement n'est pas un grand danger, si ce recul n'est que passager et s'il n'est autre chose que l'expression du fait que notre Parti a entraîné, dans une première époque, des éléments qui ne nous appartiennent pas par leur mentalité et leur point de vue et qu'il les élimine en augmentant, en stabilisant son unité, sa fermeté communistes. Même la diminution du tirage de la presse n'est pas un danger. C'est peut-être un événement passager et déterminé par le changement dans la situation politique.

Ce qui est un fait indiscutable, c'est que nous avons vu, dans l'histoire de nos différents Partis, que leur ligne de développement n'est pas tout à fait directe, qu'il y a le flux et le reflux inévitables, que pendant le flux, le Parti doit développer une grande action extérieure en entraînant les masses, tandis que, pendant le reflux, le Parti peut se concentrer, se replier sur lui-même en développant son organisation, en précisant ses idées en se préparant pour les batailles inévitables. [...]

Les Causes de la Crise

Naturellement, si le parti ne trouve pas les forces nécessaires pour vaincre cette crise, elle peut provoquer un recul dans toute l'évolution révolutionnaire du prolétariat français. Mais il n'y a pas de raisons pour apprécier d'une manière pessimiste les possibilités qui s'ouvrent devant le Parti français. Je le répète : le fait de la crise est le résultat, d'un côté des polémiques et, de l'autre, de la lutte de la part de l'Internationale, de cette lutte que l'on soutenait contre le conservatisme, et la gravité de cette crise, son caractère pénible proviennent de ce que le conservatisme demeure très fort, trop fort.

Nous avons entraîné, avec nous, à Tours, beaucoup d'attitudes, de mœurs qui ne veulent pas céder leur place aux mœurs et aux attitudes de l'action communiste. Voilà pourquoi s'est créé le régime des fractions qui n'est autre chose que la lutte de l'avenir contre le passé ou la tendance intermédiaire qui cherche à s'orienter.

On a souvent indiqué que beaucoup de facteurs extérieurs au Parti lui-même empêchent l'évolution plus rapide de ce Parti, on a indiqué la tradition française et l'individualisme de l'ouvrier français. Or, un Parti qui veut devenir un Parti de lutte ne doit pas seulement se placer au point de vue d'un historien qui se met au-dessus de la mêlée intérieure du Parti et ne fait qu'indiquer les causes qui en empêchent l'évolution vers l'avenir.

J'emprunterai à notre camarade Vaillant-Couturier un argument excellent. Il a dit : « Vous prétendez avoir affaire à des ouvriers tout à fait pénétrés de l'individualisme qui empêche l'organisation d'un Parti révolutionnaire, Mais, pendant la guerre, est ce que la société capitaliste s'arrêta devant l'individualisme français ? Est-ce que les social-patriotes ont trouvé un obstacle, dans cet individualisme ? Non. Mais, par la force de la police et de l'armée active, par la force surtout de l'opinion publique, ils ont fait une pression croissante sur le prétendu individualisme de l'ouvrier français et ont introduit celui-ci dans les tranchées où il est resté pendant quatre années et demie. »

« On a su comment on pouvait vaincre cet individualisme, quand il s'est agi des intérêts bourgeois. Est-ce que, vraiment, cet individualisme nous paraît tout à fait invincible quand il s'agit de le vaincre au profit des intérêts du prolétariat lui-même ? »

C'est là un argument qu'il faut repousser. Il est vrai que, dans chaque ouvrier - et surtout grâce à l'histoire française - il y a un côté individualiste bien développé, peut-être plus que chez les autres ouvriers. Mais il y a aussi un côté généreux. Il faut savoir lui faire appel en lui ouvrant les perspectives d'une action où il peut vraiment donner tout son dévouement, toute son abnégation et vous verrez qu'il saura sacrifier, non seulement ses intérêts matériels, mais sa vie quand la lutte le demandera.

Mais il faut pouvoir le faire. Et quand j'entends un communiste dire : il n'y a rien à faire, les ouvriers sont tellement individualistes ! Je dis que cette explication ne peut que créer la défiance envers le Parti ou une certaine tendance et démontrer leur impuissance. [...]

Les Syndicats et le Parti

Vous savez que dans la grève du Havre, c'est le maire du Havre, Meyer, politicien radical bourgeois, c'est le député Siegfried, mort depuis, qui sont intervenus : ce sont les fusils de M. Poincaré qui sont intervenus aussi et cela, c'est de la politique. Il n'y a qu'un seul Parti qui ne soit pas intervenu, en tant que Parti, dans cette grève. Certes, le Parti a fait beaucoup de choses pour les grévistes: il a recueilli de fortes sommes d'argent par souscriptions quotidiennes, on a écrit beaucoup d'articles, mais comme l'organisation qui peut donner des conseils, se présenter, sans contrecarrer l'action du syndicat, montrer sa figure politique aux ouvriers et dire : nous sommes ici pour vous aider, qu'est-ce que vous exigez de nous ? Nous sommes prêts à le faire ! - le parti n'a rien à faire dans la grève du Havre.

Il y avait des syndicalistes locaux qui disaient - je l'ai appris de camarades qui sont ici : - Ne venez pas nous compromettre devant le gouvernement qui dira : vous faites la grève communiste, peut-être même indiquée par Moscou.

Alors, le Parti s'esquiva.

Je comprends qu'il peut y avoir des conditions où le Parti fait des concessions à l'esprit même le plus arriéré de la masse ou de ses représentants locaux, pendant la grève. Mais alors, on aurait dû écrire dans *l'Humanité* : nous avons présenté nos services aux leaders de la grève du Havre : Ils nous ont répondu : nous avons des relations avec Meyer, avec Siegfried : n'allez pas nous compromettre ! Alors, nous n'intervenons pas, mais nous leur disons : prenez garde ! casse-cou ! Vous avez affaire à des politiciens bourgeois, ils vous trahiront. Il n'y a qu'un seul Parti qui sera avec au moment de la grande lutte : c'est le Parti Communiste.

Et si vous aviez dit ces paroles dès la première journée de la grève du Havre où pendant son développement, après les événements tragiques du 28 août et les massacres, votre autorité aurait été beaucoup plus grande, car c'est vous qui auriez prévu l'évolution des événements.

Non. Nous nous sommes inclinés. Le camarade Frossard a dit : le Parti n'a rien pu faire dans ce domaine et voilà un communiste qui travaille dans les syndicats et qui dit : le Parti n'a rien à y faire.

[...] Et le camarade Jacob, qui n'est ni avocat, ni lagardelliste, mais qui est un bon communiste, un bon ouvrier syndicaliste, dit : Oui, le Parti n'a rien à y faire.

Cette coïncidence est extrêmement dangereuse. Je la retrouve un peu dans la déclaration signée par Monatte - mon ami - et par les camarades Louzon, Chambelland et d'autres.

On peut comprendre Monatte - qui n'est pas membre du Parti - quand il dit : « Nous sommes des syndicalistes-révolutionnaires, c'est-à-dire que nous attribuons au syndicat le rôle essentiel dans la lutte révolutionnaire pour l'émancipation du prolétariat. »

C'est une déclaration toute récente parue après le Congrès de Paris dans la *Lutte de classe* dirigée par le camarade Rosmer, avec une note de la rédaction.

Je comprends des affirmations pareilles de la part de Monatte qui est en dehors du Parti - mais qui a tort de rester en dehors du Parti - mais je ne comprends guère Louzon, ni Chambelland, ni Clavel et S. Orlianges qui appartiennent au Parti et sont membres en même temps de la commission exécutive de la C.G.T.U.

Qu'est-ce que cela veut dire : « Nous attribuons au syndicat le rôle essentiel dans la lutte révolutionnaire pour l'émancipation ... » ? Quel syndicat ? Nous connaissons en France des syndicats différents. S'agit-il du syndicat des jouhauistes ? Evidemment non. Du syndicat de notre camarade Monmousseau ? Peut-être. Mais vous voulez aboutir à une unification, à une fusion de ces deux syndicats. Nous avons aujourd'hui Monmousseau comme secrétaire général de la C.G.T.U. mais nous avons hier une commission administrative de cette C.G.T.U. entre les mains des auteurs du pacte : les Besnard, les Verdier, etc

Est-ce sous leur conduite que le prolétariat peut aller vers la révolution et la faire ? Est-ce que vous croyez sérieusement que c'est au syndicat que revient le rôle dirigeant de la classe ouvrière ? Est-ce que vous croyez que le syndicat conduit par les réformistes, les confusionnistes, les communistes qui ne veulent pas se soumettre à la discipline et à la doctrine de leur Parti, soit la première organisation ouvrière du monde, ou un syndicat inspiré par les idées communistes que nous représentons. Vous vous servez d'une formule du syndicalisme après l'avoir vidée de son contenu révolutionnaire et idéologique et vous dites : le syndicat, c'est la première chose du monde !

Naturellement, il s'agit d'un syndicat guidé par les meilleurs éléments de la classe ouvrière, tout à fait organisés et conscients, et qui s'inspirent de la doctrine qui représente les intérêts de la lutte révolutionnaire, alors, ce syndicat est excellent. Mais il n'existe pas, surtout en France. Il faut le créer. Par quels procédés ? Par une collaboration entre les camarades qui n'appartiennent pas au Parti et ceux qui y sont, et organiser l'élite de la classe ouvrière, lui inculquer les idées communistes et en faire pénétrer l'esprit dans toutes les organisations ouvrières.

Vous laissez entrer dans les syndicats les ouvriers qui sont en dehors du Parti et qui ne sont pas de révolutionnaires, les préjugés les plus arriérés : les ouvriers catholiques, par exemple. Vous êtes obligés de le faire, parce que si le syndicat n'avait dans son sein que des communistes, des syndicalistes qui ne sont pas encore au parti, à cause de quelques préjugés, si le syndicat n'avait que ces éléments, il n'aurait aucune valeur parce qu'il serait une répétition du Parti. [...]

Alors, qui doit prendre la direction ?

Nous ne devons pas oublier le rôle du Pacte. Il doit être un exemple pour chaque ouvrier français, même le plus arriéré, le plus simple. Il faut expliquer ce fait que par la défaillance du Parti dans le domaine syndical, ce sont quelques éléments anarchisants ou anarchistes qui ont créé un « pacte » secret pour prendre la direction du mouvement. Les syndicats créent une élite qui a besoin d'une direction d'idées ; ces idées ne sont pas spontanées, elles ne tombent pas du ciel ; il faut avoir dans ces idées une continuité ; et il faut les justifier, les vérifier par l'expérience, les analyser, les critiquer et ce travail doit s'opérer dans le Parti.

Aujourd'hui, la grande objection que l'on nous oppose, c'est la subordination des syndicats au Parti.

Où, nous voulons subordonner la conscience de la classe ouvrière aux idées révolutionnaires. C'est notre prétention. C'est tout à fait stupide de dire que nous pouvons agir par des pressions du dehors, par des pressions qui ne seraient pas basées sur la volonté libre des ouvriers eux-mêmes ou que le Parti possède des moyens de pression qu'il peut employer à l'égard des syndicats qui sont numériquement plus forts que lui, au moins qui doivent l'être. C'est la réaction de tous les pays qui a toujours répété que le Parti et les syndicats veulent soumettre la classe ouvrière à leur volonté. [...]

Le Parti Français et l'Internationale

Pendant le Congrès de Paris, notre camarade Frossard a caractérisé les relations du Parti avec l'Internationale en employant cette formule : gagner du temps.

Le Secrétaire général du Parti, qui était déjà secrétaire au moment du Congrès de Tours - par conséquent le plus qualifié pour représenter le Parti - s'est exprimé ainsi, selon le compte rendu de l'*Humanité*, sous le titre : « **La Crise** » :

Quelles sont les causes de la crise ? Depuis deux ans je suis partagé entre ma fidélité à l'Internationale et l'intérêt de mon Parti. Il y a chez moi conflit permanent, crise de devoir. Il y a des attitudes différentes chez moi. C'est parce que je ne suis pas sûr de moi. (*Applaudissements répétés*)

Ainsi, on applaudit au moment où le camarade le plus qualifié pour représenter le Parti dit : « Je suis déchiré par ma fidélité à l'Internationale et par ma fidélité au Parti. Deux fidélités qui ne coïncident pas, qui sont contradictoires, et si vous dites qu'il y a chez moi des fléchissements, deux attitudes différentes, c'est parce que je suis déchiré entre ces deux antagonismes permanents. Et après cela, il y a des applaudissements répétés, selon le compte rendu de l'*Humanité*. »

Puis le même camarade dit :

Devant certaines décisions de l'Internationale, inapplicables, je le dis, J'ai voulu gagner du temps. J'ai préféré faire cela que casser les reins à mon Parti.

Alors, il y avait incompatibilité entre l'Internationale et le Parti communiste français. Le Secrétaire général du Parti s'est trouvé dans la situation d'un conflit permanent et il a surtout essayé de gagner du temps pour ne pas casser les reins à son Parti. C'est assez grave. Chaque fois que j'ai relu cette citation, j'ai eu la même secousse, parce que cela est tellement inattendu !

Comment ! On appartenait à l'Internationale pendant deux ans et on dit maintenant que telle résolution formulée par l'Internationale menaçait de casser les reins à son Parti ! Alors, pourquoi appartient-on à l'Internationale ? On ne comprend pas. On ne peut pas comprendre !

Quand j'ai reçu le numéro de l'*Humanité* et que j'ai lu cela pour la première fois, je me suis dit : « C'est la préparation de la rupture avec l'Internationale ».

Nous connaissons suffisamment notre camarade Frossard ; ce n'est pas un homme à se laisser emporter par son tempérament ; c'est un homme de calcul froid, et s'il dit, non pas en passant, mais dans le Congrès de son Parti, comme Secrétaire général, que pendant deux années il n'a fait que gagner du temps parce que l'Internationale a pris des résolutions néfastes à son Parti, je demande si on peut comprendre cela autrement que comme la préparation de la rupture avec l'Internationale. (*Applaudissements.*) [...]

La Franc-Maçonnerie

Pendant la discussion de la grande commission, une nouvelle question fut posée devant nous. C'est la question de la franc-maçonnerie, qui, jusqu'à ce moment, dans la vie du Parti, est restée ignorée. Il n'y a jamais eu d'articles de polémiques. On n'a jamais mentionné dans la presse que, dans le Parti Communiste, comme d'ailleurs dans les syndicats révolutionnaires et réformistes, il y a pas mal de camarades qui appartiennent en même temps à la franc-maçonnerie.

Quand ce fait fut connu par la commission, ce fut une grande stupeur, parce qu'aucun des camarades étrangers ne pouvait supposer que deux années après Tours, le Parti Communiste français pût avoir dans son sein des camarades appartenant aux organisations dont il est superflu de définir le caractère au sein d'un Congrès mondial communiste.

[...]

Il y a un an et demi, nous avons dit au Parti français : « On ne voit pas cet abîme qui doit être creusé par notre presse, par nos discours, entre le Parti Communiste et toute la société bourgeoise ».

Nous voyons maintenant que non seulement cet abîme n'existe pas, mais qu'il y a des ponts, bien arrangés, un peu masqués, un peu couverts, et ce sont les ponts de la franc-maçonnerie, de la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen, etc. La liaison s'opère par ces ponts entre la Ligue, la franc-maçonnerie et les institutions du Parti, la rédaction du journal, le Comité directeur, le Comité fédéral.

Evidemment, on fait des discours on écrit des articles sur la nécessité d'écraser cette société corrompue par la lutte de classe menée par le prolétariat lui-même guidé par un Parti absolument indépendant de la société bourgeoise. On est révolutionnaire jusqu'au bout et on va dans les loges maçonniques rejoindre et embrasser les frères aînés qui représentent les classes bourgeoises.

[...]

La Préparation de la Révolution prolétarienne

Les dissidents prédisent une grande poussée de leur Parti. Voilà une prophétie qui ne se réalisera guère. Au contraire, on peut prédire sans avoir peur de l'art de la sténographie, si les Partis restent comme ils sont maintenant, quand il y a deux nuances devant la masse ouvrière, avec leurs adhérents, deux églises établies avec leur bureaucratie hiérarchique - cela peut durer des années et des décades - mais du moment où quelque chose change radicalement dans le Parti Communiste, où il devient un Parti fait d'une autre manière que les autres et où les ouvriers peuvent voir en lui plus qu'un Parti, mais la préparation de la révolution prolétarienne, on peut prédire alors que les dissidents sont morts, qu'ils n'existent plus, de même que les réformistes de la C.G.T.

Et je vous dis avec une pleine certitude que ce n'est pas la C.G.T.U., par ses propres forces, qui tuera la C.G.T réformiste. Non. Il n'y a qu'un grand, puissant et vraiment révolutionnaire Parti, englobant toute l'élite de la classe ouvrière qui écrasera totalement le réformisme politique et syndical. Vous le verrez bientôt.

Dans les premières semaines de la lutte contre la franc-maçonnerie, ou contre la Ligue des Droits de l'Homme il y aura des défaillances, des déserteurs qui passeront aux dissidents ; ceux-ci y gagneront tout d'abord, j'en suis sûr, mais ils ne recevront que les déchets et les excréments du Parti Communiste. (*Applaudissements*)

Vers l'action

Il s'agit de faire des opérations douloureuses, énergiquement, vigoureusement, pour accélérer le processus et pour entamer, une grande action pour un Parti révolutionnaire.

Nous vous proposons, au nom de notre commission, un programme d'action qui fut soumis à la commission par la gauche et adopté unanimement, avec des corrections plutôt secondaires.

Il y a, à la base, la possibilité d'entamer maintenant une grande action du Parti, en écartant les éléments qui empêchent cette action révolutionnaire et qu'on ne dise pas, surtout, que ces revendications immédiates peuvent créer un nouveau réformisme dans le mouvement français. A cette époque de décomposition de la société bourgeoise, les revendications immédiates deviennent la clé pour le mouvement vraiment révolutionnaire. Ce mouvement doit se développer avec comme point de départ les comités ou conseils d'usine et comme formule nécessaire : l'unité de front pour donner toutes les possibilités d'action et de succès et comme formule très nécessaire surtout en France, le gouvernement ouvrier.

Les querelles sur ces questions doivent finir, parce que les polémiques sur ce mot d'ordre n'aboutiront qu'à ébranler la conscience ouvrière déjà suffisamment inquiète.

L'idée d'un gouvernement Blum-Frossard n'est que symbolique, pour être indiquée de la manière la plus courte, mais il ne s'agit guère d'une combinaison entre parlementaires, pour la constitution d'un gouvernement possible, parce que pour avoir la majorité dans le Parlement, pour avoir en main les dissidents et les communistes, il faut que la classe ouvrière tout entière vote pour les dissidents et les communistes, et, pour aboutir à ce résultat, il faut que les dissidents n'invitent pas la classe ouvrière à voter pour le bloc des gauches, il faut que les dissidents se détachent du bloc des gauches, de la société bourgeoise. Il faut en première ligne montrer à la classe ouvrière française cette nécessité de se détacher de la bourgeoisie et de s'opposer à elle sous toutes ses formes. Si nous avons la grève du Havre et le massacre d'ouvriers, nous disons aux ouvriers, qu'avec un gouvernement ouvrier, pareils massacres n'auraient pas eu lieu et nos représentants au Parlement doivent dire que la classe ouvrière ne peut plus tolérer un gouvernement Poincaré ou Bloc des Gauches mais seulement un gouvernement représentant la classe ouvrière, et composé d'ouvriers.

Or, nous autres communistes, nous nous orientons de toute notre force vers un gouvernement ouvrier créé par un mouvement révolutionnaire, mais si les ouvriers croient qu'on peut créer un pareil gouvernement par les méthodes parlementaires, nous leur disons : essayez-le, mais pour le faire, il faut se détacher d'abord et totalement du bloc des gauches, des combinaisons bourgeoises, il ne faut qu'un bloc ouvrier. Si vous vous détachez totalement de la bourgeoisie, mais croyez encore aux méthodes parlementaires, nous vous disons : nous n'avons pas confiance dans cette méthode, mais nous soutenons votre action dès lors que vous vous détachez de la bourgeoisie. Si on nous demande : un gouvernement de coalition, de Partis se réclamant de la classe ouvrière est-il possible, je répondrai : naturel-

lement, mais pas sur la base d'une combinaison parlementaire, mais seulement sur la base d'un grand mouvement qui englobe tous les domaines de la lutte de la classe prolétarienne et aussi le Parlement.

La chose essentielle est que ce mouvement donne à la classe ouvrière cette idée bien simple qu'elle peut créer un gouvernement ouvrier par les ouvriers et pour les ouvriers.

Si vous nous demandez : est-ce que nous serons sûrs que les dissidents ne nous trahiront pas, je vous répondrai : jamais nous n'en serons sûrs. C'est pourquoi même étant en situation de créer un gouvernement ouvrier révolutionnaire avec eux, nous devons les observer avec la même attention et la même méfiance que nos pires ennemis et au moment de leur défaillance, de leur trahison, les jeter hors du gouvernement, comme nous l'avons fait chez nous avec les socialistes-révolutionnaires de gauche qui ont représenté la paysannerie dans le gouvernement ouvrier créé par nous et que nous avons dû rejeter, en gardant tout entier le gouvernement dans les mains de la classe ouvrière.

Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier signifie en première ligne l'indépendance absolue de notre Parti. Cette indépendance doit être une chose acquise rapidement.

En France, le Centre va être dans les prochaines semaines responsable de ce travail d'action énergique dans notre Parti Communiste français. Je suis sûr que les explications douloureuses que nous avons eues avec nos camarades français dans la commission et que je vous présente ici sous la forme d'un rapport ne peuvent pas se répéter. Le discours de Frossard nous montre le danger ; je l'ai cité, je l'ai interprété, c'est au Centre à y obvier, à écarter définitivement le danger. Je ne vois pas de raison pour la rupture ; je crois au contraire que la situation est extrêmement favorable pour notre Parti français. Il y a la décomposition du bloc national, l'impossibilité absolue des réparations, la difficile situation du bloc des gauches et je crois que notre Parti tient dans ses mains l'avenir de la France et par cela même de l'humanité tout entière. Nous sommes sûrs qu'inspiré par ces perspectives grandes et majestueuses, le centre fera son devoir jusqu'au bout et qu'au prochain Congrès nous aurons un Parti unifié homogène, révolutionnaire, fidèle à son devoir jusqu'à la révolution victorieuse du prolétariat français. (*Applaudissements prolongés.*)

Extraits du discours de Trotsky publié dans le *Bulletin Communiste* n°2-3
du 11-18 janvier 1923

Le Gouvernement Ouvrier en France

Le gouvernement ouvrier est une formule politique algébrique, c'est-à-dire une formule aux termes de laquelle ne correspondent pas des valeurs numériques fixes. De là ses avantages et aussi ses inconvénients.

Ses avantages consistent en ce qu'elle embrasse jusqu'aux ouvriers non encore élevés à l'idée de dictature du prolétariat et à la compréhension de la nécessité d'un parti directeur.

Ses inconvénients, conséquences de son caractère algébrique, consistent en ce qu'on peut lui attribuer un sens purement parlementaire qui, pour la France, serait pratiquement le moins réel et idéologiquement le plus dangereux qui se puisse imaginer.

Léon Blum pourrait dire : « Nous acceptons le gouvernement ouvrier. Au moment où la classe ouvrière constituera une majorité parlementaire, nous serons prêts à former un gouvernement ouvrier. »

Avec une telle interprétation, il est de toute évidence que le gouvernement ouvrier ne sera jamais instauré en France car, pratiquement, la politique de Léon Blum, Jouhaux et consorts consiste, dans « l'attente » de la majorité ouvrière parlementaire, à créer des blocs avec la bourgeoisie, blocs qui, à leur tour, excluent la possibilité de la formation d'une majorité ouvrière, car ils démembrement et démoralisent la classe ouvrière.

Ainsi donc, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier en France n'est pas le mot d'ordre de combinaisons parlementaires : c'est le mot d'ordre d'un mouvement massif du prolétariat, se libérant complètement des combinaisons parlementaires avec la bourgeoisie, s'opposant lui-même à la bourgeoisie et opposant l'idée de son propre gouvernement à toutes les combinaisons gouvernementales bourgeoises. De la sorte, cette formule algébrique est, dans son essence, profondément révolutionnaire.

Mais, dira-t-on, c'est précisément parce qu'elle est révolutionnaire et non parlementaire qu'elle sera comme telle rejetée par les dissidents et les ouvriers qui les suivent ? C'est possible. Mais si nous savons exploiter habilement pour l'agitation notre mot d'ordre, les ouvriers dissidents qui l'auront repoussé une fois ne pourront le repousser une seconde fois.

Nous leur dirons : « Vous êtes pour la démocratie et pour une majorité parlementaire. Nous ne vous empêcherons pas de constituer une majorité ouvrière au Parlement ; au contraire, nous vous y aiderons par tous les moyens. Mais pour cela, il faut mettre sur pied la totalité de la classe ouvrière. Il faut l'intéresser ; il faut lui donner un mot d'ordre capable de l'unifier et de la fortifier. Ce mot d'ordre ne peut être que celui du gouvernement ouvrier opposé à toutes les combinaisons bourgeoises et à toutes les coalitions. De la sorte pour créer une majorité ouvrière au Parlement, pour tenter tout au moins d'y arriver, il faut soulever dans la classe ouvrière et dans les masses paysannes un puissant mouvement sous le mot d'ordre du *gouvernement ouvrier*. » Voilà comment, au point de vue agitation, il faut poser la question par rapport aux dissidents, aux ouvriers réformistes, etc... Cette position de la question est juste politiquement et pédagogiquement.

Mais le gouvernement ouvrier est-il réalisable en France sous une autre forme que celle de la dictature communiste, c'est-à-dire avant l'instauration de cette dictature, et si oui, sous quelle forme est-il réalisable ?

Dans certaines conjonctures politiques, il est parfaitement réalisable et il constitue même une étape inévitable dans le développement de la révolution.

En effet, si l'on suppose qu'un puissant mouvement ouvrier dans le pays, lors d'une violente crise politique, amène des élections donnant la majorité aux dissidents et aux

communistes, ainsi qu'aux groupes intermédiaires et sympathisants et que l'état des masses ouvrières ne permette pas aux dissidents de faire bloc avec la bourgeoisie contre nous, il sera possible, dans ces conditions, de former un gouvernement ouvrier de coalition qui, dans ce cas, constituerait une transition nécessaire vers la dictature révolutionnaire du prolétariat.

Il est très possible, il est même probable, qu'un tel mouvement, se déroulant sous le mot d'ordre du gouvernement ouvrier, n'aura pas le temps de trouver son expression dans une majorité parlementaire, soit parce que le temps fera défaut pour de nouvelles élections, soit parce que le gouvernement bourgeois tentera d'écarter ce danger selon les méthodes de Mussolini. Sur le terrain de la résistance à l'attaque fasciste, la partie réformiste de la classe ouvrière pourra être entraînée par la partie communiste dans la voie de la formation d'un gouvernement ouvrier par des moyens extra parlementaires. Dans cette hypothèse, la situation révolutionnaire serait encore plus claire que dans la première.

Accepterons-nous, dans ce dernier cas, une coalition gouvernementale avec les dissidents ? Nous l'accepterons ; il s'avère qu'ils ont encore de l'influence sur une partie considérable de la classe ouvrière, laquelle les forcera à se détacher de la bourgeoisie. Serons-nous alors assurés contre toute trahison de la part de nos alliés au gouvernement ? Pas le moins du monde. Tout en effectuant avec eux, au gouvernement le travail révolutionnaire initial, nous devons les surveiller avec autant de vigilance que nous surveillerions un ennemi ; nous devons consolider sans cesse nos positions politiques et notre organisation, conserver notre liberté de critique vis-à-vis de nos alliés et les affaiblir en présentant sans cesse de nouvelles propositions qui les désagrégeront en détachant d'eux à leur

droite des éléments de plus en plus nombreux.

Quant à la partie prolétarienne des dissidents, dans les conditions indiquées ci-dessus, elle se fondra peu à peu dans les rangs communistes.

Telles sont quelques-unes des possibilités de réalisation effective de l'idée du gouvernement ouvrier au cours du développement de la révolution. Mais, à l'heure présente, c'est précisément par son caractère algébrique que cette formule est politiquement importante pour nous. En ce moment, elle généralise toute la lutte pour les revendications temporaires, elle la généralise non seulement pour les ouvriers communistes mais pour les grandes masses non encore adhérentes au communisme en les rattachant, en les unissant aux communistes par l'unité d'une tâche commune. Cette formule couronne la politique du front unique. Dans chaque grève qui se brise à la résistance du gouvernement et de sa police, nous dirons : « Il n'en serait pas ainsi si, au lieu des bourgeois, c'étaient les représentants des ouvriers qui étaient au pouvoir. » A l'occasion de chaque mesure législative dirigée contre les ouvriers, nous dirons : « Il n'en aurait pas été ainsi si tous les ouvriers s'étaient réunis contre tous les bourgeois, s'ils avaient créé leur gouvernement ouvrier. »

L'idée est simple, claire, convaincante. Sa force réside en ce qu'elle se trouve dans le sens du développement historique. C'est précisément pour cela qu'elle comporte les plus grandes conséquences révolutionnaires.

30 novembre 1922

Léon TRO'TSKY.

Bulletin Communiste n°7
du 15 février 1923

LA SITUATION du PARTI FRANÇAIS⁽¹⁾

L'INTERNATIONALE est-elle, en France, au terme de ses épreuves ?

Beaucoup qui n'en voulaient rien croire il n'y a pas huit jours encore, osent à présent l'espérer. Sans doute la « crise » continue ; mais elle perd sensiblement en virulence et c'est tout de même un bon signe que la défection de Frossard, loin d'aggraver nos perturbations intérieures, n'aient pas soulevé chez nous l'émotion et le trouble sur lesquels comptaient nos ennemis.

La crise continue. Mais qui donc pouvait croire que les résolutions du 4^{ème} Congrès Mondial concernant la question française, ne soulèveraient ici aucune objection, aucune dissidence ? Ce qui est beau, quand on connaît nos centristes (je ne parle pas des masses, mais des chefs), c'est que leurs réactions n'aient pas été plus vives. C'est aussi que, pour éclater, il leur ait fallu tant de temps.

La crise n'est pas née d'hier. Si l'on devait en faire l'historique, il faudrait remonter jusqu'au lendemain du 3^{ème} Congrès Mondial. Une analyse plus serrée des origines nous obligerait même à remonter plus haut encore, jusqu'au Congrès de Tours ; elle nous ferait voir : d'une part, que les deux « tendances » qui, à Tours, s'étaient unies contre la droite ne se sont jamais fondues au point de perdre dans la fusion leurs caractères distinctifs ; d'autre part, que les éléments du Comité de la III^e Internationale, c'est-à-dire de la Gauche, manquant eux-mêmes d'homogénéité, étaient condamnés à se dissocier rapidement.

C'est au Congrès de Marseille (fin décembre 1921) que la crise éclata. Trois faits la signalèrent : 1^o la non-réélection au nouveau Comité Directeur de Boris Souvarine, après une campagne acharnée, dirigée en apparence contre sa personne, mais en réalité contre les idées qu'il représentait avec force - les idées mêmes de l'Internationale ; 2^o l'entrée au Comité Directeur de quelques hommes qui n'avaient de communiste que le nom et qui, de gré ou de force, ont depuis, tous, abandonné nos rangs (Barabant, Verfeuil, Jules Blanc, Ferdinand Faure, Pioch, Brodel, etc.) ; 3^o la démission immédiate de quatre des élus du Comité Directeur qui voulurent protester, par ce geste, à la fois contre le système électoral utilisé, système favorisant les plus sales manœuvres politiciennes, contre la défaite de Souvarine et contre le scandaleux succès des gens de Droite.

La guerre fut dès lors dans le Parti, les tendances ressuscitèrent. D'un côté, la Gauche représentant, du moins dans ses meilleurs éléments, l'esprit même de l'Internationale (elle disait : *Internationale d'abord !*) ; de l'autre, les droitiers, les centristes, les extrême-gauchistes, les confusionnistes, tous ceux qui, plus ou moins ouvertement, opposaient le Parti à l'Internationale, comme s'il était possible d'opposer la fraction à l'ensemble, de diviser l'indivisible !

On se battit principalement sur la question du front unique. Tandis que la Gauche acceptait dès le premier jour, la tactique d'union prolétarienne proposée par l'Internationale, la Droite, le Centre et l'Extrême-gauche la repoussaient avec véhémence et tentaient d'en ridiculiser l'idée aux yeux des travailleurs. Le Comité exécutif, qui suivait avec une attention inquiète le déroulement du conflit, ne tarda pas à comprendre que, derrière cette opposition au front unique, se dissimulait chez la grande majorité de ses meneurs une opposition grandissante à l'Internationale elle-même. A deux reprises, il tâcha de résoudre à l'amiable une crise dont il redoutait les effets. Dès février, il convoquait à Moscou quelques représentants de la majorité pour discuter avec eux les questions d'organisation de tactique qui les séparaient de la Gauche.

Les représentants de la majorité se rendirent à Moscou, y prirent l'engagement de se montrer disciplinés dans l'Internationale. Le malheur est qu'ils n'en firent rien, et la crise, loin de s'apaiser, redoubla de violence.

Des mesures immédiates s'imposaient. La première fut l'exclusion d'Henri Fabre ; la seconde, l'appel de Frossard à Moscou. Au cours d'une nouvelle session de l'Exécutif élargi tenue en juin, la question française fut traitée dans un débat d'ensemble qui aboutit à l'adoption d'une longue résolution à laquelle Frossard souscrivit. Elle contenait le mot d'ordre, qui s'il avait été exécuté, eût mis fin à nos déchirements intérieurs. Ce mot d'ordre, c'était l'union du Centre et de la Gauche *contre la Droite*.

A ce moment, il fut permis de croire que tout allait enfin rentrer dans l'ordre et que l'union du Centre et de la Gauche, pour le plus grand bien du Parti, allait se réaliser. Il n'en fut rien. Frossard, cerveau lucide, mais cœur mobile, intelligence précise, mais caractère fuyant, volonté molle, avait bien déclaré qu'il ne deviendrait pas un Serati français. Mais qui peut faire fond sur ce que dit Frossard ?

communistes, ainsi qu'aux groupes intermédiaires et sympathisants et que l'état des masses ouvrières ne permette pas aux dissidents de faire bloc avec la bourgeoisie contre nous, il sera possible, dans ces conditions, de former un gouvernement ouvrier de coalition qui, dans ce cas, constituerait une transition nécessaire vers la dictature révolutionnaire du prolétariat.

Il est très possible, il est même probable, qu'un tel mouvement, se déroulant sous le mot d'ordre du gouvernement ouvrier, n'aura pas le temps de trouver son expression dans une majorité parlementaire, soit parce que le temps fera défaut pour de nouvelles élections, soit parce que le gouvernement bourgeois tentera d'écartier ce danger selon les méthodes de Mussolini. Sur le terrain de la résistance à l'attaque fasciste, la partie réformiste de la classe ouvrière pourra être entraînée par la partie communiste dans la voie de la formation d'un gouvernement ouvrier par des moyens extra parlementaires. Dans cette hypothèse, la situation révolutionnaire serait encore plus claire que dans la première.

Accepterons-nous, dans ce dernier cas, une coalition gouvernementale avec les dissidents ? Nous l'accepterons ; il s'avère qu'ils ont encore de l'influence sur une partie considérable de la classe ouvrière, laquelle les forcera à se détacher de la bourgeoisie. Serons-nous alors assurés contre toute trahison de la part de nos alliés au gouvernement ? Pas le moins du monde. Tout en effectuant avec eux, au gouvernement le travail révolutionnaire initial, nous devons les surveiller avec autant de vigilance que nous surveillerions un ennemi ; nous devons consolider sans cesse nos positions politiques et notre organisation, conserver notre liberté de critique vis-à-vis de nos alliés et les affaiblir en présentant sans cesse de nouvelles propositions qui les désagrégeront en détachant d'eux à leur

droite des éléments de plus en plus nombreux.

Quant à la partie prolétarienne des dissidents, dans les conditions indiquées ci-dessus, elle se fondra peu à peu dans les rangs communistes.

Telles sont quelques-unes des possibilités de réalisation effective de l'idée du gouvernement ouvrier au cours du développement de la révolution. Mais, à l'heure présente, c'est précisément par son caractère algébrique que cette formule est politiquement importante pour nous. En ce moment, elle généralise toute la lutte pour les revendications temporaires, elle la généralise non seulement pour les ouvriers communistes mais pour les grandes masses non encore adhérentes au communisme en les rattachant, en les unissant aux communistes par l'unité d'une tâche commune. Cette formule couronne la politique du front unique. Dans chaque grève qui se brise à la résistance du gouvernement et de sa police, nous dirons : « Il n'en serait pas ainsi si, au lieu des bourgeois, c'étaient les représentants des ouvriers qui étaient au pouvoir. » A l'occasion de chaque mesure législative dirigée contre les ouvriers, nous dirons : « Il n'en aurait pas été ainsi si tous les ouvriers s'étaient réunis contre tous les bourgeois, s'ils avaient créé leur gouvernement ouvrier. »

L'idée est simple, claire, convaincante. Sa force réside en ce qu'elle se trouve dans le sens du développement historique. C'est précisément pour cela qu'elle comporte les plus grandes conséquences révolutionnaires.

30 novembre 1922

Léon TROTSKY.

Bulletin Communiste n°7
du 15 février 1923

LA SITUATION du PARTI FRANÇAIS⁽¹⁾

L'INTERNATIONALE est-elle, en France, au terme de ses épreuves ?

Beaucoup qui n'en voulaient rien croire il n'y a pas huit jours encore, osent à présent l'espérer. Sans doute la « crise » continue ; mais elle perd sensiblement en virulence et c'est tout de même un bon signe que la défection de Frossard, loin d'aggraver nos perturbations intérieures, n'aient pas soulevé chez nous l'émotion et le trouble sur lesquels comptaient nos ennemis.

La crise continue. Mais qui donc pouvait croire que les résolutions du 4^{ème} Congrès Mondial concernant la question française, ne soulèveraient ici aucune objection, aucune dissidence ? Ce qui est beau, quand on connaît nos centristes (je ne parle pas des masses, mais des chefs), c'est que leurs réactions n'aient pas été plus vives. C'est aussi que, pour éclater, il leur ait fallu tant de temps.

La crise n'est pas née d'hier. Si l'on devait en faire l'historique, il faudrait remonter jusqu'au lendemain du 3^{ème} Congrès Mondial. Une analyse plus serrée des origines nous obligerait même à remonter plus haut encore, jusqu'au Congrès de Tours ; elle nous ferait voir : d'une part, que les deux « tendances » qui, à Tours, s'étaient unies contre la droite ne se sont jamais fondues au point de perdre dans la fusion leurs caractères distinctifs ; d'autre part, que les éléments du Comité de la III^e Internationale, c'est-à-dire de la Gauche, manquant eux-mêmes d'homogénéité, étaient condamnés à se dissocier rapidement.

C'est au Congrès de Marseille (fin décembre 1921) que la crise éclata. Trois faits la signalèrent : 1^o la non-réélection au nouveau Comité Directeur de Boris Souvarine, après une campagne acharnée, dirigée en apparence contre sa personne, mais en réalité contre les idées qu'il représentait avec force - les idées mêmes de l'Internationale ; 2^o l'entrée au Comité Directeur de quelques hommes qui n'avaient de communiste que le nom et qui, de gré ou de force, ont depuis, tous, abandonné nos rangs (Barabant, Verfeuil, Jules Blanc, Ferdinand Faure, Pioch, Brodel, etc.) ; 3^o la démission immédiate de quatre des élus du Comité Directeur qui voulurent protester, par ce geste, à la fois contre le système électoral utilisé, système favorisant les plus sales manœuvres politiciennes, contre la défaite de Souvarine et contre le scandaleux succès des gens de Droite.

La guerre fut dès lors dans le Parti, les tendances ressuscitèrent. D'un côté, la Gauche représentant, du moins dans ses meilleurs éléments, l'esprit même de l'Internationale (elle disait : *Internationale d'abord !*) ; de l'autre, les droitiers, les centristes, les extrême-gauchistes, les confusionnistes, tous ceux qui, plus ou moins ouvertement, opposaient le Parti à l'Internationale, comme s'il était possible d'opposer la fraction à l'ensemble, de diviser l'indivisible !

On se battit principalement sur la question du front unique. Tandis que la Gauche acceptait dès le premier jour, la tactique d'union prolétarienne proposée par l'Internationale, la Droite, le Centre et l'Extrême-gauche la repoussaient avec véhémence et tentaient d'en ridiculiser l'idée aux yeux des travailleurs. Le Comité exécutif, qui suivait avec une attention inquiète le déroulement du conflit, ne tarda pas à comprendre que, derrière cette opposition au front unique, se dissimulait chez la grande majorité de ses meneurs une opposition grandissante à l'Internationale elle-même. A deux reprises, il tâcha de résoudre à l'amiable une crise dont il redoutait les effets. Dès février, il convoquait à Moscou quelques représentants de la majorité pour discuter avec eux les questions d'organisation de tactique qui les séparaient de la Gauche.

Les représentants de la majorité se rendirent à Moscou, y prirent l'engagement de se montrer disciplinés dans l'Internationale. Le malheur est qu'ils n'en firent rien, et la crise, loin de s'apaiser, redoubla de violence.

Des mesures immédiates s'imposaient. La première fut l'exclusion d'Henri Fabre ; la seconde, l'appel de Frossard à Moscou. Au cours d'une nouvelle session de l'Exécutif élargi tenue en juin, la question française fut traitée dans un débat d'ensemble qui aboutit à l'adoption d'une longue résolution à laquelle Frossard souscrivit. Elle contenait le mot d'ordre, qui s'il avait été exécuté, eût mis fin à nos déchirements intérieurs. Ce mot d'ordre, c'était l'union du Centre et de la Gauche *contre la Droite*.

A ce moment, il fut permis de croire que tout allait enfin rentrer dans l'ordre et que l'union du Centre et de la Gauche, pour le plus grand bien du Parti, allait se réaliser. Il n'en fut rien. Frossard, cerveau lucide, mais cœur mobile, intelligence précise, mais caractère fuyant, volonté molle, avait bien déclaré qu'il ne deviendrait pas un Serati français. Mais qui peut faire fond sur ce que dit Frossard ?

Trois mois ne s'étaient pas écoulés que, déjà, il ne songeait plus qu'à se dérober et à se reprendre. Un autre Serati, Frossard ? Allons donc : un autre Levi ! De tous les chefs du Centre, sans aucun doute, le plus coupable, le grand coupable, c'est Frossard. Il a voulu, prémédité, fomenté l'échec du Congrès d'octobre, qui ne fut, par sa faute, ni organisé, ni dirigé, et qui abandonné à l'anarchie, après quatre jours de débats dans le vide et de scènes scandaleuses, aboutit en dernière instance à une éclatante rupture entre les deux tendances du Centre et de la Gauche.

Mais la rupture avec la Gauche, qu'était-ce pour le Centre, sinon la rupture éventuelle avec l'Internationale ?

Il y aurait beaucoup à dire sur ce triste épisode ; Le jugement qu'ont porté sur lui, d'abord les délégués de l'Internationale, ensuite l'Internationale elle-même, facilite ma tâche.

C'est le Centre, le Centre seul, qui « porte la responsabilité de la rupture ». Il sortit du Congrès de Paris matériellement vainqueur, assumant à lui seul le gouvernement du Parti, mais moralement vaincu, parce que discrédité. Il s'en tendit tellement compte que - comme la Gauche de sa « défaite » - il fit appel de sa « victoire » devant le Congrès Mondial.

A vrai dire, nous étions, dans la Gauche, sans illusion aucune sur la sincérité de cet appel. Nous avions la claire certitude que, dans le Centre, les partisans d'une rupture avec l'Internationale étaient nombreux - surtout parmi les chefs - et que, pas plus qu'ils ne s'étaient inclinés, au Conseil National, devant l'arbitrage si modéré des délégués de l'Exécutif, ils ne s'inclineraient au Congrès Mondial, devant l'arbitrage suprême de l'Internationale.

La démission de plusieurs rédacteurs de *L'Humanité* et de quelques fonctionnaires du Parti a pu paraître alors fautive et regrettable à bien des camarades. Regrettable également, peut-être, la publication du *Bulletin Communiste International*. Les deux faits se justifiaient pourtant par l'imminence et la gravité du danger que l'infidélité des chefs centristes fit alors courir au Parti. Il fallait frapper fort, frapper vite, et c'est ce que la Gauche a fait, au risque de n'être pas comprise immédiatement des masses.

Six semaines s'écoulèrent. Tandis qu'à Moscou siégeait le Congrès Mondial, à Paris s'organisait la lutte contre *le scissionnisme* (car la rébellion contre l'Internationale, à quoi pouvait-elle aboutir sinon nécessairement à la scission ?) La Gauche dirigée par un Comité de sept membres se concertant presque chaque jour, multipliait les communications, les mises au point, les mises en garde, les manifestes et les appels ; elle faisait paraître bientôt un hebdomadaire de documentation et de combat, *les Cahiers Communistes* ; elle faisait voter un peu partout des ordres du jour de fidélité inconditionnelle à l'Internationale. En face de cette activité publique de la Gauche, le Centre était inerte et comme inexistant !

Le Centre avait son plan. Le Centre à ce moment, c'était Frossard, - Cachin, Ker et Renault, se trouvant alors à Moscou ; Frossard avait son plan mûri de longue date. Il consistait, quelles que fussent les décisions du 4^e Congrès Mondial, à les faire repousser par le Comité directeur du Parti comme « dangereuses » et « inapplicables », et à faire, contre l'Internationale, appel à la résistance du Parti français. Frossard savait qu'en France on n'invoque pas en vain le sentiment nationaliste. La Gauche s'indignerait, protesterait, menacerait ? Qu'à cela ne tienne ! On réduirait la Gauche à l'impuissance, en la privant de tout moyen de propagande à l'intérieur du Parti, en l'expulsant s'il le fallait. Quant à « Moscou », on l'attendrait de pied ferme ! « Moscou » suspendrait la section française ? C'est bien ce que Frossard désirait : reprendre à tout prix sa liberté, puis, ayant un Parti à lui, un journal à lui, se sentant fort, préparer sa « rentrée » dans l'Internationale, aux conditions non de celle-ci, mais de Frossard ... Oui, Frossard avait fait ce rêve fantastique d'imposer, tôt ou tard, ses conditions à l'Internationale. La chose était connue depuis longtemps des familiers du rusé secrétaire du Parti.

Les intrigues les mieux agencées ne réussissent pas toujours. Celle de Frossard devait échouer complètement. L'adhésion de la C.G.T.U. à l'Internationale Rouge fut pour notre homme une lourde déconvenue (*L'Humanité* ne consacra que quelques lignes, perdues en 3^{ème} page, à ce grand événement ouvrier). L'extrême modération des décisions du 4^{ème} Congrès Mondial déconcerta également nos conjurés qui s'attendaient sans nul doute, à moins de ménagements. Frossard écrivit alors un article étrange, inquiétant, qui montrait le secrétaire du Parti réservant, pour l'avenir, toute sa liberté d'attitude, maintenant son « droit » de dire *oui* ou *non*, de s'incliner ou de s'insurger devant une sentence qu'il avait lui-même sollicitée. A *L'Humanité* et au Parti, la campagne scissionniste continuait de plus belle. Pendant toute une semaine (9-16 décembre), on fut à la limite même de la rupture.

Et pourtant on ne rompit pas. A la dernière minute Frossard se ravisa et se soumit. Il n'avait pas seulement contre lui toute la Gauche, mais les masses du Centre elles-mêmes, très attachées à l'Internationale et à la Révolution russe. L'opposition vigoureuse de Louis Sellicr, de Cachin, de Ker, de Renoult, tous chefs centristes, acheva d'autre part de ruiner son intrigue. Au Comité directeur, le 6 décembre, Frossard signa, le premier, l'ordre du jour présenté par Sellier, comportant Soumission totale aux décisions du 4^{ème} Congrès ; l'unité du Congrès était sauvée. Le danger de rupture s'évanouissait soudain.

Il ne restait plus qu'à passer à l'exécution des résolutions adoptées. Tandis que Frossard s'apprêtait à rejoindre, à Moscou, son poste de délégué à l'Exécutif, le Comité directeur ordonnait l'application immédiate des clauses relatives à la sortie des communistes de la Franc-Maçonnerie et de la Ligue des Droits de l'Homme. A l'*Humanité*, les rédacteurs démissionnaires étaient réintégrés. Mais ces réintégrations nécessitaient des éliminations compensatoires, qui furent opérées sur les indications d'une commission spéciale réunie à cet effet. La commission élimina en première ligne ceux des rédacteurs du journal qui s'étaient le plus compromis dans l'aventure scissionniste. Les congédiés se répandirent naturellement en récriminations assourdissantes qui trouvèrent dans la presse bourgeoise et réformiste un complaisant écho. Ils firent plus : ils se livrèrent auprès de Frossard – leur complice, leur chef de file de la veille - à de telles menaces, que celui-ci ne crut pouvoir y échapper qu'en démissionnant du Parti. « Renard se trouvait pris ». Mais renard n'est pas mort, et nous le retrouverons.

Les choses en sont là. Les « résistants » ont fondé un Comité dit « de défense communiste » qui s'efforce à grouper toutes les oppositions, toutes les défaillances, toutes les rancunes, toutes les fourberies politiciennes et avocassières. Dans quelques jours, le Comité de défense communiste possèdera son journal l'*Egalité*, organe d'un soi-disant Parti unitaire communiste (P.U.C.) qui reste toutefois à fonder. Nous n'avons rien à craindre, ni du journal, ni du Parti, et considérons sans émoi cette agitation impuissante d'hommes dont le crédit est mort.

Le Comité directeur qu'inspire Louis Seiller a réprimé énergiquement ces louches menées. Il a exclu du Parti les plus compromis parmi les meneurs ; il a sommé les autres de se désolidariser immédiatement d'avec eux. Au même moment, la persécution gouvernementale s'abattait sur le Parti Communiste et sur la C.G.T.U. : une dizaine de militants étaient jetés en prison ; l'*Humanité* était perquisitionnée. Ces mesures arbitraires, prévues depuis longtemps, n'importe quel ouvrier vous dira que c'est pour y soustraire leurs précieuses personnes que les Frossard, les Pioch et les Torrès ont abandonné le Parti. Prudence est mère de sûreté !

Notre Conseil national a lieu dimanche. Si les résistants osent y paraître, ils y seront reçus avec les égards qu'ils méritent. Frossard, dans sa désertion, a pu entraîner avec lui la petite Fédération de Belfort, dont il connaît individuellement tous les membres ; il n'a pu entraîner qu'elle. Le Conseil national achèvera la déroute des ennemis de l'Internationale, qui s'étaient faufiletés dans les rangs du Parti ; il épurera celui-ci des éléments malsains ou malhonnêtes qui le détournaient de lui-même ; il complètera ce qui n'avait été que commencé à Tours ; il réparera les fautes et les erreurs de Marseille ; il effacera les dernières traces du Congrès de Paris.

Amédée DUNOIS.

(1) Cet article, écrit pour la *Correspondance Internationale de Berlin*, avait été saisi par le policier Faralicq au cours de la perquisition opérée dans les bureaux, de l'*Humanité*.

Article publié dans le *Bulletin Communiste* n°2-3 des 11-18 janvier 1923

L'ère nouvelle

QUEL ennui que nous ne puissions donner ici un compte rendu analytique des deux séances de bon et utile travail qu'a tenues dimanche, à Boulogne-sur-Seine, le Conseil national du Parti Communiste ! Les camarades y trouveraient, mieux que dans mes appréciations cursives de témoin attentif, les plus sérieuses raisons d'avoir pleine confiance en l'avenir de l'Internationale en France.

Il y a bien des années que je suis les grandes assemblées du Parti. On n'en sort pas toujours très fier des autres et de soi-même ; on en sort parfois - comme ce fut le cas du Congrès de Paris - plein d'appréhension et d'angoisse. Je suis sorti du Conseil national de Boulogne, ayant en moi la certitude joyeuse que notre Parti Communiste, après la longue crise qu'il vient de traverser, se trouve en pleine convalescence et qu'il sera bientôt en état de participer étroitement à l'action générale de l'Internationale : action de force et de combat d'abord, action de travail et de pensée ensuite. Allons ! C'est notre pain bis que nous aurons mangé le premier ...

La salle des fêtes de Boulogne regorgeait d'une foule de délégués et d'auditeurs, écoutant, dans un beau silence, les explications de nos rapporteurs. Ah ! que nous étions loin des joutes oratoires (ou pseudo-oratoires !) auxquelles nous avons été trop longtemps habitués !

L'éloquence, il semblait positivement que, docile au conseil du poète, on lui eût « tordu son cou »

Nos rapporteurs s'étaient réparti la charge de rendre compte du IV^e Congrès mondial, et ils l'ont fait avec une précision, une franchise, une simplicité qui furent unanimement appréciées. Le Congrès mondial s'éclairait pour nous tous à la lumière de leurs paroles ; il nous apparaissait tel qu'il a véritablement été : non pas comme une suite confuse et brouillonne de bavardages académiques et parlementaires dont il ne peut sortir que du vent, mais comme un grand acte de réflexion, de critique et de prévision révolutionnaires, une sorte de conseil de guerre tenu, entre deux batailles, par les représentants du prolétariat le plus avancé des deux mondes, en vue d'examiner librement les opérations de la

veille, de confronter les fautes commises et les résultats obtenus, et de tracer le plan des prochaines campagnes.

Le Conseil national a approuvé unanimement l'œuvre du IV^e Congrès. Il a, à l'unanimité aussi, ratifié le choix qui avait été fait à Moscou, par toute la délégation française, des hommes de confiance auxquels incombera désormais la direction du Parti. Les traces du Congrès de Paris ont été effacées. Les tendances - ou, du moins, ce qui subsistait d'elles, après les épurations qu'elles ont, toutes les trois, eu à subir depuis la mi-décembre - se sont rapprochées et unies en vue du travail commun qui sollicite la coopération et le concours de tous. Ce n'est plus d'après la tendance, mais à la mesure de l'action qu'on jugera désormais les meilleurs révolutionnaires et que, si je puis dire, l'Internationale reconnaîtra les siens.

Le prolétariat, lui, a compris la leçon des derniers événements. Tandis que le Comité de pseudo-défense communiste, s'associe - comme le paralytique à l'aveugle - aux pseudo-syndicalistes du « Pacte », adversaires acharnés et d'ailleurs totalement stupides de la Dictature du prolétariat et de la Révolution soviétique, on nous signale, de part et d'autre, que d'authentiques syndicalistes révolutionnaires qui s'étaient au moment de Tours, malgré l'entraînement général, prudemment abstenus d'entrer dans le Parti, viennent de lui donner enfin leur adhésion. La brusque défection de Frossard, la mise hors de l'*Humanité* des éléments suspects et troubles qui s'y étaient glissés au lendemain même de Tours, ont eu raison, cette fois de leurs justes hésitations. Les syndicalistes révolutionnaires sentent que nous nous dirigeons infailliblement vers le parti véritablement révolutionnaire, véritablement ouvrier, véritablement communiste que sollicitaient les 21 conditions. Le jour où communistes et syndicalistes opéreront une fusion que rend à peu près inévitable l'évolution de la société bourgeoise (où fonctions gouvernementales et fonctions capitalistes, politique et économie, Etat et classes dirigeantes tendent à ne faire qu'un tout), ce jour marquera pour le Parti communiste le commencement d'une ère nouvelle.

Amédée DUNOIS

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes



L'amour du prochain selon les capitalistes

Quelques problèmes internationaux

Moscou, 5 août

Nous avons en vain suivi la presse communiste française dans l'espoir d'y trouver des commentaires du dernier Comité Exécutif élargi de l'Internationale. Le mouvement ouvrier français, de tradition, vit sur lui-même et s'intéresse peu aux expériences d'autres pays, aux méthodes et tactiques en vigueur au delà de ses frontières. Encore maintenant, malgré l'influence grandissante de l'Internationale Communiste et de l'Internationale Syndicale Rouge, notre Parti, nos syndicats révolutionnaires s'absorbent dans leur vie intérieure et leurs luttes nationales, montrent peu de goût pour les questions théoriques et les problèmes pratiques internationaux.

Nos militants devraient combattre cette propension en attirant, chaque fois que s'offre une occasion concrète l'attention de leurs camarades de travail et de lutte moins développés sur les questions communes à toutes les sections du mouvement ouvrier mondial. Il est possible d'intéresser le prolétariat français au sort des autres prolétariats, à leurs combats, à leurs formes d'organisation, à leur exemple, donc de le soustraire à l'influence de cette sorte de nationalisme qu'est dans la classe ouvrière l'orgueil de ses « traditions » (c'est-à-dire de sa routine), de son indépendance (c'est-à-dire de son isolement égoïste et stérile), de ses révolutions passées (c'est-à-dire de celles que leurs aïeux ont faites et qui ont avorté). On l'a vu avant la guerre, lors de l'exécution de Ferrer et plus récemment à propos de Sacco et Vanzetti. La Révolution russe surtout, en 1905 et en 1917, a fait vibrer notre classe ouvrière qui a senti d'instinct que c'était sa propre révolution qui commençait.

Sauf un excellent article de Vazeilles dans le *Prolétaire du Centre*, sur le gouvernement ouvrier et paysan, nous n'avons donc rien trouvé dans notre presse communiste française qui ait traité au dernier Exécutif élargi (1). Le *Bulletin Communiste* a publié un compte rendu analytique complet. Mais nos camarades, peu au courant des questions traitées, ont besoin d'être guidés dans ces débats. Aussi, bien qu'il soit tard, croyons-nous nécessaire de revenir sur la dernière assemblée internationale de Moscou.

*

La session n'a pas eu l'éclat ni le retentissement de celles de l'an dernier, mais n'en a pas moins fait de bonne et fructueuse besogne. Ni Lénine, ni Trotsky n'ont pu y participer, l'un accablé par la maladie, l'autre retenu à son travail écrasant de chaque jour. Clara Zetkin, tenaillée par la douleur, était là, les jambes immobilisées, mais la pensée alerte, le regard plein de feu, et la voix, hélas ! affaiblie depuis six mois, - exemple profondément poignant, inoubliable pour notre génération, d'une volonté de fer au service de la Révolution jusqu'à l'extrême limite des forces du corps qui la contient. Nos camarades allemands, les plus chargés de responsabilités, étaient retenus à leur poste par la situation tragique de leur pays et les devoirs chaque jour plus lourds qui leur incombent. Les délégués de Bulgarie, en route pour Moscou, avaient dû rebrousser chemin, rappelés par le coup d'Etat militaire. Bordiga, fondateur et chef du Parti Communiste italien, était en prison.

Malgré les difficultés que nous impose la lutte, l'assemblée était bien représentative du mouvement révolutionnaire international. Tous les pays avaient envoyé de fortes délégations, et notamment l'Italie, l'Angleterre, la Pologne, les Pays scandinaves. Pour ce qui est de la France, nous étions représentés par nos six délégués au complet, dont le hasard a voulu qu'ils représentent les trois anciennes tendances. Comme toujours, c'est le Parti russe qui a fourni le travail essentiel, par ses principaux délégués : Zinoviev, Boukharine, Radek, Losovsky, secondés par Clara Zetkin et Varga.

Les principales questions évoquées ont été celles du front unique, du gouvernement ouvrier et paysan, du programme de l'Internationale, du centralisme dans les Partis et dans le Comintern, du fascisme comme phénomène mondial, de la situation du mouvement communiste en Angleterre, de l'unité communiste en Italie, du rôle de notre Parti bulgare devant le coup d'Etat révolutionnaire.

Nous ne pouvons prétendre à développer toutes ces questions en un ou deux articles. Nous préférons ne traiter ici que celles qui intéressent plus particulièrement le mouvement révolutionnaire en France, soit qu'elles soient pour nous plus actuelles, plus pressantes, soit qu'elles comportent des enseignements dont les ouvriers français spécialement ont besoin de faire leur profit.

*

Le temps est passé des discussions théoriques sur le front unique. La tactique est en vigueur partout où il y a un Parti communiste, et ses résultats sont partout excellents. C'est la première fois, depuis

qu'il existe une ou plusieurs Internationales ouvrières, qu'une action mondiale est menée sur une si grande échelle avec un tel ensemble, une telle unité et continuité de vues. N'est-ce pas là une grande victoire des communistes sur l'inertie, la routine, la passivité, dont le prolétariat international a souffert si longtemps, et souffre encore dans une trop grande mesure ? Il existe enfin une Internationale d'action, non en paroles, mais en fait, et seuls des aveugles de naissance ou des sourds volontaires peuvent le nier.

Le front unique est maintenant un problème pratique. Chaque parti doit profiter de l'expérience acquise par les partis frères dans ce domaine. Le Parti français notamment, qui en a grand besoin. Le camarade Zinoviev a dit que notre ami Treint a commis une grande faute en renonçant, fût-ce provisoirement, à la critique impitoyable des réformistes, dans l'espoir de les encourager à une action commune avec les communistes. Nous avons nous-même soutenu ce point de vue depuis janvier, au Bureau Politique du Parti. Quelques explications là-dessus s'imposent aujourd'hui.

Treint peut évidemment se défendre d'avoir eu l'intention de suivre ou d'avoir suivi la ligne qui lui vaut cette critique. Mais les faits sont les faits et rien ne sert de s'en défendre. Tous ceux qui ont lu la discussion de Treint avec Compère-Morel ont eu l'impression d'un dialogue de deux vieux amis momentanément séparés par un différend secondaire. Que peuvent penser les ouvriers de cette aménité soudaine, contrastant si fortement avec les polémiques meurtrières de la veille ? Ce que nous avons dit de Compère et de ses semblables ne serait donc pas vrai ? Précisément pour ce qui est de Compère, avons-nous rêvé que pendant la guerre, devant tout le groupe parlementaire socialiste, le modéré, placide et pondéré Mistral cingla Compère-Morel de l'épithète « fripouille » ? (Le nierez-vous, dissidents ?) De fait, l'homme appelé longtemps par *l'Action Française*, Compère-Maggi et qui sut gagner subitement les bonnes grâces de la bande royaliste, - on imagine à quel prix, - est un représentant particulièrement qualifié de la pourriture du socialisme d'affaires. Et voilà précisément l'interlocuteur que Treint choisit pour échanger des politesses. Imagine-t-on, par exemple, une discussion avec Noske, dans laquelle nous « oublierions » de rappeler au misérable ses crimes ?

« Oignez, vilain, il vous poindra. » C'est ce qui est arrivé. Le Compère s'est plaint d'avoir été insulté, méconnu, et a envoyé promener notre Treint, auquel la leçon n'a malheureusement pas servi. Quelques semaines plus tard, on pouvait lire, dans la *Correspondance Internationale*, un article, d'ailleurs erroné d'un bout à l'autre, de Treint, où celui-ci éprouvait le besoin de vanter le talent, le tact, et autre chose encore, du politicien le plus plat, le plus vulgaire et le plus médiocre du parti dissident, Paul Faure en personne. La nécessité s'en faisait-elle si vivement sentir ? Nous ne voyons pas le bénéfice que le prolétariat tire de ce genre d'opération.

L'erreur de Treint repose tout entière sur sa conception d'obtenir à tout prix des dissidents qu'ils luttent à nos côtés. Interprétation tout à fait fautive de la tactique du Comintern ! Oui, nous voulons faire tout ce qui dépend de nous pour mener une lutte commune avec les réformistes, puisque l'intérêt du prolétariat l'exige, *tout, sauf renoncer à être communistes*, et c'est renoncer à être communiste que renoncer à la critique. Treint peut dire qu'il y a critique et critique ; en effet, et la nôtre est prolétarienne, c'est-à-dire impitoyable. La critique salonnière n'est pas de mise ici.

Si les dissidents - répétons-le pour la vingtième fois - acceptent de lutter avec nous, tant mieux, car le prolétariat y gagnera. S'ils refusent, tout va bien encore, car le prolétariat y verra plus clair. Voilà l'excellence de notre tactique : elle ne peut pas ne pas porter ses fruits, *pourvu que les communistes restent eux-mêmes*, avec leurs idées, leurs armes, leur critique. Le *non* des réformistes peut être aussi utile que leur *oui*.

L'exemple de l'Allemagne illustre ces observations de façon saisissante. Le Parti social-démocrate n'a cessé de se refuser au front unique, sauf exception lors de l'assassinat de Rathenau. Il n'empêche que la tactique donne les résultats attendus : notre Parti fait des progrès impressionnants, double ses effectifs, triple le tirage de ses journaux, conquiert des syndicats, gagne des masses de sympathisants. (Justement, il y a au moins huit jours que le bavard, dont Treint vante le talent, le tact et le reste, ne nous a pas parlé de la déliquescence du Comintern, de la liquéfaction du Parti Communiste allemand, de la liquidation du communisme.)

Que les socialistes agissent comme bon leur semble : l'essentiel est que nous ne cessions de leur dire leur fait, et en termes crus. Nous ne craignons pas leurs critiques, car nous servons le prolétariat. Eux, redoutent les nôtres parce qu'ils servent la bourgeoisie. Nous ne serons jamais plus critiqués, voire calomniés, insultés, honnis, que nos frères bolcheviks, qui peuvent se vanter d'avoir « fait le plein » et ne s'en portent pas plus mal. Mais quand nous répéterons que Longuet et Paul Faure sont les acolytes de Noske et qu'ils sont souillés du sang de Liebknecht et de Rosa Luxembourg, nous leur porterons des coups terribles, car nous dirons, simplement, la vérité.

L'erreur de Treint ne s'exprime pas seulement dans son amabilité envers les noskistes français les plus piteux, mais dans toute sa conception des problèmes du front unique, de l'unité syndicale, des rapports entre les diverses organisations ouvrières et des questions connexes. Si on reprenait une à une ses diverses interventions, il faudrait s'arrêter à chaque idée pour la contredire, au nom de la tactique du Comintern. Un document est particulièrement typique à cet égard : c'est celui qui a paru dans l'*Humanité* du 7 janvier, et que Treint s'est félicité plus tard, bien à tort, d'avoir rédigé.

Nous ne pouvons ici reprendre point par point cet exposé malencontreux. Mais il suffira, croyons-nous, de se saisir d'un point essentiel pour caractériser le tout : celui que Treint lui-même a débattu plus tard dans une polémique avec un rédacteur du *Populaire*, polémique ne le cédant en rien à la discussion avec Compère, et dont le moins qu'on en puisse dire est qu'il eût mieux valu qu'elle n'eût pas lieu. Car, dans cette affaire, le *Popu* avait tort, comme toujours, mais Treint n'avait nullement raison ... Sur la matérialité du fait controversé à perte de vue, sinon sur l'interprétation, c'est le *Popu* qui disait vrai. Chacun sait que l'Internationale Syndicale Rouge a été fondée avant les exclusions et les scissions syndicales, non après (1). Et nous sommes bien sûrs qu'en disant le contraire, Treint ne calculait pas une contre-vérité : il était seulement victime de sa conception fondamentalement fautive, consistant à ne pas vouloir faire de peine aux dissidents. Au lieu de dire franchement : « Nous avons créé le Profintern, pour associer les syndicats révolutionnaires du monde aux syndicats russes et parce que votre Internationale d'Amsterdam est un instrument de la bourgeoisie », il a cherché à nous excuser : « Nous avons créé le Profintern, parce que nous ne pouvions faire autrement, après vos exclusions, vos méchancetés de toutes sortes. »

Un autre travers de Treint consiste à dire aux dissidents : « Nous vous avons injuriés, c'est entendu. Vous nous avez injuriés aussi. Nous sommes quittes, n'en parlons plus. » Cette façon de se placer au point de vue de la civilité, à laquelle les uns et les autres auraient manqué n'a rien de commun avec le front unique. Nous devons répondre aux dissidents qui se plaignent d'être malmenés : « Nous vous disons simplement vos vérités. Vous êtes des traîtres et des agents de la bourgeoisie, et nous le faisons savoir au prolétariat que vous trompez. Il ne tient qu'à vous de recevoir des compliments : il suffit que vous preniez dignement votre place au combat pour les intérêts de la classe ouvrière. Mais, tant que vous vous défilerez, tant que vous attaquerez la seule Révolution qui soit en ce monde, tant que vous fraterniserez avec les Noske d'Allemagne et les sous-Noske de Pologne, d'Angleterre, de Russie et d'ailleurs, nous vous traiterons comme des contre-révolutionnaires que vous êtes. » Quant aux injures dont ils nous comblent, elles nous gênent moins que les balles qu'ils destinent à la classe ouvrière. Nous sommes fiers de les mériter, puisqu'elles signifient que nous sommes des ennemis irréconciliables de la bourgeoisie. Il n'y a pas d'équivoque possible entre leurs injures et les nôtres : les premières expriment la haine de la bourgeoisie ; les secondes traduisent la colère du prolétariat.

Mais c'est assez relever d'erreurs de Treint sur la question du front unique : quelques exemples ont suffi à montrer la déviation de notre ami, porté aux extrêmes par son tempérament, et qui a soudain passé d'un extrême à l'autre. Ils suffisent aussi à confirmer la valeur de la vraie tactique du front unique : proposer sans relâche des actions communes aux opportunistes, dans toutes les occasions concrètes où l'action est pratiquement possible, et ne jamais renoncer à la critique communiste, c'est-à-dire prolétarienne, c'est-à-dire implacable.

*
* * *

Le mot d'ordre du bloc ouvrier et paysan, du gouvernement ouvrier et paysan, est une extension de nos mots d'ordre antérieurs du front unique et du gouvernement ouvrier. A l'échelle européenne, il sera probablement élargi dans le sens préconisé par Léon Trotsky : *Pour les Etats-Unis d'Europe*.

Ce qui dicte aux communistes de telles conceptions, de réalisation immédiate ou prochaine, c'est leur qualité d'unique parti de la classe ouvrière révolutionnaire, par conséquent de guide naturel du mouvement ouvrier révolutionnaire, tenu d'assigner à ce mouvement des buts pratiquement accessibles et qui soient des étapes conduisant à la dictature du prolétariat, au communisme.

Le gouvernement ouvrier est une conquête immédiatement possible dans certains pays, qu'il prenne soit la forme d'une collaboration des social-démocrates et des communistes, soit d'un soutien extérieur donné par les communistes à un pouvoir social-démocrate. L'Allemagne, où le mot d'ordre a déjà pris corps selon cette deuxième forme en Saxe, est évidemment le pays le plus près d'atteindre à la première.

Le gouvernement ouvrier et paysan sera une étape nécessaire vers la dictature prolétarienne dans les pays où existe une nombreuse classe de petits paysans non exploités, comme les pays balkaniques, la Pologne, l'Italie, voire la France. Dans tous ces pays, sauf en France, il existe des partis paysans

susceptibles de se transformer et de devenir des partis de paysans travailleurs opposés aux partis agraires des gros bonnets et des exploiters terriens. En France, si un parti spécifiquement paysan n'existe pas, les éléments de sa formation existent ; tôt ou tard, ils devront constituer les organes expressifs de la petite paysannerie, dont le sort est lié à celui du prolétariat.

Le mot d'ordre lancé par l'Exécutif tombera, en France, dans un terrain très favorable. C'est avec joie que nous avons reçu, au dernier jour de notre session, le numéro de l'*Humanité* annonçant que Renaud Jean, devant l'Internationale, avait jeté du haut de la tribune de la Chambre la formule du « bloc ouvrier et paysan », et Zinoviev s'en fit aussitôt l'interprète. Il n'y a rien qui fasse tant plaisir aux « dictateurs » de Moscou que de n'avoir rien à dicter, ne pas envoyer d'oukases, constater des initiatives heureuses dans les diverses sections du Comintern. L'article de Vazeilles, signalé plus haut, montre que l'Exécutif a répondu aux préoccupations de nos militants qui sont en contact avec les ruraux et que sa pensée est fort bien comprise et interprétée.

Il reste au Parti français à faire preuve d'initiative, d'imagination et d'activité dans le domaine qui lui est ouvert. Maintenant qu'il est débarrassé des bavards, des parasites, des charlatans et des brouillons, il saura s'orienter et faire du bon travail.

La question du programme de l'Internationale n'a pas sensiblement avancé. Boukharine, rapporteur, fit un exposé très clair de l'état des travaux.

La partie générale du programme, qui sera commune à tous les Partis Communistes, traitera des conceptions fondamentales du marxisme : analyse du capitalisme et de sa phase actuelle, l'impérialisme ; but final du communisme et revendications transitoires ; philosophie matérialiste. Le programme transitoire comprendra notamment la question nationale. L'accord sera facilement réalisé dans l'Internationale sur cette partie générale, sauf sur la question de « l'écroulement du capitalisme » par la désaccumulation du capital, vivement controversée entre nos amis allemands et russes (2).

Chaque section du Comintern devra de plus établir et soumettre au V^e Congrès une partie nationale comportant une analyse de la situation économique, politique et historique de son pays et de la position ou Parti Communiste, ainsi que son programme transitoire de revendications immédiates. Ces propositions de Boukharine ont été unanimement approuvées.

Au cours de son exposé, Boukharine eut à faire allusion à l'invention du camarade Treint : l'impérialisme ouvrier. Mais il ne lui restait pas grand' chose à dire à ce propos, car le camarade Zinoviev, le devant, avait dans son rapport, exprimé l'opinion unanime de l'Internationale en repoussant d'une manière catégorique la conception de Treint.

On se rappelle que nous avons, dans ce *Bulletin*, réfuté la théorie de Treint dès la parution de son article. Nous avons donné alors une définition de l'impérialisme que peuvent seuls critiquer les ennemis du communisme puisque, sans prétendre rien inventer, nous avons simplement dégagé cette définition de travaux économiques faisant autorité dans l'Internationale. Le camarade Treint, s'acharnant à confondre impérialisme et expansion, persista dans sa thèse tout en approuvant notre article, ce qui est porter la confusion à son comble puisque chaque ligne écrite par nous détruisait ses arguments. Il se trouva même, pour le féliciter, deux camarades, dont nous avons publié sans commentaires la lettre inefficace.

Notre Bureau Politique, croyions-nous, partageait notre manière de penser, puisqu'il avait décidé, sur notre proposition, de clore la discussion en désapprouvant totalement l'idée de Treint, ce que nous annonçâmes ici en termes fraternels. Il paraît, d'après une note du Bureau Politique publiée dans le n° 21 du *Bulletin*, que nous avons « interprété » cette décision : c'est exact, puisque nous l'avons charitablement atténuée. Mais si cette décision devait être publiée dans toute sa vigueur, « par l'intermédiaire du secrétariat du Parti », c'est au secrétariat qu'il fallait s'adresser et non aux lecteurs du *Bulletin*, qui n'en peuvent mais !

Ce petit malentendu éclairci, il reste que l'impérialisme n'est pas admis par les communistes, même quand on le pare des attributs de l'ouvrier. C'est ce que nous avons eu l'honneur de démontrer.

Boris SOUVARINE.

(1) Nous parlons du Parti dans son ensemble, représenté par ses organismes centraux ; il y a eu et il y a encore des expériences de front unique entre organisations locales (Saxe, Thuringe, Ruhr, etc.).

(2) Il s'est produit en France aussi une discussion sur la théorie de l'accumulation, dans les colonnes de *la Vie Ouvrière* et du *Bulletin*. Le camarade Ollivier, pour être abondant et plein de certitude, n'en n'est pas plus convaincant. Nous aurons à nous expliquer plus tard avec lui sur cette question qu'il a si bien embrouillée.

II. Le « Cours nouveau » en France

La mort de Lénine, le 21 janvier 1924 va profondément modifier la situation. Dans un premier temps, elle fait passer polémiques et discussions rudes au second plan, le Parti resserre ses rangs... Mais les choses vont très vite. Souvarine et Treint aussi sans doute, sont les premiers à percevoir l'ampleur et l'importance de ce qui se passe dans le Parti Communiste Russe. Le *Bulletin Communiste*, plus que l'*Humanité*, rapporte les discussions et les positions des partisans de la troïka - Staline, Zinoviev, Kamenev - et celles de l'opposition. Dès janvier 1924, Souvarine donne une première approche dans un article intitulé « Le cours nouveau du Parti Bolchevik ». Il publie plusieurs articles de Trotsky comme « Groupements et fractions ». Désormais, la discussion va se situer sur un double plan : celui du PCF et celui du Parti russe. Et il devient évident que la discussion dans le parti russe recoupe celle du parti français.

Déjà le rapport qu'avait présenté Treint pour le Congrès de Lyon était significatif. Il y analysait la situation internationale, en particulier l'échec de la révolution allemande et pressentant son isolement au prochain congrès, il faisait une autocritique sur les problèmes de la direction.

Au Congrès de Lyon, en janvier 1924, Treint est battu, ses méthodes sont critiquées et la résolution finale constate : « *La direction du Parti a établi un centralisme excessif, très mécanique et ses préoccupations nécessaires d'organisation intérieure et administrative, ainsi que les défauts de fonctionnarisme et de bureaucratie ont gêné le travail politique* ». Treint est écarté de la direction avec l'accord du délégué de l'Internationale, Humbert-Droz. Monatte entre au Comité Directeur.

En apparence, une fois encore, le problème semblait réglé... La situation va pourtant évoluer rapidement en raison des répercussions de la situation russe dans l'Internationale et de la position de force que Zinoviev a dans l'Internationale. La XIII^e conférence du Parti russe en janvier 1924 condamne les positions de Trotsky et de ses camarades de l'opposition. Treint va désormais s'appuyer sur ces décisions pour combattre la direction élue au Congrès de Lyon. Il a l'appui officieux du Praesidium de l'Internationale qui tente de le faire réintégrer au Bureau Politique et deux émissaires sont envoyés en France : Manouïlski et Losovski.

La pression de l'Internationale change de nature : ce n'est plus le débat démocratique, politique, quelquefois âpre entre L'IC et le parti français ; l'IC devient l'instrument de la politique de Zinoviev, prélude à la stalinisation. Il est évident que tout cela n'est pas encore clairement perceptible à ce moment et Souvarine estime normal d'envoyer à Zinoviev une lettre de protestation, le 13 février 1924 : « *J'espère que la résolution du Praesidium n'avait qu'une valeur indicative et que ce n'est pas l'intention du Praesidium de nous imposer malgré nous au Bureau Politique la présence de Treint* ». Il développe dans sa lettre les critiques les plus sévères contre Treint... Mais ces arguments n'ont plus aucune chance d'être entendus à Moscou. Zinoviev a besoin de trouver dans le parti français une fraction prête à le soutenir dans la lutte contre Trotsky, et Treint va bénéficier de cette conjoncture pour éliminer ceux qui s'opposent à lui.

Les choses, une fois encore, vont aller très vite : le 12 février, Treint est encore mis en minorité au Comité Directeur, mais il peut prendre sa revanche quelques jours plus tard dans le congrès de la fédération de la Seine. Son argument essentiel est qu'il se présente comme le porte-parole des positions de l'Internationale... C'est aussi sur cette base, qu'une partie du Bureau politique bascule : Crémet, Sellier, Cachin, Marrane, Tomasi rallient les thèses de Zinoviev... Et le 18 mars, 14 membres du Comité Directeur présentent une « thèse » toute prête approuvant les principes zinoviévistes... alors qu'au Comité Directeur précédent (12 février), la motion Souvarine sur la question russe avait été votée malgré le refus de Treint et de Girault et l'abstention de Sémard. Cette fois-ci, Souvarine, Rosmer et Monatte sont mis en minorité.

C'est un discours officiel tout à fait nouveau, la thèse est la suivante : compte tenu de la pression de la petite-bourgeoisie sur le Parti, les masses ouvrières doivent accepter de s'en remettre à un groupe dirigeant, seul capable de maintenir le cap révolutionnaire ; ce groupe est la vieille garde bolchevique, dont Trotsky est évidemment exclu. Il fallait donc éliminer dans le parti français tous ceux qui ne partageaient pas cette conception.

Après le vote négatif de Souvarine, Rosmer et Monatte au Comité Directeur du 18 mars contre les « thèses sur la tactique du PCF et sur les problèmes posés devant l'Internationale Communiste », les sanctions tombent immédiatement : le Bureau Politique décide de retirer la direction du *Bulletin communiste* à Souvarine pour indiscipline, en lui enjoignant de rejoindre son poste au Comité Exécutif de l'Internationale. Souvarine décide de rendre publique sa *Lettre aux abonnés du Bulletin*.

Le ton du *Bulletin Communiste* change : le premier éditorial, signé de Treint, titre « *Dans la voie tracée par Lénine* » et se termine par une formule que l'on trouvera à la fin de bon nombre de ses articles : « *Pas de débolchevisation du Parti russe, mais au contraire bolchevisation de tous les partis communistes* » et il achève ce premier article par une phrase significative sur l'analyse de la situation internationale : « *Là est le secret de la victoire décisive du prolétariat sur la bourgeoisie à l'échelle mondiale* ».

Parallèlement se poursuit l'orientation d'ancrage dans le prolétariat « *Enracinons le Parti dans les usines* ». Le débat est limité à quelques militants qui font front avec fermeté : discussion avec Monatte, à partir de laquelle les positions des opposants français seront accusées d'être une composante de la Droite internationale. Au congrès de la fédération de la Seine, Souvarine s'écrie : « *Il y a quelque chose de pourri dans le Parti et dans l'Internationale !* ». Le départ de Souvarine pour Moscou, où il espère encore pouvoir faire entendre ses arguments, affaiblit évidemment la position des opposants français.

Il leur reste encore un atout l'*Humanité*, mais Treint ne tarde pas à contre-attaquer : il déclare que l'*Humanité* a perdu « *sa claire figure communiste* ». Monatte, Rosmer, Maurice Chambelland, Charbit, Antonini et Godonnèche démissionnent. Ils quittent la rédaction de l'*Humanité*, mais restent persuadés qu'ils pourront continuer à défendre leurs idées dans le Parti. Les envoyés de l'Internationale et le tandem Treint-Girault mettent en place un appareil d'encadrement fidèle et le conditionnement des fédérations, et ainsi préparent sous le signe de la lutte contre « l'opposition de droite », le Conseil national du 19 mai et le V^e Congrès mondial.

Le « Cours nouveau » du Parti bolchevik

Le débat entre bolcheviks est si vaste que nous ne pourrions cette fois encore épuiser le sujet. Mais nous préférons abrégier les commentaires pour laisser plus de place aux textes originaux.

L'opinion unanime du Parti bolchevik, s'exprimant dans les résolutions des « cellules » que publie la *Pravda*, se prononce pour tout ce qu'il a de sain et de vivifiant dans les critiques et suggestions émanant de tous les côtés du Parti. La « démocratie ouvrière », cette fois, ne sera pas une vaine formule : une volonté générale de l'introduire dans les faits nous est le plus sûr garant de sa réalisation. Il ne faut pas oublier que si les décisions du X^e Congrès n'ont pas été appliquées plus tôt, c'est tout de même que la masse du Parti s'accommodait volontiers du régime né sous le « communisme de guerre » ; attribuer la prolongation de ce régime à une volonté de dictature de quelques hommes serait de bien piètre psychologie politique. La « démocratie ouvrière » ne s'instituera pas par une décision de Congrès, mais par une participation active de tous les hommes capables à la vie intérieure et extérieure du Parti.

Nous avons observé que la résolution adoptée par les organes centraux du Parti donne satisfaction aux critiques justes formulées par tous les camarades clairvoyants, et qui ne sont le monopole d'aucune « tendance », d'aucun « courant ». C'est pourquoi on s'explique mal, hors de Russie, pourquoi un choc de tendances s'est produit après la publication de cette résolution. Nous avons indiqué, d'après Sapronov, que c'est la question de confiance dans le Comité central actuel qui se trouvait posée par certains camarades.

Mais au cours des polémiques, d'autres questions ont surgi et sont passées même au premier plan : notamment celle des « fractions » ou « groupements » dans le Parti, sur laquelle roule une grande part de la discussion. Il est évident qu'il ne saurait exister, et qu'il n'existe pas, de fraction constituée dans le Parti, depuis l'élimination des deux petits groupes dont nous avons parlé. Mais l'opposition actuelle est-elle une fraction ? Ou menace-t-elle de le devenir ?

Pour permettre aux camarades français de se faire une opinion bien fondée, nous publions plus loin la traduction littérale de plusieurs articles parus dans la *Pravda* sous la rubrique « Vie du Parti » et dont plusieurs touchent à la question des fractions. Et nous ajoutons notre opinion personnelle que sur ce point, Krylenko et Bogouslavsky disent des choses tout à fait justes.

Il n'y a pas de fraction dans le parti russe, - cela est clair, même à 3.000 kilomètres de distance, pour nous qui sommes à Paris (et qui, il est vrai, savons quelque chose de ce qui se passe à Moscou). Comment parler de fraction quand on prononce, parmi les noms de ceux dont les opinions sont rangées plus ou moins arbitrairement dans « l'opposition », ceux de Trotsky, de Radek, de Piatakov, de Beloborodov, de Préobrajensky, de Sapronov, de Chliapnikov, de Rosengoltz, de Raphaël, que Staline met « dans le même sac » ? Personne tant soit peu au courant du mouvement communiste russe ne peut accorder crédit à une telle histoire.

Nous le disons tout net : ceux qui accusent l'opposition de former une « fraction » sont aveuglés momentanément par la passion de la polémique. Si fraction il y avait, l'opposition ne se serait pas conduite avec une maladresse qui ne s'explique que par la spontanéité et la dispersion des initiatives des uns ou des autres. Et nous le disons d'autant plus librement que nous connaissons, aimons et admirons bien des camarades dans l'une ou l'autre des « tendances »

En effet, supposons que Staline, Kamenev, Zinoviev, et ceux dont nous publions plus loin les articles (Safarov, Vardine, etc.), aient raison quand ils dénoncent la formation d'une frac-

tion. Il est évident que cette fraction, qui compterait des camarades bien connus comme des hommes politiques de premier ordre, expérimentés et éprouvés, aurait adopté une ligne de conduite, une tactique, un système... Or, on ne voit rien de tel dans la discussion actuelle. Trotsky a exprimé dans une lettre certaines idées. Radek, qui n'est pas d'accord en tout avec Trotsky, en a défendu d'autres dans certaines assemblées de Moscou. Préobrajensky, Sapronov et Raphaël, de leur côté, ont présenté des résolutions exposant leurs vues. Où est la fraction dans tout cela ?

Il n'y a pas de fraction et il importe de définir nettement ce qu'on entend par ce mot. Quand deux camarades se concertent pour défendre leurs idées, forment-ils une fraction ? Le prétendre serait une intolérable violation de cette « démocratie ouvrière » que le Parti est unanime à vouloir instituer. Il faudra donc que le prochain Congrès donne une définition claire des fractions, marquant ainsi ce qui est permis et ce qui ne l'est pas dans un Parti communiste au pouvoir.

Nous avons prononcé le mot de « maladresse » à propos de l'opposition, et nous précisons que nous l'appliquons aux camarades Préobrajensky, Sapronov, Raphaël, dont certaines critiques sont absolument fondées mais qui ont fait preuve d'un manque de sens politique évident dans toute cette affaire. La résolution du 7 décembre représentait un pas en avant énorme de la Direction du Parti, dans un sens préconisé depuis longtemps par l'opposition. Celle-ci aurait dû la saluer joyeusement et travailler à son application, pour lui éviter le sort des thèses du X^e Congrès. Au lieu de cela, elle a paru dépitée de voir son propre point de vue prévaloir au Comité central et soucieuse de chercher des prétextes pour aller plus loin que la résolution votée. Quelle faute politique !

Il est sûr que la masse du Parti a dû être fort satisfaite de cette résolution et que, pour l'instant, elle ne peut désirer qu'une chose : la réalisation du contenu. Si dans quelques mois la démocratie ouvrière n'était pas devenue une réalité vivante, alors, mais alors seulement, les trois opposants seraient bien accueillis avec leur motion.

La maladresse n'est, d'ailleurs, pas le monopole de ces trois camarades. Que dire de la faute commise par Staline en donnant à la controverse une tournure personnelle et en ressuscitant les vieilles différenciations d'autrefois ? Nous savons tout ce qu'on doit à Staline, quels sont ses mérites et quelle part il a dans l'histoire du Parti. Mais justement parce que nous savons tout cela et connaissons Staline comme la franchise même, allant jusqu'à la brutalité, nous lui disons sans ambages : celui-là se trompe qui s'imagine pouvoir, devant le prolétariat mondial, séparer les noms de Lénine et de Trotsky. Pour tout le mouvement communiste international, pour toute la classe ouvrière qui pense et qui lutte, et certainement aussi pour le prolétariat russe, ces deux noms sont inséparables comme l'expression de ce que le marxisme révolutionnaire a produit de supérieur comme types de penseurs et de combattants. Quant aux oppositions d'il y a vingt ans, l'histoire - et non les opposants eux-mêmes - dira le dernier mot.

La place nous manque cette fois pour traiter plus à fond les questions controversées à Moscou, car nous avons tenu à publier une copieuse série d'articles parus dans la *Pravda*, afin que nos lecteurs apprécient non d'après notre analyse mais sur des textes originaux. Dans le prochain *Bulletin*, nous reviendrons certainement sur le sujet.

Boris SOUVARINE.

Article paru dans le *Bulletin Communiste* n°1 du 14 janvier 1924

Pour le Congrès de Lyon

Rapport politique d'un secrétaire

(Extraits)

La France capitaliste dans le monde

La France capitaliste est sortie victorieuse de la guerre mondiale. Par l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine, par l'occupation de la Ruhr et de la Rhénanie, elle est en train de devenir une des plus grandes nations industrielles du monde. La France s'appuie sur une économie agricole qui, malgré la prédominance de la petite culture arriérée, est presque suffisante pour assurer l'alimentation du pays. Grâce à cet équilibre économique entre l'industrie et l'agriculture, la France a été l'un des pays les moins atteints et les plus tardivement atteints par la gigantesque crise économique de 1920-1921 qui a secoué le capitalisme d'un bout à l'autre du monde. Aujourd'hui la France jouit parmi les autres nations d'une situation véritablement privilégiée marquée par un équilibre et une prospérité économiques relatives ainsi que par une relative stabilisation de son change. Sans doute tout cela est bien factice et ne saurait être que bien provisoire dans l'état de déséquilibre croissant de l'ensemble du monde. Mais pour le moment cela est, cela dure encore et cela permet à la France bourgeoise d'entretenir l'armée la plus formidable du monde. Cette armée de plus de 700 000 hommes est un instrument redoutable aux mains de l'impérialisme français. Cette armée appuie à la fois un expansionnisme colonial accru par la paix de Versailles, un annexionnisme territorial européen sans cesse plus avide et une volonté d'hégémonie industrielle sans cesse plus résolue. Cette armée constitue aussi, surtout par ses cadres de métier, un instrument contre-révolutionnaire particulièrement efficace. En Europe centrale et en Europe orientale, les missions militaires françaises constituent une solide armature à la fois impérialiste et contre-révolutionnaire.

Impérialisme français et contre-révolution mondiale ont trouvé leur homme en Poincaré. Habile à jouer la partie du capitalisme français sur l'échiquier mondial, habile à entraîner les classes moyennes dans le sillage de la grande industrie, capable d'intervenir avec vigueur contre toute nouvelle révolution prolétarienne, Poincaré représente, non telle ou telle fraction du capitalisme français, mais la synthèse des intérêts de classe de ce grand capitalisme, non telle ou telle fraction nationale de la contre-révolution, mais la force directrice possible de la contre-révolution mondiale aux heures décisives. C'est par un instinct très sûr que le prolétariat mondial exprime sa haine du capitalisme, de l'impérialisme et de la contre-révolution par sa colère contre Poincaré considéré comme le meilleur instrument des forces ennemies de la classe ouvrière.

Néanmoins le problème des réparations demeure et les provinces dévastées ne se relèvent que péniblement et incomplètement de leurs ruines ; le déficit budgétaire non seulement persiste, mais se creuse tous les jours davantage ; le franc tend à baisser et le coût de la vie augmente ; les antagonismes sociaux entre la grande bourgeoisie et le prolétariat se tendent de plus en plus.

Et la France capitaliste ne peut qu'être entraînée par la dislocation du système capitaliste dans le monde.

Au fur et à mesure que tous ces phénomènes iront s'accroissant, au fur et à mesure que se développeront les complications extérieures et que de nouvelles révolutions élargiront et approfondiront la révolution mondiale commencée en Russie, le Parti communiste français trouvera des conditions de plus en plus favorables à son développement et à l'extension de son influence sur les masses prolétariennes et sur les travailleurs toujours plus opprimés et toujours plus exploités.

Dans la France impérialiste et contre-révolutionnaire, avide d'expansion coloniale, d'annexions européennes, d'hégémonie économique et politique, dans cette France capitaliste formidablement armée et prête à étrangler toute tentative révolutionnaire à l'extérieur comme à l'intérieur, notre Parti communiste se trouve placé dans le secteur le plus difficile de la lutte mondiale des classes.

Pour bien apprécier à la fois, l'œuvre qui a été accomplie depuis un an et les tâches immenses qui nous attendent, il était bon de marquer fortement quelle force impérialiste et contre-révolutionnaire représente la France capitaliste dans l'ensemble du monde.

L'œuvre du parti au cours de l'année écoulée.

Le parti peut être fier de l'œuvre, quelque imparfaite qu'elle soit, qu'il a accomplie au cours de l'année qui vient de s'écouler.

En pleine crise, au début de janvier, il doit aller à la bataille. Poincaré envahit la Ruhr. Et notre Parti, depuis, n'a cessé de lutter énergiquement contre la politique du 11 janvier. L'action en faveur de l'amnistie s'est poursuivie et a été particulièrement couronnée de succès. La lutte contre les premières tentatives de fascisme et contre les menaces royalistes d'Action Française a été vigoureusement menée. Les efforts pour arracher les ouvriers à l'influence des chefs socialistes, des chefs résistants et des chefs syndicaux réformistes, ont été multipliés et dans l'ensemble ont produit de bons résultats. La bataille engagée contre le Bloc national, contre le Bloc des gauches et pour la formation du Bloc ouvrier et paysan se poursuit. Le Parti a soutenu par tous les moyens dont il disposait les grèves et il a fait cela en se mêlant aux mouvements grévistes comme jamais il ne l'avait fait dans le passé. Il a continué à soutenir la Révolution russe, d'autant mieux qu'il avait chassé de ses rangs les ennemis de l'Internationale Communiste. Aux approches de la Révolution allemande, il a tendu toutes ses forces pour apporter un appui efficace au mouvement libérateur de la classe ouvrière d'Outre-Rhin et son effort continue persévérant, car vaincue momentanément et sans avoir livré les combats décisifs grâce à la trahison des social-démocrates, la Révolution allemande finira bien un jour par s'installer victorieuse à nos frontières.

Pour servir le prolétariat français et le prolétariat international, pour mener à bien les luttes quotidiennes et les batailles révolutionnaires du prolétariat, notre parti n'a cessé d'appeler les travailleurs à réaliser, contre l'ennemi capitaliste, le front prolétarien unique, aussi bien que l'unité organique du mouvement syndical. Il a participé à tous les comités d'action qui se sont constitués pour tel ou tel objet déterminé : qu'il s'agisse de lutter contre l'impérialisme et la guerre, pour la défense de la République des Soviets, contre le fascisme ou pour la Révolution allemande. Il a maintenu par de nombreuses délégations le contact avec les prolétariats et les partis frères, ainsi qu'avec l'Internationale Communiste. Il a travaillé dans toutes les organisations où sont groupés des ouvriers : syndicats, A.R.A.C., coopératives, locataires, Fédération Sportive du Travail, etc..., afin d'y faire pénétrer l'influence et l'esprit communistes et de nombreux et éclatants succès sont venus récompenser ses efforts.

Pour accomplir son travail, notre Parti a dû profondément modifier sa structure. Communiste par sa volonté de l'être, notre Parti, malgré bien des erreurs et des fautes de détail, a su devenir communiste par sa politique et par son organisation.

Il a créé les organes de son travail : réseau bien coordonné de commissions syndicales, participation active au comité de redressement de l'A.R.A.C., commission coopérative, commission des locataires, groupe de travail parmi les femmes et groupe de travail parmi les ouvriers étrangers. Il s'est donné une organisation régionale qui, sans être encore tout à fait au point, réalise par les délégués régionaux une liaison vivante et plus intime que par le passé entre la direction du Parti et les fédérations. La structure de nos fédérations commence elle-même à se modifier et nos organisations départementales les plus importantes commencent à avoir des liens solides avec les syndicats, les usines et les petits paysans. Dans la Seine et dans le Nord notamment, notre Parti commence à s'organiser sur la base des cellules d'usine. C'est un travail qu'il faudra mener à fond là où il est déjà commencé et qu'il faudra étendre à tout le Parti.

Avant d'examiner plus en détail les différentes branches de l'activité déployée par notre Parti, il est nécessaire de marquer fortement l'immensité de la tâche accomplie en moins d'une année. Jamais, en France, aucune organisation ouvrière n'avait travaillé autant que notre Parti l'a fait en moins d'une année. Quelles que soient les critiques, et il y en a de nombreuses à faire du haut en bas de l'échelle, cela reste acquis. Un parti qui a fait ce qu'a fait le Parti Communiste français cette année, est malgré ses erreurs, ses fautes et ses imperfections, un parti digne du prolétariat et digne de l'Internationale. [...]

Auto-critique

Certes, malgré l'effort qu'il a fourni et les résultats qu'il a obtenus, notre Parti est loin d'être parfait. Et il commettrait la plus grande des erreurs s'il ne faisait pas lui-même, du haut en bas, la critique de sa propre activité, afin d'en tirer profit pour l'avenir.

Il ne s'agit pas de faire des critiques dirigées contre des personnes et qui aboutiraient à une renaissance artificielle des luttes de tendances. Il ne s'agit pas non plus de rechercher l'écart entre ce qui a été fait et ce qui, théoriquement, aurait dû être fait. Il s'agit seulement de rechercher si les forces du Parti ont été employées dans une bonne direction et avec le maximum de rendement.

Là est la critique saine, celle qui permettra d'améliorer le travail du Parti dans l'année qui vient.

Naturellement, le Congrès National aura toute liberté pour faire, avec la rudesse nécessaire, ses observations. Entre véritables communistes, la franchise, même brutale, ne saurait diminuer l'estime et l'amitié réciproques nées du travail accompli en commun avec le souci de la révolution, du communisme, du prolétariat et de la 3^e Internationale.

Je veux seulement marquer ici brièvement l'essentiel des grandes critiques à apporter au sujet de notre activité durant l'année 1923.

Tout d'abord, le manque de cadres s'est fait cruellement sentir en présence de l'immensité des tâches à accomplir. Chacun de ceux qui avaient une responsabilité de direction, au centre comme dans les fédérations, a dû se jeter tout entier dans telle ou telle branche de l'activité sans pouvoir se relier suffisamment au travail accompli par le voisin dans une autre branche. Il en est résulté une tendance à la constitution de cloisons étanches et un manque de liaison à tous les degrés de l'organisation du Parti.

Les organismes réguliers, surchargés et pourvus d'un appareil technique souvent insuffisant, n'ont pas pu examiner et résoudre toutes les questions qui relevaient d'eux. Et, quand il y avait urgence, un ou deux camarades ont dû, de leur propre initiative, prendre les décisions nécessaires. Si nous ne trouvons pas les remèdes à une telle situation, il y aurait danger de voir se développer dans le Parti, en dépit de la volonté des hommes, le régime de la politique personnelle ou, ce qui serait pire encore, le régime de plusieurs politiques personnelles qui, s'ajustant mal les unes aux autres, détraqueraient le fonctionnement et la direction de notre Parti.

De haut en bas, la liaison des efforts a été souvent insuffisante. Notamment, notre Bureau Politique a presque absorbé tout le travail de la direction et n'a pas suffisamment rendu compte de son activité devant le Comité directeur qui, ainsi, n'a pas eu suffisamment de vie.

Les sections et les fédérations manquant trop souvent d'éléments animateurs, ont eu une tendance à attendre avec trop de passivité les directives du centre. Il en est résulté un centralisme exagéré et qui, en dehors de notre volonté, tend à prendre le caractère d'un centralisme militaire aux ordres d'en haut.

Sans doute, le rôle de la direction est de donner l'impulsion à toute l'activité du Parti ; mais il est aussi de coordonner les efforts et les initiatives des sections et des fédérations.

Les décisions prises n'ont pas suffisamment été expliquées au préalable dans notre presse.

De tout cela il est résulté une insuffisance de liaison entre la direction du Parti et la masse des adhérents.

En dehors des tâches décidées par le centre, les sections se sont trop renfermées en elles-mêmes, ne se sont pas suffisamment extériorisées, et il y a là pour le Parti l'indication d'un péril de sectarisme, péril qui n'est pas encore très grave, mais que nous devons combattre avant qu'il ne prenne un grand développement.

Il faut assurer une liaison intime entre les communistes, d'une part, et d'autre part, les ouvriers et les paysans organisés et non organisés.

La direction du Parti n'a pas non plus toujours su évoquer devant les communistes et devant la masse des travailleurs les grandes perspectives historiques.

Dans l'affaire de la Ruhr notamment, il y a eu bien des hésitations et bien des faux pas. A quelques jours d'intervalle, notre journal, *l'Humanité*, annonçait, successivement, la rupture franco-anglaise comme un fait accompli, puis le danger de rupture, puis enfin la possibilité d'un accord inter-capitaliste franco-anglo-allemand.

Enfin, notre parti ne s'est guère occupé de la question coloniale, faute d'avoir su ou pu trouver le moyen de développer une activité suffisante dans ce domaine. C'est là un grave danger pour le mouvement communiste international et pour la préparation de la révolution mondiale.

La France est, en effet, un grand pays colonial et l'essence même de notre conception du mouvement révolutionnaire mondial, c'est que son succès dépend de l'union du mouvement ouvrier d'Occident et du mouvement national de libération des colonies en vue de renverser les impérialismes capitalistes.

Telles sont, en regard du travail énorme accompli par le Parti et des grands succès qu'il a remportés sur tous les terrains, les critiques principales à formuler. Il reste à trouver les remèdes.

Vers l'avenir

Il nous faut donc perfectionner notre Parti en vue de le rendre plus apte à remplir sa mission d'organisme dirigeant, grâce à la confiance des ouvriers, les luttes quotidiennes et les luttes libératrices du prolétariat.

D'abord forger de nouveaux cadres, en développant l'éducation communiste des membres de nos sections, en diffusant parmi eux la littérature communiste, et en créant, à l'exemple de la Seine et du Nord, des cours et des écoles marxistes.

Organiser aussi une liaison plus étroite à tous les degrés entre les camarades responsables dans chaque branche du travail.

Renforcer et assouplir notre organisation régionale, de manière à ce qu'elle fasse circuler la vie communiste du centre aux fédérations et inversement.

Former un comité directeur où soient représentées les diverses nuances de la pensée communiste et les diverses régions de la France, mais en y assurant une majorité stable à un bureau politique aussi homogène que possible.

Etablir une liaison intime entre le Bureau Politique et le Comité Directeur, ainsi que la responsabilité du Bureau politique vis-à-vis de la direction du Parti.

Animer la vie des sections et des fédérations, créer partout nos cellules d'usines et développer largement dans ces organismes l'esprit d'initiative des communistes.

C'est par l'ensemble de ces mesures que nous obtiendrons un mouvement ouvrier cohérent, réalisant l'union de la direction avec la masse du Parti et avec la masse ouvrière et paysanne.

N'oublions pas non plus que notre Parti est formé de courants divers, issus de sources différentes : il y a les groupes de camarades qui se sont trempés fortement pendant la crise de l'an dernier ; il y a aussi le groupe Monatte qui, entré courageusement dans nos rangs, prend confiance au fur et à mesure que le Parti français se met à la hauteur de sa tâche.

Diverses personnalités, sans appartenir à tel ou tel courant, exercent par leurs qualités certaines une grande influence sur la politique du Parti.

Jusqu'ici tous ces éléments ne se sont pas encore complètement fondus dans le travail commun. Ils ont, au sein du Parti communiste, poursuivi une marche convergente puis parallèle.

Notre effort à tous doit être de mêler intimement les uns aux autres ces courants et ces personnalités de façon à réaliser un Parti bien homogène.

Nous ne devons pas oublier non plus qu'en marge de notre organisation, un grand nombre de syndicalistes communistes attendent le Parti à l'œuvre et notamment veulent voir comment celui-ci doublera le cap des élections.

Nous devons agir de telle sorte que, le plus tôt possible, tous les communistes puissent se rassembler dans une seule et même section française de l'Internationale Communiste. [...]

C'est maintenant, dès maintenant que les travailleurs de France et d'Angleterre doivent constituer un front unique en vue de combattre les préparatifs d'une future guerre franco-anglaise.

Enfin, il est probable que l'année qui vient ne s'écoulera pas sans que l'Allemagne soit secouée par de grands mouvements révolutionnaires et nous devons être prêts à soutenir la Révolution mondiale sur le secteur allemand.

C'est vers cet avenir de luttes et de victoire que va le Parti communiste français, section active et combattante de l'Internationale Communiste.

Le secrétaire politique :
Albert TREINT

Bulletin Communiste n°1 du 4 janvier 1924

Après le Congrès de Lyon

LE Congrès de Lyon a été tel que jamais notre Parti, le nouveau et l'ancien, n'en avait vu de semblable. Au lieu des bavardages sempiternels d'autrefois, au lieu des effets de tribune et des incidents de séances savamment calculés par des stratèges parlementaires, au lieu des luttes de tendances et des combinaisons de couloirs, nous avons eu un Congrès de travail effectif et d'unité vraie.

Sans doute, tout n'a pas été parfait. On a constaté un certain manque d'initiative chez beaucoup de délégués, une tendance à laisser à la même poignée de militants le soin de participer aux débats, un excès de concentration des questions importantes à la « Commission politique ». Cela tient à l'insuffisance de préparation que nous avons signalée ici dès avant le Congrès. Tout ce travail préliminaire à peine ébauché par la Direction du Parti, il a fallu que la « Commission politique » l'accomplisse.

Rien d'étonnant à ce que l'on n'atteigne pas la perfection du premier coup. La prochaine fois, nous ferons mieux, - pourvu naturellement qu'on tienne compte des nombreuses critiques formulées à l'occasion du Congrès et qu'on évite de les mériter une fois de plus.

Le fait le plus remarquable a été l'unanimité avec laquelle l'ensemble des militants actifs ont réagi contre les fautes passées, tant dans la Fédération de la Seine que dans tout le Parti. Les critiques prononcées au Congrès fédéral ont été renouvelées au Congrès national, les reproches essuyés par le Comité Directeur et le Bureau Politique l'avaient été auparavant par le Comité fédéral et le Bureau fédéral. Même esprit, même argumentation tirée de l'expérience du communisme international. Mais comme les responsabilités de la Direction du Parti sont plus grandes que celles des dirigeants de la Fédération, les critiques ont été à son endroit plus nombreuses, plus nourries et plus fortes.

Quand un Parti s'oriente avec un pareil ensemble, c'est un signe indéniable de cohésion et de progrès politique.

La résolution votée sur Lyon sur « la tactique et l'organisation » est celle même du Congrès de la Seine, mais amendée, c'est-à-dire complétée et renforcée. Pour la caractériser, il nous suffira d'y relever sommairement les points essentiels, que nous nous abstenons de développer puisque nous l'avons fait dans le *Bulletin* avant le Congrès.

La Direction du Parti, dit la résolution, « a établi un centralisme excessif, une discipline trop mécanique et ses préoccupations nécessaires d'organisation intérieure et administrative, ainsi que certains défauts de fonctionnarisme et de bureaucratie ont gêné son travail politique. Il n'a pas été consacré au recrutement les efforts nécessaires, par suite de la conception erronée de sélectionner trop rigoureusement les nouveaux adhérents à l'entrée du Parti au lieu de réaliser cette sélection dans l'organisation, à l'épreuve du travail, de l'action, par suite aussi d'une tendance à délaissier l'œuvre du recrutement dans la masse inorganisée pour la concentrer dans le mouvement syndical. »

Cette appréciation générale est précisée plus loin. Le paragraphe sur le « centralisme excessif » résume nos propres critiques :

« Le Bureau Politique a absorbé presque tout le travail de direction. Le Comité Directeur n'a pas suffisamment joué son rôle ; on a limité son activité à des discussions administratives. Il en est résulté une sorte de congestion qui a gravement affecté l'action centrale du Parti. Le Bureau Politique, accablé par des tâches multiples n'a pas toujours pu trouver en face de chaque événement, la solution qui s'imposait, et ses membres n'ont pas eu de ce fait, la possibilité de emplier au mieux leurs tâches individuelles. Nos fédérations et sections, se croyant tenues d'attendre les indications du Centre, se sont trop souvent abstenues d'agir. »

Puis, à propos de la « discipline trop mécanique », la résolution rappelle que « *paralyser l'esprit d'initiative et de controverse aboutit à diminuer la vie intellectuelle et à nuire au développement de la maturité et du sens politique des militants du Parti.* »

Certains parlent toujours de notre « manque de cadres », qui est réel, mais ne font rien de ce qui est indispensable pour en former de nouveau. Il est dit à leur intention :

« *La direction n'a pas réussi à intéresser la masse des adhérents aux problèmes politiques à résoudre. C'est pourtant par ce travail d'éducation politique qu'il est possible de remédier au manque de cadres dont on se plaint partout en suscitant des énergies et des capacités nouvelles.* »

Sur notre tactique du front unique, la résolution remet en vigueur des notions que l'ancienne Direction du Parti avait trop souvent perdues de vue :

« *L'emploi de lettres ouvertes aux chefs des partis se réclamant de la classe ouvrière est insuffisant. Il doit être la conséquence d'une préparation politique préalable et entouré d'une agitation constante. Le front unique ne saurait impliquer ni l'atténuation du droit de critique communiste envers les réformistes, ni le renoncement au devoir d'initiative du Parti. Celui-ci doit conserver l'initiative de l'action, ou la ressaisir s'il la perd. En aucun cas, il ne doit subir l'influence d'organisations irresponsables et non contrôlées par la classe ouvrière.* »

Les prescriptions positives pour le travail d'avenir découlent d'elles-mêmes de toutes ces considérations. Elles rétablissent les divers organes du Parti dans leurs prérogatives et responsabilités, ordonnent de maintenir ou de stimuler une vie intérieure active au Parti, invitent à créer une liaison vivante entre la Direction du Parti et la base de celui-ci, entre le Parti et la masse ouvrière. Elles restituent son importance à la tâche du recrutement et surtout donnent la première place à la formation des cellules d'usines, sans lesquelles le Parti manquera de ramifications profondes dans le prolétariat.

La résolution sur « la tactique et l'organisation » dicte la conduite des militants pour l'accomplissement de leurs tâches quotidiennes. Son sens est on ne peut plus clair, et l'unanimité du vote ne l'est pas moins. Le Parti s'est aperçu à temps d'une grave déviation et des dangers qu'elle eût comporté en s'accroissant. Il s'est ressaisi de lui-même, sans influence extérieure, et il a su tracer sa voie, la bonne, que l'Internationale approuve.

Les résolutions sur la question syndicale, sur la politique de la Ruhr, sur la question paysanne et le programme du « Bloc ouvrier et paysan », adoptés au Congrès, donnent au Parti des directives solides pour sa lutte de l'année qui commence. Il ne s'agit plus que de les mettre en œuvre.

Les militants seront désormais jugés selon la mesure où ils auront su remplir les devoirs que le Congrès leur a assignés. Nous avons maintenant à montrer dans le travail positif ce dont les communistes sont capables. Pour sortir avec honneur des nouvelles épreuves qui nous attendent, nous n'aurons pas trop de toutes les capacités, de toutes les énergies, de toutes les intelligences que notre Parti recèle. C'est le moment pour les forces neuves de se montrer et pour les anciens de découvrir des nouveaux.

Nos dernières assemblées de parti ont montré que dans l'année écoulée, une pléiade de jeunes militants s'est levée qui promet un renforcement remarquable de nos cadres. Cette « relève » a été, contrairement à ce qui se passait autrefois, non accueillie avec méfiance, mais saluée avec joie. Toutes les possibilités de travail et d'action lui sont, ou lui seront données. Maintenant, il faut se mettre aux tâches pratiques qui sont lourdes : Nous n'avons que l'embaras du choix.

Boris SOUVARINE

Bulletin Communiste n°7 du 15 février 1924

La Discussion vue de France

Nous avons déjà publié dans le *Bulletin* quelque vingt-cinq articles et documents sur la situation du Parti communiste russe. Il est temps pour nous d'en dégager les points essentiels, travail indispensable avant de formuler des conclusions. Nous l'aurions déjà fait si le Congrès de Lyon et la mort de Lénine ne nous avaient imposé de faire passer au second plan cette tâche. Parallèlement, nous continuerons naturellement de publier d'autres matériaux.

La discussion russe a vivement intéressé les militants actifs du Parti français. On a lu dans notre rubrique « Ce que disent les militants » plusieurs lettres qui montrent avec quel sérieux les lecteurs du *Bulletin* l'ont suivie. Mais nous avons bien sous la main une vingtaine d'autres lettres plus personnelles sur le même sujet. Et que disent nos correspondants ?

On peut diviser les opinions exprimées en trois groupes. Le plus grand nombre peuvent se traduire ainsi : tout cela est prodigieusement intéressant, mais l'ensemble n'est pas clair : vous approuvez tantôt les vues de la majorité, tantôt certaines vues de l'opposition ; en définitive, avec qui êtes-vous ? - Ensuite, viennent celles qui se résument ainsi : tout cela est passionnant, mais, en fin de compte, tous les partenaires semblent être d'accord sur l'essentiel et l'on ne voit pas pourquoi ils se disputent. - Enfin, trois camarades disent à peu près : tout cela est du plus haut intérêt, mais pourquoi ne soutenez-vous pas clairement l'opposition, puisque c'est évidemment elle qui a raison ...

Il y a donc dans cette correspondance deux traits caractéristiques : unanimité pour estimer à sa valeur l'intérêt de la discussion, et unanimité pour demander un fil d'Ariane permettant de ne pas s'égarer dans le labyrinthe... [...]

Venons-en à ce qui a tant passionné les controverses : le régime intérieur du Parti ; Nous avons donné là-dessus notre opinion, mais, paraît-il, noyée dans des considérations diverses ; en effet, il nous a fallu exposer simultanément différents points de vue, et de là à nous prêter l'une ou l'autre idée dont nous ne sommes que le traducteur, il n'y a qu'un pas ... Nous allons donc citer nos propres textes, pour dissiper toute équivoque.

Il n'y a pas, dans le Parti russe, *une* opposition. Il y en a plusieurs, et le fait n'est pas nouveau ; il ne faut pas le perdre de vue si l'on veut comprendre la situation. Nous retrouvons nos vieilles connaissances de l'« opposition ouvrière » (Chliapnikov, etc.) qui donnent tort à *tous les autres* ; celles du « centralisme démocratique » (Ossinsky, Saprónov, etc.), qui s'accordent sur tel point avec ceux-ci, sur tel autre avec ceux-là ; celles du « communisme de gauche » (Stoukov, Préobrajensky, Piatakov, etc.), qui maintenant se confondent *parfois* avec les précédents, et parfois avec ... les suivants ; Radek, qui est inclassable ; Trotsky qui, comme toujours, agit seul. Tout cela montre la sottise de la presse bourgeoise pour qui « l'opposition » forme une traction cherchant à supplanter la majorité. La vérité est que ceux qui ont des idées les expriment sans se soucier de les uniformiser ce qui prouve qu'il ne saurait aucunement être question de lutte de fractions se disputant le pouvoir. On rivalise dans la recherche de la meilleure ligne pour le Parti, voilà tout. [...]

*

A.

Notre attitude est donc fort simple : nous défendons la majorité contre la minorité quand celle-ci se trompe ou déraisonne, et nous défendons la minorité contre la majorité quand celle-ci est injuste. Nous ne sommes pas pour une tendance contre l'autre, mais pour le Parti tout entier, tel qu'il est. Nous apprécions mieux l'une ou l'autre tendance qu'elles ne se jugent entre elles dans le feu de la polémique.

Cela est tout naturel. Les bolcheviks ne sont pas des dieux et ont le droit de se disputer comme tous les mortels. Dans la dispute, il est inévitable qu'on se montre injuste réciproquement ; il est fatal que de vieux souvenirs d'anciennes oppositions se réveillent ; il est normal que des exagérations apparaissent.

Mais nous communistes français, devons-nous pour cela oublier que tous ces hommes qui sont momentanément en désaccord (ce n'est pas la première fois) sont tous des artisans valeureux de la Révolution ? Devons-nous épouser les griefs des uns ou des autres ou nous efforcer de les dissiper ? Poser la question, c'est la résoudre.

S'il s'agissait d'apprécier la situation d'un Parti où serait apparue une tendance anticommuniste, notre devoir serait clair; nous prendrions position, avec toute l'Internationale contre cette tendance, comme nous l'avons toujours fait. Mais nul ne prétendra que le cas se présente avec le Parti russe, qui sait fort bien éliminer lui-même ses éléments inassimilables. Aussi n'avons-nous rien de mieux à faire qu'à mettre en valeur tout ce qui est commun à l'ensemble du Parti, toutes tendances confondues.

C'est ce que nous avons fait. Le camarade Rappoport nous a reproché de n'avoir pas reproduit un certain article de Staline. A quoi seront avancés les ouvriers français quand ils auront lu des choses comme celles-ci (nous en citons les passages qui ont le plus excité l'intérêt de la presse ennemie) : « Du côté de l'opposition nous voyons des camarades comme Betoborodov dont le « démocratism » reste jusqu'à présent inoubliable au milieu des ouvriers de Rostov, Rosengolz dont le « démocratism » a mis longtemps en émoi le bassin du Donetz; Alsky dont le « démocratism » est partout connu. Sapronov croit-il que la démocratie triompherait dans le Parti si les « pions » actuels étaient remplacés par les très honorés camarades dont je viens de citer les noms ? Qu'on me permette d'en douter quelque peu ». Et plus loin : « *Comme il ressort de sa lettre, Trotsky se compte dans la vieille garde bolchevique, en se déclarant prêt à porter sa part de responsabilité qui lui revient de ce fait, si des accusations étaient élevées contre les vieux bolcheviks à cause de leurs déviations éventuelles. En se déclarant prêt à se sacrifier, le camarade Trotsky fait sans doute preuve de noblesse de sentiments. Convenons-en. Mais je suis bien obligé de prendre la défense du camarade Trotsky contre lui-même, car, pour des raisons qu'on comprendra aisément, il ne peut et ne doit pas prendre sur lui la responsabilité de déviation éventuelle du groupe initial de la vieille garde bolchevique. Son offre de sacrifice est assurément quelque chose de très noble, mais les vieux bolcheviks en ont-ils besoin ? Je suis d'avis que ce n'est pas le cas* ».

Ce sont là des échanges d'aménités personnelles comme il s'en produit partout mais qu'on ne comprend que dans le Parti russe (et même, pas toujours). Staline n'a sûrement pas écrit cela pour les communistes français, A quoi bon publier des choses que nos camarades ne peuvent pas comprendre et qu'il faudrait un volume pour expliquer ?

Le rôle des communistes français est d'étudier les discussions russes pour en faire leur profit, et non de s'associer à une discorde alors qu'ils ont tant à faire chez eux. Nous avons confiance que le Parti bolchevik saura, une fois de plus, tracer et suivre lui-même sa voie, et que la première section de notre Internationale nous donnera encore bien souvent, à nous, de salutaires conseils. Si l'avenir nous réservait d'avoir un jour à lui rendre, avec toute l'Internationale, un service analogue à ceux dont nous lui sommes tant redevables, nous aurons à cœur de travailler à l'union de tous ses courants en un seul; parce que tous cherchent le Progrès de la Révolution dans l'esprit communiste et prolétarien, avec les mêmes préoccupations, la même volonté, le même dévouement. Nous serons avec tout le Parti dans son effort pour surmonter ses difficultés passagères. Mais encore une fois, nous sommes sûrs qu'il saura se passer de nous comme il a, su dans le passé - heureusement pour lui - ne compter que sur lui-même.

La mort de Lénine nous donne d'ailleurs la certitude que le Parti réagira unanimement dans le sens d'une solidarité indestructible et d'une cohésion absolue. S'il est une idée commune à tous les communistes russes sans exception, c'est bien celle que le fondateur du bolchevisme, de la République soviétique, de l'Internationale Communiste, est irremplaçable sinon par le faisceau de toutes nos intelligences, de toutes nos volontés. Le malheur qui a frappé le communisme international dicte à tous le devoir. Personne n'y faillira.

Boris SOUVARINE.

Extraits de l'article paru dans le n°6 du *Bulletin Communiste* du 8 février 1924

Réponse de Rosmer

Les deux phrases que le camarade Borel détache de mon article expriment des vérités évidentes et que nul - quelle que soit son opinion sur le fond de la question - ne pourrait songer à contester.

Pourtant elles ont désorienté Borel et l'ont amené à croire que j'ai « l'air de vouloir préconiser la manière douce » et de penser que « nous devons ménager le gouvernement travailliste dans notre critique ».

Je ne pense rien de semblable. Je crois, au contraire, que nous ne devons montrer nul ménagement à l'égard du gouvernement travailliste - qui, lui, ne nous ménage guère - et je ne manquerai pas, pour ma part, de le critiquer aussi énergiquement et aussi souvent qu'il le faudra.

Je ne préconise pas « la manière douce » à son égard. Je m'efforce de préconiser une manière intelligente, compréhensible, fructueuse.

Il est bien vrai que je n'ai pas proposé de mots d'ordre susceptibles d'intéresser la masse ouvrière. Mais je pense que c'est la tâche réservée à nos camarades britanniques, qui sont mieux placés que nous pour le faire. Et je les crois très capables de bien mener leur bataille dans les circonstances présentes. Les mots d'ordre qu'indique Borel figurent dans le programme du Labour Party. Il suffit donc d'exiger du cabinet travailliste la réalisation de son programme et de ses promesses. C'est une base solide.

Borel pense, avec Losovsky, que l'avènement des travaillistes au pouvoir constitue « une victoire de la bourgeoisie sur le socialisme ». Cela me paraît être une opinion contestable.

Dans ce cas, la bourgeoisie gagnerait à tout coup : aussi bien quand elle est battue que lorsqu'elle remporte la victoire. Je suis tout à fait convaincu que des « victoires » du genre de celle que la bourgeoisie britannique a remportée aux dernières élections, elle ne tient pas du tout à en connaître souvent. Du reste, Borel se hâte d'ajouter: « Losovsky n'aurait tort - et je suis sûr qu'il s'en féliciterait grandement - qu'au cas où le Parti communiste anglais réussirait à faire comprendre à la majorité des ouvriers les leçons de l'expérience travailliste. »

Nous avons toujours dit que le communisme n'aurait chance de s'implanter en Angleterre qu'à la faveur de l'expérience travailliste, et après elle. Or, si cette expérience ayant lieu, nos camarades anglais ne parviennent pas à étendre sérieusement leur influence sur la masse ouvrière, alors ce n'est pas à la faillite du travaillisme que nous assisterons, mais à la débâcle du communisme. Et c'est ce que nos camarades anglais comprennent fort bien. Il n'est pas indispensable de le leur démontrer.

D'après les conversations que j'ai eues récemment avec notre camarade Losovsky, je ne crois pas être en désaccord avec lui sur le fond des choses. J'ai fait une réponse à un article, uniquement parce qu'il me paraît poser la question d'une façon trop sommaire, trop simpliste et, par là, assez dangereuse.

A. ROSMER.

Article paru dans le *Bulletin Communiste* n° 7 du 15 février 1924

L'opinion des militants

Communistes et travaillistes

Puisque dans le *Bulletin*, il est maintenant admis que l'examen objectif des problèmes soit mêlé à la bataille polémique entre militants, il faut nécessairement admettre que la discussion puisse s'instituer. Il serait trop aisé à notre camarade Souvarine d'avoir raison s'il était le seul à parler et à écrire. Qui a confiance dans la valeur de ses propres arguments ne saurait craindre la contradiction. Il ne s'agit pas ici de liberté de discussion absolue. Remettre sans cesse en question les bases mêmes du communisme serait vouer le Parti à la stérilité. Il s'agit de liberté de discussion communiste.

Que signifie l'accession au pouvoir du Labour Party ?

La bourgeoisie anglaise se trouve en présence de problèmes d'après-guerre qu'elle n'est pas parvenue à résoudre :

- 1°) crise intérieure de chômage comme conséquence de la difficulté d'exportation résultant de la baisse des changes des nations-clientes
- 2°) mouvement autonomiste des Dominions et agitation des colonies en vue de leur indépendance ; question d'Irlande
- 3°) recul de l'impérialisme britannique devant l'impérialisme français en train d'assurer son hégémonie industrielle sur le continent par la mainmise sur la Ruhr.

En régime capitaliste, la crise de chômage anglaise ne peut être résolue que par la recherche de nouveaux débouchés. La Russie soviétique peut devenir un immense débouché. L'extrémisme capitaliste des conservateurs à la Curzon a dû abandonner au moins provisoirement l'espoir d'étrangler la Révolution russe. Le capitalisme mercantile et libre échangiste de Lloyd George a intérêt à conquérir des débouchés en Russie et espère par la politique du commerce international miner les Soviets par l'intérieur.

En faisant reconnaître, avec toutes sortes de restrictions, les Soviets par le gouvernement travailliste, les libéraux (Asquith et Lloyd George) servent les intérêts de la fraction capitaliste qu'ils représentent et se gardent pour plus tard les mains libres contre les Soviets.

Pour calmer les Dominions en mal d'autonomie, les colonies et l'Irlande en mal d'indépendance, la bourgeoisie anglaise a tout intérêt à jouer de l'illusion travailliste. Le veto des libéraux qui sont partie constitutive de la majorité parlementaire actuelle saura toujours empêcher les ministres travaillistes qui n'en ont guère envie d'aller trop loin.

Les impérialismes français et britanniques ne peuvent ni s'accorder car ils sont en rivalité partout dans le monde, ni rompre car aucun d'eux n'est assez fort pour accepter maintenant la guerre qui serait la conséquence de la rupture.

Une seule solution est possible : un compromis sur la base duquel se développera la rivalité franco-britannique.

Notamment en ce qui concerne la Ruhr, le compromis franco-britannique ne peut être conclu ni par le Bloc national en France, ni par les libéraux et les conservateurs en Angleterre, tous esclaves de leurs positions politiques antérieures d'extrême intransigeance.

Les deux impérialismes cherchent à conclure le compromis de la Ruhr sous le couvert des travaillistes anglais et du Bloc des gauches français auquel participeront les socialistes.

Travaillisme et socialisme c'est le paravent, le décor. Dans la coulisse, ce sont les capitalismes nouveaux qui se réservent pour plus tard la plus entière liberté d'action.

L'accession des travaillistes au pouvoir est une victoire de la bourgeoisie anglaise en ce sens que pour mater la classe ouvrière, l'Irlande, les Dominions et les colonies, ainsi que pour conclure le compromis de la Ruhr, elle se sert des dirigeants ouvriers du Labour Party comme d'un instrument.

L'accession des travaillistes au pouvoir est un pas vers la victoire du prolétariat dans la mesure où la classe ouvrière, aidée par les communistes, saura se débarrasser de l'illusion travailliste.

Pour cela : front unique mais selon les méthodes de l'Internationale. C'est-à-dire parallèlement : critique impitoyable des travaillistes et en même temps propositions d'actions en commun. C'est cela que la minorité du Comité.Directeur. a réclamé et c'est cela que la majorité du Comité.Directeur. n'a pas voulu.

Certes, en ce moment, sous la pression de la minorité et de l'Internationale, un changement d'attitude est en train de s'opérer. Et c'est heureux !

Mais la majorité a laissé imprimer dans *L'Humanité* que nous soutiendrions le gouvernement travailliste de toutes nos forces quelle que soit la politique qu'il fasse ; la majorité a laissé *L'Humanité* se taire trop longtemps alors qu'il fallait dénoncer la politique coloniale scandaleuse des travaillistes ainsi que leur impuissance parlementaire et leur dépendance vis-à-vis des libéraux : la majorité a laissé présenter la politique travailliste comme une politique « séparée », séparée de celle de Poincaré, mais ne servant pas les intérêts de l'impérialisme britannique ; la majorité a laissé croire qu'une politique prolétarienne efficace peut être menée si Mac Donald sait liquider dans la bureaucratie d'Etat quelques situations individuelles alors que c'est l'appareil de l'Etat bourgeois qu'il faut briser pour y substituer l'appareil de l'Etat prolétarien.

La majorité a accepté l'envoi d'une lettre au Labour Party ne contenant aucune proposition d'agitation en commun en vue d'une action commune.

On a critiqué avec juste raison la politique du front unique qui se bornerait à l'envoi d'une lettre ouverte aux réformistes. Nous sommes tellement d'accord sur cette critique que toujours nous avons lutté toute l'année dernière pour que nos propositions soient soutenues par la presse, le meeting et le tract et que parfois nous avons réussi à obtenir la mise en pratique de ces méthodes.

Aujourd'hui il ne s'agit même plus de lettre ouverte ; il s'agit d'un texte confidentiel qui n'est publié nulle part ; c'est la tactique de la lettre entr'ouverte, entr'ouverte pour quelques initiés.

Je me borne aux critiques les plus importantes. Aujourd'hui qu'on commence à changer de méthode, on le fait en cognant sur les camarades qui d'accord avec l'Internationale ont montré la voie. Nous ne comprenons rien, paraît-il, à la tactique du front unique. Ce qui nous console, c'est que du côté de Rosmer et de Souvarine, on a fait la même critique à Lozovsky et à Zinoviev. Nous ne comprenons rien à la tactique du front unique parce que nous avons jadis parlé de la « volaille à plumer ».

Je fais observer :

1°) que nous avons parlé de la « volaille à plumer » à un moment où il ne s'agissait pas de réaliser le front unique mais de faire comprendre à l'intérieur du Parti, que cette tactique n'avait rien d'opportuniste.

2°) que cette expression fut transportée de l'intérieur du Parti à l'extérieur par le futur résistant Victor Méric qui cherchait à s'en faire une arme contre les vrais communistes

3°) qu'un communiste ne saurait être gêné par cette expression pour réaliser le front unique. Il est facile d'expliquer aux ouvriers, même devant les chefs réformistes, que les chefs qui ne serviront pas jusqu'au bout le prolétariat perdront des plumes dans l'action ouvrière commune et que nous, communistes, nous n'avons pas peur de l'expérience de la lutte.

J'ai souvent vérifié que les ouvriers, même non communistes, comprennent très bien ce langage.

Evidemment, ceux qui limitent le monde aux quatre murs d'une salle de rédaction ne comprennent rien à cela. La tactique du front unique n'est pas une tactique de salle de rédaction ; elle est un moyen de mobiliser autour des communistes les masses ouvrières arrachées par eux aux illusions réformistes.

A.Treint

Bulletin Communiste n°11 du 14 mars 1924

Thèses sur la Tactique du P.C.F. et sur les Problèmes posés devant l'Internationale Communiste (extraits)

La tactique du Parti Communiste

La position particulière de l'impérialisme français, à l'avant-garde de la contre-révolution européenne donne pour tâche immédiate au Parti d'entreprendre, en accord avec les partis frères d'Europe centrale et les représentants des peuples coloniaux opprimés, une lutte acharnée contre lui sur tous les territoires d'expansion, notamment dans la Ruhr et au Maroc.

Dans la lutte contre l'impérialisme, contre le Bloc des Gauches et le fascisme, la tactique du front unique, éprouvée dans toute l'I.C. par trois années d'expérience et à travers bien des fautes, se présente plus que jamais aujourd'hui comme la formule la plus pratique et la plus sûre pour la bataille prolétarienne. C'est une tactique de révolution et non d'évolution. De même que le gouvernement ouvrier ne peut pas être pour nous une phase transitoire démocratique, de même la tactique du front unique ne constitue pas une coalition démocratique, ni l'union avec les chefs social-démocrates mais seulement un accord momentané pour des actions déterminées. Elle n'est qu'une méthode d'agitation et de mobilisation révolutionnaires. Le Parti doit rejeter comme opportuniste toute autre interprétation.

Le Parti doit maintenir sa physionomie propre au cours des actions communes avec d'autres organisations et toujours rattacher les actions immédiates auxquelles il participe au développement de la lutte des classes.

Le Parti ne doit pas se dissimuler que la tactique du Bloc Ouvrier et Paysan, par laquelle il va tenter une nouvelle fois pendant l'agitation électorale d'unir les masses autour de ses buts révolutionnaires, comporte de graves dangers de déviation réformiste contre lesquels il importe de se prémunir.

Au cours de l'année écoulée, malgré de nombreuses décisions prises en vue de porter l'agitation au sein des masses, par la presse, par l'affichage et par le tract, malgré de nombreuses décisions tendant à la critique impitoyable des trahisons actuelles des réformistes, les organismes d'exécution ont trop souvent réduit la tactique du front unique à la tactique de la lettre ouverte.

Plus un Parti communiste s'engage profondément dans la tactique du front unique, et plus il doit lutter énergiquement dans son sein contre

toutes les survivances et renaissances de l'esprit réformiste et social-démocrate et contre tous les dangers de déviation du front unique.

C'est par une telle lutte intérieure contre les périls de droite, possible dans un parti qui se meurt au sein de la corruption matérielle et idéologique du capitalisme, qu'un Parti communiste peut, par son action intransigeante menée au sein des masses, non seulement rappeler utilement les trahisons historiques des chefs réformistes, mais surtout dénoncer les trahisons actuelles de ceux-ci, et aider les masses en lutte à comprendre par leur expérience journalière que chaque bataille quotidienne ne saurait être fructueuse que si elle prépare au combat en vue de la dictature prolétarienne.

La campagne pour les élections générales actuellement amorcée, est la première que mène le Parti communiste français, après avoir chassé de ses rangs les éléments opportunistes et confusionnistes.

Les campagnes électorales menées, par l'ancien Parti socialiste avaient en vue la recherche du plus grand nombre possible de sièges parlementaires. Ce résultat était obtenu au prix de combinaisons électorales avec les partis bourgeois. Cela engendrait au sein de la classe ouvrière, à l'égard de l'action politique du parti, de légitimes méfiances, qui repoussaient le prolétariat vers l'action purement syndicale.

Dans la campagne de grande envergure qu'il entreprend pour la première fois, notre jeune Parti communiste doit démontrer le caractère révolutionnaire de son action politique.

L'essentiel n'est pas d'obtenir un grand nombre de sièges parlementaires. Il faut avant tout, au cours de la campagne électorale, porter l'agitation communiste au sein des masses travailleuses, en faveur des revendications immédiates des ouvriers et des paysans, tout en reliant la lutte pour ces revendications avec le but final révolutionnaire.

Le Parti, par sa presse, n'a pas donné l'impression d'avoir fait dans ce sens tous les efforts désirables.

Le Bloc ouvrier et paysan a été parfois présenté, même dans nos propres rangs, comme un objectif définitif, plutôt que comme un premier pas tactique vers la lutte pour la dictature prolétarienne.

Le Bloc ouvrier et paysan a été réduit à une formation électorale, au lieu d'être présenté comme une formation de lutte sur tous les terrains, formation dans laquelle le prolétariat industriel assume la direction du combat. Le mouvement des métayers et des métallurgistes du Bas-Adour en 19'20, diverses grèves soutenues au cours de l'an dernier avec le concours actif des paysans, ont cependant montré le caractère no spécifiquement électoral du Bloc ouvrier et paysan.

En France, où plus de la moitié de la population est formée de paysans, l'union des travailleurs des villes et des champs est la condition préalable et nécessaire de la victoire prolétarienne.

Le Bloc ouvrier et paysan doit réaliser l'union de toutes les forces travailleuses derrière les mots d'ordre du Parti contre les forces bourgeoises évoluant rapidement vers le fascisme.

Le Parti doit commencer un travail opiniâtre de clarification au sein de la classe ouvrière, en montrant la décomposition croissante du pouvoir bourgeois et la volonté bien définie du gros capital d'y substituer une dictature dirigée essentiellement contre la classe ouvrière.

L'action extérieure du Parti

Pour unir les larges masses dans un front solide anti-capitaliste et anti-impérialiste, le Parti doit :

1° Trouver les moyens de développer une activité convergente avec la C.G.T.U. ;

2° Susciter la formation de Comités d'usines actifs, comités qui doivent être l'expression de la totalité des prolétaires, groupés sur le lieu même de leur travail ;

3° Renforcer le travail communiste parmi les travailleurs étrangers et coloniaux émigrés en France; les organiser et les entraîner à la lutte en commun avec les travailleurs de notre pays ;

4° Travailler au sein des classes moyennes prolétarisées par la décomposition du capitalisme, en vue de les arracher au fascisme et de les entraîner dans la lutte contre le régime capitaliste ;

5° Arracher les coopératives à l'esprit de la collaboration des classes et les transformer en un instrument de lutte de classe ;

6° Coordonner l'action des élus parlementaires et municipaux et faire servir les municipalités communistes à l'extension de l'influence communiste sur les masses travailleuses encore insuffisamment éduquées ;

Le Parti doit aussi exploiter la situation difficile des classes moyennes, utiliser toutes les occasions pour faire ressortir nettement l'appétit grandissant de la haute industrie opérant au détriment de la petite bourgeoisie, et arracher celle-ci à l'idéologie fasciste profitable nu gros capital.

Il orientera ainsi les masses, par la préparation du prolétariat à la lutte armée, par la destruction de la base démagogique petite-bourgeoise du fascisme, vers la dictature prolétarienne.

La campagne pour la cohésion des masses linos l'action doit se prolonger au cours de la lutte contre la vie chère et le chômage pour le relèvement des salaires et les huit heures. Pour cela, le Parti doit développer une activité convergente avec la C.G.T.U. dans l'agitation et dans l'action : il doit travailler de toutes ses forces à la reconstitution de l'unité syndicale sur la base proposée par la C.G.T.U. et tendre à grouper l'ensemble de la classe ouvrière dans des Conseils d'entreprise constituant la force la plus capable de lutter efficacement contre le patronat, parce que groupée sur le lieu même du travail.

7° Toucher les masses inorganisées par l'utilisation dans le sens révolutionnaire de l'agitation électorale, menée sur la plate-forme initiale des revendications immédiates du prolétariat et des paysans ;

8° Répandre parmi les ouvriers agricoles et les paysans, les mots d'ordre du Conseil International des Paysans (C.I.P.) et convoquer prochainement sur cette base un Congrès des Paysans français ;

9° Lutter pour l'indépendance nationale des peuples coloniaux opprimés par l'impérialisme français et, au sein des mouvements nationaux populaires des colonies, soutenir plus particulièrement les éléments prolétariens, convoquer un Congrès des peuples coloniaux opprimés par l'impérialisme français.

Le Parti doit veiller à ce que les futurs Congrès des paysans et des peuples coloniaux créent des organismes permanents, qui soient en mesure d'assurer dans un front unique anti-capitaliste et anti-impérialiste, la liaison avec les organisations des masses ouvrières.

L'organisation intérieure du P.C.F.

Pour se mettre à la hauteur de cette tâche immense, le Parti doit procéder à une sérieuse révision de son appareil.

Il doit :

1° Transformer le Parti français en un parti vraiment révolutionnaire en l'organisant solidement sur la base des cellules communistes d'usines, accomplissant sur le lieu même du travail les tâches du Parti. [...]

Le parti français et le gouvernement travailliste

L'avènement du parti travailliste en Angleterre constitue un pas énorme en avant du mouvement ouvrier international dans la mesure où le prolétariat anglais, aidé par les communistes, saura profiter de sa propre expérience pour perdre ses illusions travaillistes, en luttant contre le capitalisme et l'impérialisme britanniques.

Au moment où la révolution vient de subir un recul en Allemagne, l'accession au pouvoir du Labour Party est de nature à faire revivre ou à accentuer, au sein des masses travailleuses les illusions du réformisme. La lutte entre les méthodes de la II^e et de la III^e Internationale se trouve mise en pleine lumière par la comparaison entre le gouvernement travailliste de Londres, issu du parlementarisme bourgeois, et le gouvernement bolchevik, porté au pouvoir par la révolution prolétarienne victorieuse.

C'est le devoir de tous les Partis communistes de démontrer la faillite lamentable des méthodes réformistes parlementaires, en se basant sur chacun des actes de faillite du gouvernement travailliste.

Il y a danger, pour les Partis communistes, d'interpréter faussement la tactique du front unique vis-à-vis du gouvernement travailliste et d'atténuer la critique communiste vis-à-vis du Labour Party au pouvoir.

Gouvernement travailliste à Londres, Bloc des Gauches avec participation des socialistes à Paris, tout cela constitue une tentative des impérialismes rivaux de France et d'Angleterre, qui ne peuvent actuellement ni s'accorder ni rompre, de conclure le compromis de la Ruhr, sous le couvert et la responsabilité des partis de

la II^e Internationale, tout en se réservant pour plus tard la plus entière liberté d'action.

Le Parti français, par sa presse centrale, n'a montré ni suffisamment, ni suffisamment tôt que le parti travailliste au pouvoir soutenu au Parlement par les éléments de deux partis bourgeois retors, ne peut pas faire une politique prolétarienne.

Cela devient de plus en plus évident pour tous les travailleurs, après la grève des dockers et après la mise en chantier de nouveaux navires de guerre.

Le chômage, la crise des changes, l'insuffisance des débouchés, le développement de la rivalité impérialiste franco-anglaise (notamment autour de la Ruhr) nécessitant de nouveaux armements, toutes ces difficultés ne peuvent être résolues par des moyens réformistes au sein du régime capitaliste, et dans la limite du jeu parlementaire et constitutionnel.

Les Partis communistes doivent montrer que la chute du Labour Party risque, si les communistes anglais ne savent pas en bénéficier, de provoquer le désenchantement des travailleurs et d'ouvrir ainsi la voie au fascisme en Angleterre.

La lettre ouverte adressée au Labour Party n'a pas suffisamment reflété l'esprit de cette critique nécessaire. Il eût été préférable que notre Parti y formulât un programme d'action commune des deux prolétariats.

Les communistes, en Angleterre et dans toute l'Internationale, doivent critiquer impitoyablement le Labour Party, tout en le poussant à la lutte prolétarienne, et soutenir dans la lutte la classe ouvrière anglaise et le P.C. britannique.

La position du Parti dans la question allemande

La droite allemande constitue un courant qui ne veut pas reconnaître les fautes commises dans l'application de la tactique du front unique, et qui veut expliquer la retraite d'octobre et le recul momentané de la révolution allemandes

par des fautes purement techniques et non politiques.

La retraite d'octobre a posé plus fortement les questions fondamentales qui ont fait de la discussion russe, questions qui eussent été plus

facilement résolues par le développement révolutionnaire en Allemagne.

La retraite d'octobre a eu du moins pour résultat qu'elle a mis en évidence les crimes de la social-démocratie allemande et que celle-ci s'est affaiblie au profit du Parti communiste : les ouvriers dans les dernières consultations électorales ont donné 50% de leurs voix à notre parti frère au lieu de 25% lors des précédentes élections.

La retraite d'octobre a déterminé en Allemagne une crise de tactique dans la question du front unique, et cette crise a posé la question devant toute l'Internationale.

La retraite d'octobre a souligné les fautes suivantes de notre parti frère, fautes que la droite s'obstine à nier :

1° Fausse appréciation du rôle de la social-démocratie. Il n'y a pas eu en Allemagne de luttes entre la démocratie bourgeoise et la dictature bourgeoise. La social-démocratie n'a pas été vaincu par le fascisme. Il y a eu transformation de la dictature bourgeoise masquée de démocratie en dictature bourgeoise ouvertement proclamée. La social-démocratie a travaillé activement à cette transformation. Comment pourrait-il en être autrement, alors que la social-démocratie compte dans ses rangs : Ebert, président de la République bourgeoise démocratique ; Sévering, ministre de l'Intérieur prussien, et des dizaines de milliers de fonctionnaires d'Etat, y compris de nombreux fonctionnaires de police. La social-démocratie, loin d'être vaincue par le fascisme, a joué le rôle d'une aile du fascisme bourgeois.

2° Sous-estimation du rôle du Parti. Le Parti allemand n'a pas suffisamment compté sur ses propres forces pour entraîner la majorité du prolétariat dans la lutte révolutionnaire. Il n'a

conçu la révolution comme possible, que par l'alliance avec la social-démocratie de gauche, et a eu dans les chefs de celle-ci, une confiance politique réelle, C'est pourquoi le Parti allemand a aliéné son indépendance, et, au lieu de faire confiance à la masse, s'est perdu en combinaisons parlementaires avec les chefs social-démocrates, et n'a pas su utiliser les gouvernements ouvriers de Saxe et de Thuringe comme places d'armes révolutionnaires ;

3° Fausse politique intérieure du Parti. Un parti qui pratique le front unique et participe avec les social-démocrates à un gouvernement ouvrier, doit mener, dans son sein, en vue du déclenchement de la révolution, une lutte énergique contre toute tendance réformiste. Au contraire, le Parti allemand a lutté contre la gauche (Berlin, Hambourg, Ruhr). Il a permis ainsi la persistance dans son sein des illusions socialistes et réformistes, qui eurent assez d'influence pour enliser l'indépendance du Parti.

La claire compréhension des fautes du Parti allemand a une importance, non seulement pour le Parti allemand, mais pour tous les Partis communistes.

Une partie de l'opposition russe et l'opposition allemande ont lutté de toutes forces contre la formation du bloc de la majorité et de la gauche allemandes et provoqué un retard dans la formation de ce bloc, lequel, par sa lutte contre la droite, a sauvé l'unité du Parti allemand.

Le C.D. du P.C.F. se déclare en complet accord avec la conclusion arrêtée par l'I.C. dans la question allemande et travaillera fraternellement avec la nouvelle direction du P.C.A. dans les tâches communes des deux partis.

Le P.C.F. et la question russe

Insuffisamment informés, le C.D. ni le Parti n'avaient pu, jusqu'à présent, se prononcer d'une manière claire sur cette question capitale pour la vie de l'Internationale.

La discussion dans le Parti russe fut passionnée, comme doit l'être nécessairement, dans un parti révolutionnaire, la discussion autour de questions fondamentales pour la révolution.

Une telle discussion avait le caractère d'une lutte doctrinale et politique et non le caractère d'une lutte entre personnalités.

La lutte n'aurait pu se poursuivre entre les différentes générations du Parti sans aboutir à la révision des principes bolchevistes.

Le renforcement de l'unité du Parti bolchevik est évidemment lié à la lutte implacable contre toute déviation.

Toute autre appréciation ne pourrait que dénaturer le sens politique de cette discussion.

Après la mort de Lénine, après la presque unanimité obtenue à la XIII^e Conférence du Parti russe par le Comité Central persévérant dans la voie bolcheviste tracée par Lénine, l'adhésion de plus de 100 000 ouvriers travaillant à l'usine a démontré que le Parti bolchevik est plus fort et plus lié que jamais à la classe ouvrière.

Aujourd'hui, après avoir étudié avec une grande attention les raisons qui ont provoqué

depuis octobre 1923 les discussions dans le Parti russe au sujet de ce qui a été appelé « le Cours nouveau du Parti bolchevik », le C.D. du Parti communiste français se déclare entièrement d'accord avec les décisions de la XIII^e Conférence du Parti russe, décisions prises sur la base des décisions du 5 décembre du Comité central et du 25 décembre du Bureau politique sur l'organisation intérieure du Parti russe et sur la politique économique.

Il en donne les raisons suivantes :

1° L'introduction en Russie du capital international, au-delà des limites et garanties déterminées par le Parti sur la proposition de Lénine lors de l'adoption de la « Nep », permettrait à la bourgeoisie internationale de multiplier ses liaisons avec les cent millions de paysans de la Russie et risquerait, en desserrant les liens qui unissent les paysans à la classe ouvrière, d'affaiblir et peut-être de mettre en danger la forteresse du prolétariat mondial ;

2° L'effort le plus grand doit être fait pour faciliter, notamment, les échanges de produits entre l'industrie et l'agriculture. Il faut rapprocher les prix respectifs des produits industriels et des produits agricole. Le problème essentiel réside, pour le moment, dans l'abaissement du prix de revient des produits industriels. Pour désirable et urgent qu'il soit, ce résultat ne doit pas être obtenu par l'importation concurrente d'objets d'usage courant manufacturé à l'étranger. La première conséquence serait, dans l'état actuel des choses, de tuer l'industrie russe et de développer l'activité déjà malsaine, la richesse et la puissance sociale des hommes de la « Nep » ; [...]

4° La démocratie ne saurait être élevée à la hauteur d'un principe absolu dans aucun parti de l'Internationale, mais à plus forte raison dans le Parti russe. La règle d'organisation des partis ne saurait être que la maximum de démocratie intérieure compatible avec l'intérêt de la révolution.

Étant donnée la formation actuelle du Parti russe, aussi bien du point de vue social (52 % seulement d'ouvriers, dont 56 000 seulement travaillent effectivement à l'usine) que du point des générations politiques (2 500 adhérents avant 1905, 7 500 de 1905 à 1917, plusieurs centaines de milliers depuis), il serait dangereux d'instaurer dans le parti un mécanisme pur et simple de démocratie totale ;

5° C'est dire que la majorité des éléments du Parti russe se trouvent en contact avec les éléments paysans ou les éléments petits-bourgeois et peuvent dans ce contact quotidien, subir inconsciemment les influences des couches peti-

tes-bourgeoises extérieures au Parti et les transporter à l'intérieur du Parti. C'est le rôle de l'appareil du Parti, sous l'impulsion de la vieille garde du bolchevisme, formée à l'école de Lénine et à l'école de deux révolutions (1905 et 1917), de s'opposer activement à toute déviation.

La vieille garde du bolchevisme qui, sous la direction de Lénine, a non seulement créé le Parti bolchevik, mais a traversé toute les épreuves révolutionnaires en Russie, notamment depuis 1905, présente, en tant que groupe, les meilleures garanties d'expérience, de fermeté et de clairvoyance communistes.

Elle forme le groupe historique qui, seul, est capable d'assurer la cohésion entre les divers éléments composant le Parti et de maintenir intacte la ligne bolcheviste du Parti ;

6° La garantie indispensable du développement communiste de la Russie révolutionnaire et la condition absolue du maintien de la dictature du prolétariat résident dans le contrôle étroit de tous les organes gouvernementaux par le Parti communiste. Il serait donc absolument erroné de relâcher ce qu'on appelle d'un mot inexact « l'ingérence » du Parti dans les affaires de l'État, alors que le danger de corruption et de décomposition des cadres de spécialistes et de bureaucrates non communistes par l'atmosphère de la « Nep » et le contact d'éléments capitalistes est plus grand que jamais.

En Russie, où les organes d'État sont élus sous l'influence prépondérante du Parti, la tendance à la pratique de la démocratie formelle risquerait de déborder hors des limites du Parti et pourrait facilement aboutir à la démocratie tout court, ce qui serait encore un danger d'affaiblissement de la dictature prolétarienne.

Le Parti communiste français constate avec une grande satisfaction que, malgré la vivacité des discussions, l'unité du Parti russe sur la base du bolchevisme est désormais un fait acquis.

La constitution de fractions à l'intérieur d'un parti véritablement communiste est absolument inadmissible et serait particulièrement dangereuse pour le Parti russe, en raison de l'exercice par lui du pouvoir et de son rôle révolutionnaire mondial.

Les conditions du travail dans le Parti nécessitent de la part de l'opposition l'acceptation des décisions de la majorité. Or, cette majorité s'est prononcée à la XIII^e Conférence du Parti bolchevik. L'attitude des camarades de l'opposition doit être particulièrement réglée sur les principes de discipline générale rappelée ci-dessus.

Dans l'Internationale

Devant toutes ses sections, l'Internationale Communiste a posé les grandes questions de la pratique du front unique et la lutte contre les survivances opportunistes.

La crise de tactique qui s'est dessinée dans certaines sections de l'Internationale met à l'ordre du jour la lutte contre le danger d'une renaissance possible des préjugés opportunistes, même dans nos propres rangs.

Ce danger est d'autant plus grand que nous nous trouvons dans une période d'offensive capitaliste renforcée, en Europe et dans le monde, et soutenue par les chefs réformistes s'alliant de plus en plus au fascisme.

La manière dont le Parti russe et dont le Parti allemand viennent de résoudre leur crise, la rapidité avec laquelle le Parti français a redressé sa ligne politique, montrent que l'Internationale et ses sections ont en elles la force nécessaire pour conduire le prolétariat mondial vers la victoire sur la bourgeoisie.

Il faut d'un bout à l'autre de l'Internationale, continuer la lutte vigoureuse contre l'affaiblissement des principes et de la direction bolchevistes au sein du Parti russe, et pour le renforcement des méthodes et de la discipline de tous les partis frères sur la base rigide du bolchevisme.

LE COMITE DIRECTEUR.

Dans la séance du 18 mars du C.D., cette thèse a été adoptée par tous les membres présents.

Contre : Monatte, Souvarine.

S'est abstenu : Rosmer.

DANS LA VOIE TRACÉE PAR LÉNINE

Au cours de l'an dernier une série de désaccords se produisirent au sein de l'ancienne direction du Parti.

Perspective de la Ruhr et du développement de la rivalité impérialiste franco-anglaise, appréciation de la situation d'après Chemnitz, appréciation sur le Labour Party lors de sa victoire électorale, appréciation sur le Bloc oppositional russe, méthodes d'application du front unique, conditions du développement du Parti et rapports avec les grandes organisations ouvrières, rapports du Parti et de l'*Humanité*, application du centralisme dans les conditions données par la réalité, tels furent les principaux objets de nos divergences intérieures.

Pourquoi tous ces problèmes ne furent-ils pas posés en pleine lumière au Congrès de Lyon ? Pourquoi restèrent-ils dans la pénombre ?

Sur la plupart des questions, l'ensemble du Parti n'était pas suffisamment informé parce les grands événements au sujet desquels les divergences s'étaient produites étaient tout à fait récents.

Les divergences ne s'étaient pas encore suffisamment précisées pour aboutir à la formation de courants bien distincts.

Le Parti et sa direction étaient formés de tendances venues de tous les points de l'horizon ouvrier. Ces tendances, après le 4^{ème} Congrès mondial, avaient suivi des chemins convergents puis parallèles. Elles s'étaient parfois mêlées pour donner ensuite naissance à de nouveaux courants différents des anciennes tendances. Lors du Congrès de Lyon, l'espoir n'était pas interdit de fondre définitivement dans le travail commun tous ces courants encore bien imprécis et d'éviter ainsi au Parti de nouvelles crises.

Pour toutes ces raisons, personne ne crut devoir, à Lyon, demander à notre Congrès insuffisamment éclairé de se prononcer entre des tendances encore mal définies et susceptibles de s'unifier en un courant communiste dirigé vers le bolchevisme.

Les diverses tendances mirent en commun tout ce qu'elles pouvaient dans des résolutions qui furent votées à l'unanimité.

Après Lyon, la situation mondiale et nationale évolua avec une grande rapidité. Le recul de Chemnitz développa ses conséquences inter-

nationales, le Labour Party au pouvoir gouvernait l'empire britannique pour le compte de la bourgeoisie anglaise, les problèmes de l'économie russe posés d'une manière aiguë et la discussion dans le Parti russe qui en résultait nous furent mieux connus. En France la vie chère montait et le franc accélérât sa chute. Les classes moyennes s'inquiétaient et dans de nombreuses grèves le prolétariat commençait à bouger. Nous sentions les approches d'une grande bataille de classe se déroulant sur le double terrain des grèves et des élections législatives.

Le développement de ces grands événements ne créa pas les tendances dans la direction du Parti, mais les obligea à se préciser et à grandir.

On put bientôt clairement discerner dans le Parti : une droite, un centre et une gauche.

La droite, représentée par Rosmer et Souvarine et à laquelle nous eûmes la douleur de voir s'allier Monatte, prit clairement position dans la question russe et dans la question anglaise. Elle atténua la critique vis-à-vis du gouvernement travailliste et sous le couvert de la neutralité favorisa l'opposition russe. Elle nia qu'il y eût un commencement de crise dans le Parti français, elle nia l'existence de courants internationaux dans le mouvement communiste mondial. Elle prétendit que les crises des divers Partis devaient être localisées, que chaque section devait s'occuper de ses propres affaires intérieures et ne se mêler à celles des autres sections que pour ne pas prendre parti entre les tendances.

Elle manifesta en toutes circonstances un pessimisme dangereux qui est en elle le reflet du recul momentané de la Révolution mondiale obligée à la retraite d'Octobre en Allemagne.

Sous le couvert de la lutte pour l'unité formelle du Parti russe et de l'Internationale, elle développa avec amertume une réelle hostilité vis-à-vis du Comité Central du Parti russe, de la nouvelle direction du Parti allemand et du Comité Exécutif de l'Internationale.

La gauche affirma dès l'abord la ligne politique, qui fut ensuite proclamée comme juste par l'Internationale.

Elle ne cessa de mettre en avant la nécessité de se préparer aux grandes luttes ouvrières qui s'annonçaient en France. Elle proclama la nécessité pour le Parti de ne pas rétrécir son hori-

zon à la lutte immédiate mais de toujours désigner aux masses par delà les combats quotidiens, le but révolutionnaire : la conquête du pouvoir et l'établissement de la dictature prolétarienne.

La Fédération de la Seine, forteresse de la gauche et de l'Internationale, montra par son travail pratique qu'il ne s'agissait pas seulement de parler mais d'agir. Elle poursuivit une bonne agitation contre la vie chère et activa le travail de formation des cellules communistes d'usine, accomplissant sur le lieu même du travail toutes les tâches du Parti.

La gauche prit nettement position pour la critique impitoyable des travaillistes au pouvoir que nous devons sans cesse pousser à agir dans l'intérêt de la classe ouvrière.

La gauche soutint résolument la nouvelle direction du Parti allemand et se rangea aux côtés du Comité central du Parti russe et du Comité exécutif de l'Internationale. Elle manifesta la confiance la plus entière dans l'avenir du mouvement ouvrier animé par l'unité renforcée des Partis Communistes et de l'Internationale sur la base du bolchevisme.

Entre la droite et la gauche, le Centre hésita. Il ne comprit pas tout de suite la portée immense des problèmes qui se posaient devant nous. A la direction du Parti nous le vîmes avec regret bloquer parfois avec la droite. Mais les camarades du Centre, sincèrement attachés à l'Internationale, prirent une position nette dès qu'ils virent clairement, où allait la droite.

Nous pûmes, en fin de compte, voter avec le Centre les thèses élaborées en commun et que publie le *Bulletin*.

Ces thèses ont été votées à l'unanimité moins 3 voix, des membres présents du Comité directeur. Nous avons eu le regret de voir Monatte et Souvarine se prononcer contre elles et Rosmer s'abstenir.

Nous devons dire au camarade Souvarine que par la rupture du travail en commun dans le Bureau politique, par ses violations répétées des décisions de la direction du Parti, par sa ligne politique qui s'éloigne de plus en plus de celle de l'Internationale, il se meut dans une direction dangereuse.

Il est tout juste temps qu'il se ressaisisse.

Nous ne voulons figer personne dans une attitude politique erronée ; nous ne voulons enchaîner personne à ses erreurs passées.

A tous ceux qui feront un effort loyal pour retrouver le chemin nous tendrons fraternellement la main.

Lénine est mort, le guide génial du prolétariat n'est plus.

Mais le bolchevisme, le léninisme, le marxisme en action, forment le précieux patrimoine du prolétariat mondial et de l'Internationale communiste.

La vieille garde bolchevique, formée à l'école de deux révolutions, 1905 et 1917, est l'âme du mouvement ouvrier et du communisme.

Sur la base du léninisme, du bolchevisme, l'Internationale doit unir toutes ses forces pour compenser dans la mesure où c'est possible la disparition de Lénine.

Notre mot d'ordre est clair :

Pas de débolchevisation du Parti russe, mais au contraire, bolchevisation de tous les Partis Communistes.

Là est le secret de la victoire décisive du prolétariat sur la bourgeoisie à l'échelle mondiale.

Albert TREINT.

In *Bulletin Communiste* n°13 du 28 mars

1924

III. La « bolchevisation » du parti français

En mai, au congrès fédéral de la Seine les positions de Treint sont confortées et les secrétaires fédéraux finissent par se rallier à la position de l'Internationale. Rosmer, et Monatte sont de plus en plus isolés, mais la possibilité de discuter et de se défendre existe encore. Aux deux articles de Treint « Contre tout thèse révisionniste » et « Contre la droite internationale », Monatte riposte dans deux articles où il réfute les accusations de Treint.

La direction du Parti reçoit une lettre de félicitation de Zinoviev pour les brillants résultats obtenus lors des récentes législatives (26 députés élus). La bataille dans le parti communiste français est affaiblie par l'absence de Souvarine qui comparait devant le l'Internationale où la délégation française tente de lui interdire de présenter sa défense.

Il faut préparer le prochain congrès qui aura lieu à Paris au début de 1925 et pour ce faire gagner toutes les fédérations aux thèses de Treint et de l'Internationale. Au mois de Juin, la victoire est totale, et Treint revient au bureau politique. Tous les moyens sont mis en œuvre dans le parti et dans sa presse. Ce n'est pas par hasard que les premiers articles de Staline sont publiés dans le *Bulletin Communiste* repris en main par Treint, et de mai à juillet seront publiés « en feuilleton » chaque semaine « les bases du Léninisme » de Staline.

Les événements extérieurs - le XIII^e congrès du parti russe et le V^e congrès de l'Internationale - vont accentuer la pression et le laminage du parti. A ce V^e congrès, Rosmer est présent, Monatte ayant refusé de faire le voyage. C'est évidemment Zinoviev qui est chargé de faire le compte-rendu d'activité : il développe l'idée que depuis un an l'IC lutte à juste titre contre la Droite, en y consacrant 90% de son activité. Il condamne aussi « la Droite française » : « *L'Exécutif fera son possible pour ne pas laisser se développer non plus la droite représentée par Souvarine qui se réfute lui-même à mesure qu'il parle davantage et qui en général n'a pas de pire ennemi que lui-même et par Rosmer et Monatte dont nous attendons mieux. Le Parti français a combattu justement et résolument cette tendance* ».

Souvarine est exclu par le V^e Congrès de l'Internationale Communiste. Le groupe Treint entre en force à l'Exécutif de l'IC : Sémard sera vice-président, Treint et Sellier, délégués titulaires (Jerram, Girault, Doriot suppléants) et le bureau politique est composé de Sémard, Cremet, Treint, Girault, Marrane, Sellier, Cachin).

« *Le V^e congrès, dit Rosmer, a bolchevisé à tour de bras et dans toutes les langues* ».

Dès son retour, Rosmer parle du testament de Lénine ; la direction riposte en parlant de ragots et de calomnie. Le problème pour la direction treintiste est délicat à résoudre car le groupe Rosmer respecte scrupuleusement la discipline du Parti. La direction va alors demander au groupe de Rosmer d'agir vraiment contre la « droite ». Cette méthode est en contradiction avec la conscience de ces militants : elle les somme de se plier ou de démissionner. Rosmer et ses amis refusent en particulier d'écrire un article contre le suédois Höglund qui vient d'être exclu du PC et de l'Internationale. En même temps, la direction étouffe leurs protestations en les écartant de toute discussion.

Pourtant le discours de Trotsky au XIII^e congrès du parti communiste russe est publié dans le *Bulletin Communiste* treintiste : il est important car il donne une étude et une définition de la bureaucratie et des conséquences des 200 000 recrues de la « promotion Lénine ». Mais il est suivi de la réponse de Staline qui présente les nouveaux arguments officiels dans le parti russe. Et c'est Zinoviev qui dans la conclusion de son discours au V^e congrès mondial annonce la nouvelle définition du Front unique ouvrier, la nouvelle période caractérisée comme « démocratique pacifique » et l'imminence de la révolution prolétarienne mondiale.

Tous doivent appliquer les nouveaux principes : Dunois est écarté de l'exécutif de l'Internationale et même Sellier, jugé trop mou, est rétrogradé au rang de secrétaire adjoint. Sémard, en pointe dans la lutte contre le souvarinisme et le trotskysme, devient Secrétaire général. Ancien syndicaliste-révolutionnaire, il paraît le mieux placé pour combattre Monatte. En septembre 1924, Monatte, Rosmer et leurs amis sont violemment pris à partie. Ils décident d'écrire une lettre de protestation à la direction du Parti. Les mœurs politiques ont changé, et la direction refuse de publier leur lettre. Le 22 novembre, Monatte, Rosmer et Delagarde décident de la publier. C'est ce qu'attendaient évidemment leurs adversaires. La conférence du 5 décembre les exclut.

Il est intéressant de voir qu'en six mois l'attitude des treintistes s'est modifiée : ils avaient publié le texte de Souvarine et c'est le congrès de l'IC qui l'avait exclu... Dans le cas de Monatte, Rosmer et Delagarde, en refusant de publier leur lettre, la direction les obligeait à prendre la responsabilité de la rendre public, et ensuite elle en a pris prétexte pour les exclure précipitamment, deux mois avant le congrès du Parti.

Comment cela fut-il possible ?

Outre le manque de formation, la jeunesse des nouvelles recrues du parti, les méthodes de Treint s'appuyaient sur une orientation politique : la situation étant soi-disant révolutionnaire, toute critique risquerait d'affaiblir le parti avant une échéance décisive. Les positions de l'opposition française sont présentées comme un sabotage qui remet en cause non seulement le parti, mais aussi l'issue de la révolution proche. Cette analyse est confortée par des appréciations fausses sur le mouvement des masses : la participation populaire importante lors du transfert des cendres de Jaurès au Panthéon témoigne selon les treintistes de l'aspiration à la révolution des masses ouvrières et de l'influence communiste en progression dans le prolétariat... La grève victorieuse des sardinières de Douarnenez est interprétée dans le même sens. On comprend alors que l'essentiel des arguments opposés à Monatte et à Rosmer soit leur pessimisme, leur manque de confiance dans la révolution qui s'avance.

Le 1^{er} janvier 1925, Souvarine décide de reprendre la parution du *Bulletin communiste* et se déclare « exclu, mais communiste ».

Les exclus ne fonderont pas un autre parti, car ils pensent toujours qu'il faut se battre pour redresser le Parti, pour faire vivre les cellules d'entreprise et éviter l'échec des commissions syndicales.

Contre toute Thèse révisionniste

LE Bulletin publie la résolution que Souvarine a opposée aux thèses du Comité Directeur votées à la presque unanimité.

Cela est d'autant plus regrettable que les divergences principales qui portaient sur la question russe semblent maintenant définitivement résolues dans notre Parti frère de là-bas.

La Conférence des secrétaires fédéraux, véritable Comité Directeur, élargi par la participation de toutes les Fédérations, a approuvé à une écrasante majorité l'effort fait par la direction du Parti dans le but de rallier autour du Comité Central russe et de l'Exécutif de l'Internationale toute la section française.

La résolution Souvarine est dans son ensemble une répétition résumée des opinions qui ont prévalu au 3^{ème} Congrès mondial.

Elle analyse en outre la situation dans diverses sections de l'Internationale. Nous ne nous attarderons pas à discuter ligne par ligne ou mot par mot.

Nous voyons très clairement que toute cette thèse sert à vêtir d'une phraséologie révolutionnaire et communiste l'amorce d'une tentative de révision du bolchevisme.

La résolution de Souvarine dit :

« ...le rôle éventuel de l'Internationale étant de rechercher la base sur laquelle le Parti (russe) dans son ensemble, rejetant à l'arrière-plan toutes les divergences secondaires, est résolu à poursuivre son œuvre fondamentale. »

Voilà un membre de phrase qui n'a l'air de rien et qui cependant en dit long.

Ainsi, nous rejetons à l'arrière-plan toutes les divergences secondaires. Cela signifie évidemment, que nous soumettons à l'examen de l'Internationale les questions essentielles.

Eh bien, c'est pour résoudre ces questions essentielles que Souvarine demande à l'Internationale de rechercher une base.

Nous pensions nous que cette base existait et que c'était le bolchevisme.

Rechercher une base, c'est remettre en question la doctrine, la politique, la méthode et la tactique bolcheviques qui ont triomphé à la 13^{ème} Conférence du Parti russe à l'unanimité moins trois voix.

Demander à l'Internationale de rechercher une nouvelle base, qui ne pourrait être que différente du bolchevisme, c'est tenter de dresser l'Internationale contre le Parti bolchevique.

Si une telle tentative réussissait, si le 5^{ème} Congrès mondial donnait une majorité favorable au Bloc oppositionnel russe, ce serait un grave danger.

L'opposition entre le Parti russe et l'Internationale ne pourrait que favoriser le fractionnement de tous les Partis communistes.

Cela, joint au divorce entre l'Internationale et la Révolution russe qui en résulterait, affaiblirait le mouvement communiste mondial et en compromettrait le développement.

Le jour où dans le Parti russe, chaque cellule de l'armée rouge, chaque cellule d'usine, chaque noyau communiste des institutions soviétiques, politiques et économiques deviendrait le théâtre d'une lutte de fractions dans laquelle l'une pourrait dire : Je suis avec le Parti bolchevique et dans laquelle l'autre pourrait répondre : Je suis avec l'Internationale : ce jour-là il y aurait danger de décomposition de tous les organes du Parti bolchevique.

Le trouble s'emparerait des ouvriers sans parti qui n'ont jamais eu jusqu'ici à distinguer entre le Parti et l'Internationale. La petite-bourgeoisie de la *Nep* relèverait la tête.

Et la Révolution russe serait gravement menacée.

Il est évident, dès maintenant, que ce péril est écarté et que la majorité de l'Internationale se rangera aux côtés du Comité Central russe.

Mais il est non moins évident que si une importante minorité s'opposait dans l'Internationale au Parti bolchevique, il y aurait affaiblissement de l'autorité du Comité Central russe et de l'Exécutif de l'Internationale.

Et il en résulterait inévitablement un affaiblissement correspondant de la Révolution russe et du mouvement communiste mondial.

Le devoir des communistes est donc de lutter avec la plus grande énergie dans toutes les sections de l'Internationale contre toute tentative révisionniste afin de rassembler autour du Comité Central russe la presque unanimité de l'Internationale.

La tentative révisionniste amorcée par Souvarine s'accompagne de phénomènes bien inquiétants.

Notre opposition française cherche à affoler l'opinion du Parti en criant bien fort : On cache quelque chose aux Partis communistes !

Que cache-t-on ?

Sont-ce les thèses de Radek et de Trotsky sur la situation allemande ? Elles ont été envoyées au Parti allemand par-dessus la tête du Comité Central russe et sans avoir été communiquées à celui-ci.

Est-ce la brochure *Le Cours Nouveau*, de Trotsky ? Si Souvarine a eu la bonne fortune de la recevoir avant les organismes réguliers du Parti n'eût-il pas mieux fait, au lieu de la brandir devant l'Assemblée fédérale de la Seine, de la confier pour traduction et utilisation documentaire à la direction du Parti ?

La discussion russe n'a-t-elle pas été libre, trop libre même, dans la *Pravda* ?

L'Internationale n'a-t-elle pas publié dans la *Correspondance Internationale* les principaux documents de l'opposition et de la majorité ? Sur la demande de l'Internationale, le Bureau politique de notre Parti n'a-t-il pas demandé à Souvarine de faire publier en brochure ces documents ?

Quand Souvarine favorisait l'opposition russe dans le *Bulletin*, ne publiait-il pas les documents importants de la majorité avec un tel retard que la *Vie Ouvrière* a publié un rapport de Zinoviev avant le *Bulletin Communiste* ?

Que signifient ces paroles de Souvarine à l'Assemblée fédérale de la Seine: « Il y a quelque chose de pourri dans le Parti et dans l'Internationale. Il faudra y porter le fer rouge ! »

Et cela parce que Souvarine prend toute discussion des opinions politiques de Trotsky pour une calomnie à l'adresse de ce dernier.

Nous aimons beaucoup Trotsky, nous l'admirons encore plus. Mais quand nous estimerons qu'il se trompe, nous ne le suivrons pas !

Que signifie toute cette campagne pour la démocratie, entreprise d'un bout à l'autre de l'Internationale, si nos camarades de l'opposition qui en ont été ici les promoteurs, prétendent placer Trotsky au-dessus de toute discussion démocratique à l'intérieur des Partis et de l'Internationale ?

Rien n'est plus dangereux pour un mouvement révolutionnaire que de placer un homme, si grand soit-il, au-dessus de toute critique politique.

Que signifie cette pénible apologie sentimentale de Trotsky que notre opposition a tenté à la Conférence des secrétaires fédéraux, de substituer à la discussion des grands problèmes de la Révolution russe ?

N'est-ce pas une calomnie et la pire lorsque l'opposition française crie : « On veut exclure Trotsky », alors que le Parti russe a adopté une résolution disant : « Nous ne concevons pas le Bureau politique sans la participation de Trotsky » ?

Jamais rien de semblable n'avait été fait jusqu'alors dans le Parti bolchevik !

Mais, évidemment, cela ne signifie pas que le Parti russe devra appliquer les résolutions proposées par Trotsky quand elles seront mises en minorité. [...]

Et puis, au cours de nos discussions dans le Comité Directeur, nous avons entendu d'étranges arguments. Notre opposition a parlé de courtisane de l'Internationale, de thèses importées, d'émissaires du Parti allemand du mandat mystérieux du délégué de l'Exécutif de crise : artificiellement fabriquée en France par les Russes, d'ingérence minimum dans les affaires des Partis frères.

C'est un langage que nous étions déshabitués d'entendre depuis le 4^{ème} Congrès mondial et nous ne nous attendions, certes pas à le retrouver dans la bouche de camarades comme Rosmer et Souvarine.

Et puis, nous avons vu Souvarine comprendre d'étrange façon la démocratie dans le Parti.

Quand la gauche fut minorité dans le Comité Directeur, elle ne put s'exprimer ni dans l'*Humanité*, ni dans le *Bulletin*, ni dans les secteurs parisiens. Et cependant elle était pleinement d'accord avec l'Internationale comme l'a affirmé depuis devant le Comité Directeur le délégué de l'Internationale. Quand Souvarine mis en minorité sur d'importantes questions politiques dut abandonner la direction du *Bulletin*, il donna l'ordre de détruire les articles déjà composés.

Cette démocratie-là, personne n'en voudra dans le Parti.

Mettre au-dessus de tout, non seulement le droit formel, mais l'arbitraire de quelques-uns ; ne pas subordonner la démocratie à l'intérêt du Parti et de la révolution signifierait, en effet, le plus grave danger de décomposition du Parti.

Souvarine tente dans sa résolution d'amorcer une tentative révisionniste. Il parle bien de rechercher une base. Il ne dit pas laquelle. Mais tous les arguments développés par l'opposition française ne laissent pas de nous inquiéter fortement.

Nos camarades de l'opposition russe sont bien mal défendus en France. Il serait nécessaire que les plus éminents d'entre eux nous donnent publiquement leur opinion là-dessus.

Quant à nous, nous restons fermement attachés à la vieille garde du Parti bolchevik.

Il n'y a pas en France de vieille garde. Une vieille garde se forme à travers des luttes bien autrement sévères que celles que nous avons vécues. Mais la vieille garde en France ne saurait se former dans la lutte contre la vieille garde du Parti russe.

Nous sommes résolument contre toute révision du bolchevisme.

Plus que jamais nous disons :

Pas de bolchevisation du Parti russe mais au contraire bolchevisation de tous les Partis communistes.

Albert TREINT.

in *Bulletin Communiste* n° 15 du 14 avril 1924

Première Réponse à Treint

L'autre semaine, Treint écrivait ici :
« Monatte ne cesse de parler de la nécessité d'une Gauche ouvrière dans le Parti. »

J'ai été bougrement surpris. Je me figurais n'avoir pas encore commencé à en parler. Mais l'occasion est véritablement trop belle pour que je ne me mette pas à en parler sérieusement.

D'autant que cela me chiffonne de voir tous ceux qui dénie la moindre utilité aux tendances dans le Parti, tous ceux qui se proclament à grands cris antifractionnistes constituer une tendance, organiser leur fraction. Pourquoi, diable, ceux qui pensent qu'une Gauche ouvrière rendrait de gros services au Parti, n'en feraient-ils pas autant ?

On nous a d'ailleurs classés en tendances. Mais la géographie de Treint est fantaisiste. Sa classification ne me convient pas. J'ai beau me regarder dans la glace, non seulement je ne me trouve pas la tête désespérée d'un pessimiste, mais je ne me vois pas un type de Droite. Sincèrement je me vois mal à la droite de Cachin et de Sellier, de Renoult et de Rappoport, de Treint et de Sémard.

Si l'on veut absolument fractionner le Parti, je demande la liberté de ne loger ni dans la Droite, ni dans le Centre, ni dans la Gauche et de m'installer dans un petit coin qui s'agrandira, j'espère, et qui a une enseigne toute désignée : la Gauche ouvrière.

Déjà, au moment du Congrès de Paris, à quelques-uns, nous ne nous étions pas sentis en conformité d'idées complète avec la Gauche proprement dite et nous avons publié une déclaration distincte. Elle était destinée particulièrement à briser la manœuvre de Frossard tendant à entraîner dans la résistance les militants de la C.G.T.U. et à les dresser contre Moscou. Nos efforts d'alors n'ont pas été complètement inutiles.

Néanmoins la Gauche ouvrière était restée dans les limbes. Elle y est encore, d'ailleurs. Elle y resterait, probablement, si nous ne voyions devant nous d'autres fractions se former, se réveiller. La constitution d'une première fraction entraîne mécaniquement les autres à se former.

Treint a une mauvaise vue ; il prend sa gauche pour sa droite. Cela ne m'affecte pas autrement ! Je me souviens d'appréciations plus blessantes. Sans remonter au mois d'août 1914 – pourtant ce serait bientôt une tare d'avoir été internationaliste à ce moment-là – j'ai eu le tort, un certain nombre de fois, d'avoir raison six ou douze mois trop tôt, dans la scission syndicale, sur le front unique, à propos des conseils d'usines, etc..

Je n'apporte rien au Parti que critique absolument stérile, affirme Treint.

Voyons ça.

J'avoue qu'en entrant au Parti, je me suis promis de demeurer le plus longtemps possible dans le rang et de travailler à ce que je connaissais le mieux, c'est-à-dire l'action syndicale. Je m'y suis cantonné. Quand je dis aujourd'hui que les commissions syndicales existent seulement sur le papier, je parle de ce que je sais.

Il est une chose cependant que je ne savais pas et que je viens seulement d'apprendre par l'article de Treint. C'est pourquoi les commissions syndicales ne fonctionnaient pas, pourquoi, par exemple, une décision prise en décembre par la Fédération de la Seine de réunir chaque mois les secrétaires de commissions syndicales et de cellules d'usines était restée lettre morte pendant quatre mois ?

Il est clair maintenant qu'on s'est refusé, de propos délibéré, à faire fonctionner régulièrement les commissions syndicales.

On s'y est refusé parce qu'on a eu peur d'elles. On a craint qu'elles fassent entendre une voix et accomplissent un travail qui soit ni la voix de la Gauche, ni le travail qu'elle attendait. Plutôt les vouer au silence, à l'inaction, à la vie sur le papier, c'est-à-dire à la mort, que de permettre aux syndiqués communistes d'exprimer une opinion propre, tirée de leur expérience journalière et plus fidèle à l'esprit profond du communisme et de l'Internationale que celle des rabâcheurs de catéchisme.

Cette crainte, on l'explique en invoquant de faux prétextes, en montrant le péril de

laisser entrer le loup dans la bergerie, l'anarcho-syndicalisme dans le Parti.

J'aurais parlé de constituer un réseau de commissions syndicales indépendant de la direction du Parti. J'ai demandé à Treint où et quand j'avais parlé de cela. Rappelle-toi telle réunion de militants quelque temps avant Bourges, m'a répondu Treint. J'ai fait effort pour me rappeler et je ne me suis souvenu de rien de pareil. Je me suis tourné du côté de Sépard. Lui avait l'air de se souvenir. J'ai demandé depuis au délégué de l'I.S.R. Il ne se souvenait de rien de pareil. J'ai tâché de retrouver le procès-verbal de cette réunion ; il a été introuvable. Je me promets, désormais, de ne pas m'aventurer dans une discussion avec Treint sans faire suivre un huissier et une sténo, au moins un gramophone.

Mais si la conception des commissions syndicales qu'on me prête aujourd'hui, on me l'attribuait déjà en septembre ou octobre dernier, je me demande comment on a pu insister alors pour que je rédige la résolution de la question syndicale du Conseil National d'octobre, pour que je prenne le secrétariat de la commission syndicale centrale, pour que je sois le rapporteur, toujours de la question syndicale devant le Congrès fédéral de la Seine et devant le Congrès National de Lyon ? Je ne voulais accepter aucune de ces tâches ou fonctions ; on me força la main.

Vraiment, si l'on estimait que je suis, à l'intérieur du Parti, un reflet de l'anarcho-syndicalisme, je ne m'explique pas tant d'insistance. En tout cas, je dis que ceux qui m'accusent ont été les complices de mes crimes.

En réalité, il n'a jamais été question de constituer un réseau de commissions syndicales indépendant de la direction du Parti. Il a été uniquement question de faire vivre ces commissions d'une vie réelle. Cela m'aurait suffi, car je sais bien que la présence et l'action des ouvriers auraient terrifié le Parti, l'auraient non seulement prolétarisé mais auraient fait dans son sein un contrepoids nécessaire à l'esprit parlementaire et à l'esprit blanquiste ou putchiste.

Avoir demandé cela, continuer à le demander, ce n'est pas faire œuvre stérile mais au contraire œuvre extrêmement féconde. Il n'y aura pas de Parti communiste

fort dans le pays sans un puissant mouvement syndical de masses. Le Parti ne sera un véritable Parti communiste, c'est-à-dire ouvrier et révolutionnaire, que le jour où les ouvriers s'y sentiront attirés et où ils s'y sentiront aussi chez eux.

Il ne suffit pas de parler toujours de syndicalisme de masse, il faut comprendre ce que cela signifie et que la pire erreur – je ne sais si elle sera de droite ou de gauche, mais je sais qu'elle serait l'erreur la plus dangereuse – serait de tomber dans le syndicalisme de secte communiste.

Loin de demander au Parti de renoncer au travail syndical, on le voit, je lui demande de faire effectivement du travail, d'en faire davantage et non pas d'avoir simplement l'air d'en faire.

Il faut aussi s'efforcer d'en faire de l'excellent. Nous ne devons pas nous méprendre. Les cadres de militants des syndicats, les syndiqués nous ont ouvert un crédit qui n'est pas infini. Bourges a été plutôt la défaite des anarcho-syndicalistes que notre victoire. Les anarcho-syndicalistes se sont montrés comme les saboteurs de l'organisation syndicale, comme les entrepreneurs de scissions perpétuelles et d'insupportables dictateurs. Nous sommes apparus comme la tendance syndicale qui avait le souci de l'organisation, de l'unité, de la liberté des tendances au sein du mouvement syndical. On a fait confiance à la tendance communiste ; mais on l'attend à l'œuvre.

On ne nous demande pas des miracles ; on nous demande du travail sérieux. La première preuve que nous puissions donner, c'est que nos commissions syndicales fonctionnent utilement, c'est que partout où les communistes conquièrent les postes dans un syndicat, celui-ci marche mieux qu'auparavant.

Il n'est rien de plus stérile que l'optimisme officiel ; ce n'est pas lui qui fécondera quoi que ce soit. Il n'est rien de plus stupide, en outre, que de passer son temps à se situer interminablement, à savoir si l'on est de la Droite ou de la Gauche. En quittant les C.S.R., je me réjouissais d'avoir ouï Besnard et ses continuels : « Il faut se situer, camarades... » En entrant dans le Parti, j'ai retrouvé Besnard sous les traits d'Albert Treint. Avouez que je n'ai pas de chance.

Pierre MONATTE

Bulletin Communiste du 9 mai 1924.

Seconde Réponse à Treint

La réorganisation du Parti sur la base des cellules d'usines

De divers côtés, on me confirme que, non seulement les commissions syndicales existent simplement sur le papier, mais qu'en certains endroits l'esprit communiste ouvrier est brimé par l'esprit politicien – Treint ne manquera pas de voir là une sage résistance au loup syndicaliste – et que chez beaucoup de militants communistes on aperçoit comme une phobie de l'action syndicale.

Tout cela n'est pas surprenant. Depuis longtemps je l'avais senti ou constaté. Pourtant l'on parle à tout propos de prolétariser le Parti. Il s'agit, sans doute, de s'entendre sur ce que l'on comprend par cela.

En tout cas, si l'on n'y porte pas remède, il est facile de prévoir que le vieil esprit social-démocrate regagnera le terrain perdu, derrière un camouflage provisoire et faussement orthodoxe.

Jusqu'ici, c'est par la voie syndicale surtout que le Parti pouvait recevoir de nouveaux éléments ouvriers et s'imprégner de l'esprit prolétarien. L'Internationale s'en était parfaitement rendu compte. Et Zinoviev ne peut savoir à quel point il avait raison lorsqu'il déclarait au IV^e Congrès :

« Après deux ans de parti communiste en France, une bonne partie des communistes, qui seront les meilleurs éléments de notre futur Parti Communiste, se trouvent en dehors du Parti communiste actuel, dans les rangs des syndicats. »

Qui n'a vu, dans les circonstances critiques, des syndicalistes-communistes, simples sympathisants du Parti, faire la besogne que les membres du Parti auraient dû faire et ne faisaient pas ? C'est, d'ailleurs, ce que des adversaires ont reproché longtemps aux syndicalistes-communistes de mon acabit, avant que nous prenions notre carte de membre du Parti. « Ils n'en sont pas membres, disaient-ils, et cependant ils sont toujours les premiers à défendre le Parti lorsqu'il est attaqué. »

Aujourd'hui ces gens s'amusent de voir de quelle façon on nous traite. Certes, si nous étions des communistes de la dernière pluie, nous prendrions mal certains procédés, mais nous en avons vu d'autres et savons tenir le coup. Membres du parti, convaincus de n'y être que pour préparer et servir la Révolution, nous sourions de nous entendre classer à droite, cette droite qui se trouve, paraît-il, tout près de la porte et de l'escalier. Nous pensions bien qu'une fois à l'intérieur du Parti, cela n'irait pas tout seul. Et nous le voyons.

J'ai montré l'autre fois qu'au sujet des commissions syndicales, mon crime, je pourrais dire notre crime, était imaginaire et qu'au contraire c'est nous qui demandons sans l'obtenir, que les commissions syndicales fonctionnent réellement et utilement.

Je voudrais démontrer aujourd'hui que supposer de notre part une hostilité préconçue aux cellules d'usines est une pure stupidité.

Plus fortement que personne nous désirons accroître le contingent ouvrier du Parti et imprégner celui-ci d'esprit prolétarien et révolutionnaire. Hier, le Parti pouvait surtout se prolétariser par son travail syndical ; aujourd'hui, il le peut, d'une autre manière encore, par le travail des cellules d'usines. Nul ne veut d'une volonté plus forte que le Parti soit, non l'organisation des électeurs, mais l'organisation de l'élite prolétarienne, de l'avant-garde ouvrière, pour la conquête de la majorité de la classe ouvrière.

En raison de cela nous ne voulons pas qu'après avoir saboté l'idée des commissions syndicales on sabote celle des cellules d'usines. Nous voulons qu'on n'ait pas l'air de faire des cellules après avoir eu l'air de faire des commissions syndicales. Nous ne voulons pas qu'après avoir joué un an ou deux avec le joujou des commissions syndicales, on fasse un joujou nouveau des cellules d'usines.

Dans les thèses du III^e congrès sur l'organisation des partis communistes, auxquelles il est de mode ces temps-ci de nous renvoyer, il est une recommandation que nos accusateurs ne feraient pas mal de se rappeler :

« Ce qui est particulièrement important, c'est que cette organisation soit accomplie dès le début avec le plus grand soin et après mûre réflexion. Il serait trop facile de répartir dans chaque organisation tous les membres suivant un schéma formel en petits noyaux et d'inviter ces noyaux à agir dans la vie quotidienne du Parti. *Un tel début serait pire que l'inaction.* Il provoquerait aussitôt la méfiance et l'éloignement des membres du Parti contre cette importante transformation. »

Quand j'ai vu les cellules d'usines commencer leur travail par des réunions publiques de leur usine, c'est vrai, j'ai été effrayé. J'ai exprimé mes craintes à la commission syndicale centrale. Je trouve, en effet, que nous abusons de la réunion publique, que tous nos groupements ne savent rien faire d'autre qu'organiser des réunions à grand ou à petit tam-tam. On dirait qu'ils ignorent tous les autres moyens de propagande et qu'ils ne se rendent pas compte que les travailleurs, les militants y compris, ont marre de n'entendre que des discours.

J'ai craint aussi que, par ce système, les militants de nos cellules ne soient fauchés par le patronat. L'expérience n'a que trop vérifié l'exactitude de cette prévision. Or, loin de faire vider nos militants, nous devons réagir contre l'état d'esprit qui les emporte trop souvent à circuler d'une usine à l'autre, sans se fixer nulle part. C'est ainsi que nos militants n'arrivent pas à conquérir une influence réelle et solide. Comment obtiendraient-ils la confiance de leurs camarades d'atelier quand ils ne font que passer ? Comment les usines auront-elles des guides expérimentés et sûrs dans leurs périodes de lutte tant que nos camarades ne connaîtront pas mieux l'air de la maison et les conditions particulières de la lutte ? La confiance ne vient pas en un jour, elle se gagne lentement. En faisant faucher nos militants, nous les empêcherons de gagner et mériter cette confiance.

Dès le début aussi, j'ai vu plus particulièrement, trop particulièrement peut-être, mais je n'arrive pas à disjoindre l'effort syndical de l'effort communiste, le travail utile que les cellules communistes peuvent accomplir au point de vue syndical. A la récente conférence des secrétaires fédéraux, un camarade des Bouches du Rhône disait qu'il n'admettait de la part des cellules un travail syndical important que dans le seul cas d'une usine, d'un millier d'ouvriers par exemple, où les communistes seraient une poignée infime et les syndiqués très rares. Je lui ai demandé alors si ce n'était pas là l'image réduite de tout notre mouvement ouvrier français.

Sur les 15 000 ouvriers français de chez Renault, combien de communistes ? Combien de syndiqués ? Par quels moyens la cellule communiste commencera-t-elle son travail ? N'est-ce pas en poussant le recrutement syndical, en même temps qu'elle tâchera de diffuser les idées communistes, en même temps qu'elle se fera l'écho protestateur des multiples abus qui se commettent journellement ?

L'adversaire des cellules que je serais a demandé aux cellules d'alimenter la rubrique des « sales boîtes » de *L'Humanité*. Cette contribution aurait été la première ébauche du journal d'usine. J'attends encore que les cellules nous fassent des envois.

Ah ! si. Un jour, j'ai reçu et publié une note signée de la cellule de la manufacture d'allumettes de Pantin et attaquant un chef d'équipe. Le lendemain, je recevais un bleu envoyé par un militant communiste de la manufacture et contresigné par tous les ouvriers de l'équipe, déclarant que les faits signalés étaient inexacts ; déclarant en outre qu'aucun des membres du Parti travaillant à la manufacture ne connaissait l'existence de la cellule et n'avait été convoqué pour sa constitution.

Si c'est ainsi que l'on comprend le fonctionnement des cellules, on peut reprendre la formule de l'Internationale et dire qu'un tel début est pire que l'inaction.

Je maintiens qu'il y a eu deux périodes dans la question des cellules d'usines ; avant et après la circulaire explicative de l'Internationale, publiée à la fin de janvier.

Avant, nous avons tous pataugé et, si nous voyons plus clair aujourd'hui, c'est-à-dire où nous voulons aboutir pratiquement, il reste encore à étudier les moyens adéquats à notre

situation française et à fixer les tâches définies et concrètes que doivent accomplir les cellules.

Il faut transférer le Parti de la base des sections de quartier sur celle des cellules d'usines, c'est entendu. Mais la France n'est pas un pays de grande industrie, mais l'industrie parisienne ne compte pas seulement des usines rassemblant des milliers d'ouvriers. La plus grande part des ouvriers membres du Parti travaillent-ils dans la grande industrie ? Ce n'est pas sûr. Beaucoup travaillent dans la moyenne ou petite industrie, soit que les conditions de travail y soient supérieures et moins draconiennes, soit qu'ils y aient été rejetés par la chasse aux militants faite par le patronat.

Cette situation de fait ne peut être méconnue. Elle oblige à entrevoir, pour une période assez longue, la co-existence des sections de quartier et des cellules d'usines.

Elle devrait obliger, en outre, toutes nos Fédérations à recenser les usines, chantiers, magasins occupant dans leur ressort plus de mille ouvriers et à commencer sans bruit, dans chacune d'elles, un travail de pénétration, un travail de termites. L'organisation des cellules, dans les autres, viendrait tout naturellement, par surcroît.

Il ne faut pas copier strictement la structure et les méthodes du parti français sur celles du parti russe. Je ne parle pas celles du parti allemand, puisque Zinoviev vient d'écrire : « Nous sommes obligés de constater que le P.C.A. n'a pas encore à sa base des cellules d'usines. » Il faut s'inspirer de la structure du parti russe, sans oublier que les cellules d'usines n'ont pas en Russie à redouter les coups du patron. Si nous voulons sauvegarder nos membres et leur action, des précautions sont nécessaires. Cette prudence ne peut s'appeler de la lâcheté.

Et maintenant, comment assurer la prédominance dans le Parti à l'élément prolétarien, aux membres des cellules ? Le moyen me paraît simple. En reconnaissant aux cellules leur droit de représentation dans toutes les assemblées et Congrès du Parti. Ainsi, les éléments prolétariens auront une double représentation, celle de la cellule et celle de la section de quartier à laquelle ils continueront de participer. Ce double poids assurera leur prédominance certaine. Les autres systèmes me paraissent trop compliqués et je doute qu'ils puissent fonctionner.

Voilà comment j'entends affaiblir l'action communiste dans les usines. Je pense que les différents essais de conseils d'usines n'auraient pas été des feux de paille s'ils avaient pu s'appuyer au sein de chaque usine sur la cellule communiste ayant ses propres tâches et sur la section syndicale d'usine ayant les siennes.

Ces trois organismes, nous n'arriverons pas à les faire jouer sans heurts du premier coup. Mais que les expériences nous profitent ! Or on ne paraît guère se soucier de tirer le fruit des expériences que le mouvement nous amène à faire. Au lendemain de la grève Citroën, j'ai demandé avec insistance et obtenu la promesse d'une réunion commune où des militants du Parti, appartenant les uns à la cellule, les autres aux syndicats, les autres enfin au conseil d'usine pour étudier les frottements qui s'étaient produits entre eux et rechercher le moyen que de tels accrocs ne se reproduisent plus en pareille circonstance. La promesse n'a pas été tenue. La réunion n'a pas eu lieu. Le bénéfice d'une expérience-type a été perdu. Je veux croire que c'est simplement parce qu'on n'en a pas vu l'intérêt.

P.S. – Ma première réponse à Treint, l'autre semaine, était embellie de deux coquilles de taille.

J'avais écrit, avant-dernier paragraphe de la 2^{ème} colonne, page 461, que « la présence et l'action des ouvriers auraient *tonifié* le Parti. » On m'a fait dire : *terrifié*...

Pour terminer, je disais : « En quittant les C.S.R., je me réjouissais d'avoir *fui* Besnard et ses continuels « il faut se situer, camarades... » En entrant dans le Parti, j'ai retrouvé Besnard sous les traits d'Albert Treint. Avouez que je n'ai pas de chance. »

On m'a fait dire *ouï* au lieu de *fui*.

Non, décidément, je n'ai pas de chance.

Pierre Monatte

Bulletin Communiste du 16 mai 1924

A propos de quelques démissions

Dans la lettre ci-dessus, les camarades de l'Humanité qui ont démissionné en corps, enfoncent, une fois de plus, un certain nombre de portes ouvertes.

Ils apportent beaucoup de fermeté à défendre la publication en France de Cours Nouveau du camarade Trotsky.

Or personne, à la direction du Parti, ne pouvait appréhender de voir publier quelque écrit que ce soit du camarade Trotsky. Ce dont nous nous plaignons et ce dont les camarades démissionnaires n'ont pas écrit un mot, c'est de ceci :

1° Les conditions clandestines dans lesquelles la brochure a été éditée ;

2° De l'avertissement et de la préface de bataille, signés du camarade Souvarine, dont on a fait précéder la brochure ;

3° Du fait que, tout en reprochant au Comité Directeur de « cacher quelque chose au Parti », le camarade Souvarine gardait par devers lui les articles du camarade Trotsky alors que le texte était destiné à la Direction du Parti et non pas au camarade Souvarine.

Les camarades démissionnaires protestent contre le qualificatif de « gamineries » que nous avons appliqué à ce stratagème ? Ils ont peut-être raison, c'est d'un mot beaucoup plus sévère qu'il eût fallu qualifier une suite d'actes aussi contraires à la discipline d'un Parti communiste.

Pour satisfaire au désir de nos camarades, nous donnons ci-dessous le texte de leurs lettres de démission. Les camarades du Parti n'y verront sans doute qu'une chose : la faute commise par un certain nombre de camarades responsables qui, en contradiction formelle avec les décisions du 4^{ème} Congrès mondial, ont démissionné de leur poste et, circonstance aggravante, l'ont fait à la veille du 1^{er} mai et en pleine bataille électorale.

Qu'ils ne se réfugient pas, surtout, derrière la concession qu'ils ont faite en assurant leurs fonctions jusqu'à ce que leur remplacement fût assuré. S'ils n'avaient pas fait cela, ils savent bien qu'ils n'auraient même plus aujourd'hui la possibilité d'écrire dans le Bulletin Communiste ou dans quelque organe que ce soit de la presse communiste.

Louis SELLIER

Paris, le 23 avril 1924

Camarade Sellier,

Treint continue dans les colonnes du *Bulletin Communiste*, ses mensonges et ses divagations. Bureau politique et majorité du Comité directeur se taisent, donc approuvent ce travail de fraction.

Est-il besoin de te dire que nous sommes résolument adversaires des thèses récemment votées par la majorité du Comité directeur et que, depuis leur vote, nous ne nous sentons guère à notre aise dans des postes que logiquement devraient occuper des camarades partageant le point de vue de la majorité du Comité directeur.

L'*Humanité* est, paraît-il, en train « de faire perdre au Parti sa claire figure communiste ». Dans l'intérêt même du Parti, il est du devoir du Comité directeur de mettre fin à cette situation. Que les vrais communistes, que ceux qui sont « dans la ligne » viennent redonner à l'*Humanité* la « claire figure communiste » qu'elle a perdue.

Nous t'adressons notre démission des fonctions dont nous avons la charge à l'organe central du Parti.

Nous le faisons avec le sentiment qu'un travail urgent de redressement du Parti s'impose. La besogne de fraction accomplie par Treint depuis le Congrès de Lyon a jeté le Parti dans la confusion complète. Le travail journalier du Parti ne s'accomplit plus que dans le

gâchis. Le Parti n' pas réagi contre le travail de fraction accompli par Treint parce qu'il est paralysé par un fractionnarisme stérile et envahisseur.

A l'heure où la campagne électorale bat son plein et où le Parti donne l'impression qu'il y participe surtout dans l'intention de conquérir des sièges, il est normal que les membres du Parti issus du syndicalisme révolutionnaire soient traités en pestiférés et même menacés d'exclusion.

Nous ne pouvons prendre la responsabilité de nous associer à une politique qui conduit, en même temps que le Parti, l'*Humanité* à la faillite.

Etroitement solidaires de Monatte, nous te prions instamment, comme lui, de procéder à notre remplacement *sans délai*. Bien entendu, nous assurerons notre travail jusqu'au moment – que nous espérons très proche – où nos remplaçants seront désignés.

Nous rentrons dans le rang.

Nous y serons plus à l'aise pour défendre notre point de vue :

Celui d'un Parti communiste où les ouvriers ne seraient pas des figurants, mais le vrai moteur de l'organisme tout entier ;

D'un Parti communiste qui comprendrait la nature et l'importance exactes du travail syndical ;

D'un Parti communiste où le centralisme mécanique céderait la place au centralisme animateur ;

D'un Parti communiste d'où seraient bannies les crises artificielles de direction qui démoralisent et détournent de leur travail les militants du rang ;

D'un Parti communiste qui aurait à cœur d'être une vraie section de l'Internationale.

Nous y serons aussi plus à l'aise pour lutter – tâche accessoire mais nécessaire – contre ceux qui sont en train de saboter et le Parti et le mouvement ouvrier.

A. ROSMER, CHARBIT, D. ANTONINI,
V. GODONNECHE, CHAMBELLAND.

Paris, le 22 avril

Mon cher Sellier,

Je viens de prendre connaissance, aujourd'hui seulement, du *Bulletin Communiste* du 18 avril.

Tu ne seras pas surpris que je t'adresse ma démission de rédacteur de l'*Humanité* et de chef de la rubrique de la *Vie Sociale*.

Il est tout naturel que l'organe central du Parti reflète exactement la pensée de la majorité de son Comité directeur.

Il est donc non moins naturel que je laisse à des camarades partageant cette pensée les fonctions que j'ai occupées depuis un an.

Simple membre du Parti, j'aurai les coudées plus franches pour défendre mon point de vue.

Bonne poignée de main.

P. MONATTE

Camarade Sellier,

Dans ton article intitulé : « Le Cours Nouveau et le Parti français », paru dans le n°19 du *B.C.*, nous lisons ces lignes :

« Un filet trépidant passé dans l'*Humanité* pour recommander la lecture du « Cours Nouveau », un grand nombre d'exemplaires envoyés *gratuitement* dans les fédérations, six démissions parmi la rédaction de l'*Humanité*, et le tour est joué : on tente de constituer une fraction dans le Parti, sous prétexte de défendre les idées et la personnalité mêmes du cama-

rade Trotsky, qui ne sont en accusation ni devant le Parti russe, ni devant le Parti français, ni devant l'Internationale.

« Un pareil stratagème serait seulement ridicule et constituerait une simple gaminerie s'il ne risquait d'induire nos fédérations en erreur et de jeter un certain trouble dans l'esprit de quelques camarades dont la bonne foi pourrait se trouver surprise. »

Depuis qu'est commencée la discussion de vos fameuses thèses, nous sommes accoutumés à voir déformer, de la manière la plus grossière et la plus impudente nos écrits, nos paroles et nos actes. Pourtant – sans doute sommes-nous encore bien naïfs – nous avons été stupéfaits de voir ta signature sous les lignes citées plus haut. Comme déformation, il n'y a rien de mieux. Nous espérons que tu nous permettras de procéder dans le *B.C.* à une mise au point que nous faisons aussi brève que possible ;

1. – La publication du « Cours Nouveau » et nos démissions n'ont aucun rapport.

2. – Nous avons décidé de donner une traduction française du « Cours Nouveau » parce qu'il nous a semblé que cette brochure constituait un élément d'information indispensable aux membres du Parti, dans la discussion présente. Tu rappelles que le C.D. avait décidé de publier « les articles maîtres du camarade Trotsky ». Mais ces « articles maîtres » avaient déjà paru dans le *B.C.*, tandis que les autres, que nous considérons également comme des « articles maîtres », restaient inaccessibles aux camarades français.

3. – Si c'est un crime d'avoir publié le « Cours Nouveau » en français, alors nous en sommes coupables au même titre que Souvarine.

4. – Nous ne sommes pas de ceux qui, dans le Parti, manoeuvrent et ont recours à des stratagèmes. Nos actes, comme nos paroles, sont clairs. La raison de nos démissions de l'*Humanité*, tu la connais fort bien, puisque nous te l'avons indiquée par écrit. Nous avons accepté de n'en pas parler, mais puisque c'est toi qui soulèves la question dans le but de nous nuire auprès des camarades du Parti, nous insistons pour que nos lettres de démission soient publiées à la suite de cette mise au point.

5. – Il n'y a pas eu le moindre complot de notre part. Nos démissions ont été données à l'insu du camarade Souvarine qui, sur ce point, a adopté une autre ligne de conduite que nous. Ce que tu n'ignores point puisque tu nous l'as donné en exemple.

6. – Tu sais bien aussi que, s'il y a une fraction constituée dans le Parti, c'est celle constituée par Treint et ses amis, puisque tu t'en es plaint devant nous à plusieurs reprises. Il est clair que si cette fraction est tolérée et même encouragée, d'autres, comme c'est inévitable, se formeront.

7. – Tu fréquentes sans doute peu les sections du Parti. Pour notre part, nous avons constaté que non seulement les idées du camarade Trotsky sont mises en accusation devant le Parti français, mais encore qu'elles le sont de la façon la plus grotesque et la plus odieuse, après avoir subi les déformations les plus extravagantes.

8. – Les frais de la publication du « Cours Nouveau » ont été supportés par un certain nombre de camarades qui ont jugé utile cette publication que le Parti n'aurait pas faite. Nous voudrions savoir pourquoi tu soulignes le fait qu'un service gratuit a touché les fédérations. Nous ne voyons là rien d'extraordinaire, à moins que le mot « gratuitement » souligné ait, à tes yeux, un sens qui nous échappe.

9. – Il y a bien des manières d'imiter Ponce Pilate ou de commettre des gamineries. Nous n'en connaissons, ni n'en pratiquons aucune.

Salutations communistes.

**D. ANTONINI, M. CHAMBELLAND, F. CHARBIT,
V. GODONNECHE, P. MONATTE, A. ROSMER.**

Bulletin Communiste n°21 du 23 mai 1924

Au Conseil National du P.C.F.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communistes vous adresse ses salutations fraternelles et vous félicite chaleureusement du grand succès électoral remporté le 11 mai. 900.000 voix et 26 députés sont un énorme résultat pour le parti de la révolution prolétarienne. Les 100 sièges gagnés par les social-démocrates, grâce à leur alliance avec la bourgeoisie sont une nouvelle preuve de la trahison de ces prétendus socialistes.

MM. les socialistes ont déclaré qu'ils faisaient bloc avec la bourgeoisie seulement pour un instant.

Naturellement, ce n'est que mensonge. En réalité, ils ont conclu une alliance indissoluble. Cette alliance existe, qu'ils entrent dans le gouvernement dès aujourd'hui ou qu'ils n'y entrent pas. MM. les socialistes de France, comme la plupart des leaders de la seconde Internationale, ne sont que l'aile gauche de la bourgeoisie. Les élections l'ont montré avec une clarté qui ne laisse rien à désirer. Le malheur du mouvement révolutionnaire, c'est que cette aile gauche de la bourgeoisie s'appuie toujours sur une fraction importante d'ouvriers encore inexperts en politique.

Nous nous félicitons particulièrement de la brillante victoire de notre Parti à Paris, centre d'une importance politique colossale. Elle prouve que la Fédération de la Seine reste une de nos meilleures fédérations. Mais ce n'est pas Paris seulement qu'il faut conquérir, mais les travailleurs de toute la France.

La nouvelle situation politique impose des devoirs immenses au P.C.F. Lui seul combattra jusqu'au bout non seulement Poincaré et ses pareils, mais en général tout gouvernement démocratique bourgeois ou toute coalition socialo-bourgeoise. La tactique du front unique dans ces conditions sera encore plus compliquée à bien appliquer. L'objectif essentiel du P.C.F., plus encore que jusqu'à ce jour, est désormais de conquérir toute la classe ouvrière et les éléments révolutionnaires de la classe paysanne, de pénétrer plus profondément que jamais dans les masses. Nous sommes convaincus que le Conseil National sera à la hauteur de la situation et prendra des décisions dignes du Parti. En tout cas, le C.E. de l'I.C. note avec satisfaction que le P.C.F. est devenu un grand Parti Communiste et qu'il a effectué sa campagne électorale avec une intransigeance de principes absolument irréprochable, comme le doivent de vrais communistes.

Moscou, le 21 mai 1924.

Le Président du C.E. de l'I.C. :

G. ZINOVIEV.

Les Débats du XIII^e Congrès du PCR

DISCOURS DE TROTSKY

(24 mai 1924)

(Extraits)

L'orateur est accueilli par une tempête d'applaudissements.

Le fait marquant de l'année

Camarades, je n'aborderai qu'un nombre restreint d'entre les questions qui ont été développées ou touchées dans les rapports du CC. Je concentrerai, ou je tâcherai de concentrer votre attention sur la question que le Congrès s'attend à me voir mettre en lumière et je commencerai, dans l'espoir que le Congrès comprendra les motifs qui me guident, par écarter tout ce qui pourrait introduire des facteurs personnels dans la discussion et rendre plus difficile la liquidation des difficultés qui ont surgi devant le Parti et dont nous voulons le tirer. Si donc je m'abstiens de toucher du doigt un certain nombre de questions aiguës auxquelles, ces derniers temps, mon nom s'est trouvé lié, ce n'est pas que je veuille biaiser ; je suis prêt, au contraire, à répondre à n'importe quelle question qui me serait posée par le Congrès, mais je veux essayer de faire ressortir le fond même du débat en le débarrassant de tout ce qui est d'ordre personnel.

[...]

Peut-il être question de déformations petites-bourgeoises ?

Si nous parlons d'exagérations dans le domaine de la démocratie interne, n'est-ce pas là une réaction contre les exagérations de la bureaucratie du régime interne, exagérations très catégoriquement constatées par la résolution du Comité Central, et grosses, selon lui, du danger de séparer le Parti des masses.

Les exagérations concernant la démocratie du régime interne du Parti peuvent certainement, dans des conditions historiques concrètes, servir de canal à l'insinuation d'une influence petite-bourgeoise. Certes,

chaque exagération, chaque erreur, dans n'importe quel domaine, peut canaliser l'influence des autres classes, car nous vivons, comme parti, non dans le vide stérile, mais sous la pression d'autres forces intérieures et extérieures. C'est pour nous une vérité élémentaire, je le répète, que potentiellement, virtuellement, en perspective, chaque exagération présente un canal pour les influences de classes étrangères. Mais je me demande, si, par contre, la bureaucratie constatée dans le Parti par le Comité Central lui-même est un phénomène d'ordre technique ou bien d'ordre social ?

J'affirme que la bureaucratiation de l'appareil découle de causes sociales profondes, que la source principale de la bureaucratiation est le mécanisme étatique où les frottements et les conciliations de classe voisinent avec l'absence de culture des larges masses laborieuses et de la classe ouvrière elle-même. Or, comme notre Parti régit l'Etat, pour lui la source des influences bureaucratiques, la source la plus proche, immédiate, c'est le mécanisme de l'Etat. Et s'il en est ainsi la bureaucratiation constitue non une question de technique administrative, mais une question sociale, tout à fait à l'instar des exagérations relatives à la démocratie formelle : ce sont des phénomènes d'un même ordre.

Par conséquent, si l'on nous dit que des évaluations exagérées et une façon formelle de poser la question de la démocratie peuvent ouvrir l'accès de l'influence petite-bourgeoise dans notre Parti, ce qui, théoriquement parlant, est très juste, il ne sera pas moins exact de dire que la bureaucratiation de l'appareil du Parti est un canal tout aussi propice aux influences petites-bourgeoises et présente même un danger plus essentiel

et plus immédiat. Contre ce danger essentiel et immédiat le Parti a réagi particulièrement vite et ce n'est pas une raison pour lui imputer une déviation petite-bourgeoise. [...]

Les fautes

Nous tenons notre XIII^e Congrès dans une conjoncture nouvelle, et cette nouvelle conjoncture est créée par les recrues de Lénine qui modifient dans le sens de la prolétarianisation la composition sociale du Parti. Le problème de la démocratie interne du Parti est-il modifié ou supprimé ?

Il n'est ni modifié, ni supprimé.

Examinons la question à la lumière de la démocratie dans l'Etat. Comme on le sait, dans les pays parlementaires la démocratie d'Etat commence par décider quel doit être le parti dirigeant. De ce côté, si nous comparons ce qui est arrivé chez nous - cette « promotion » de Lénine, avec les élections qui se sont déroulées ces derniers mois dans un certain nombre de pays parlementaires, nous serons pleinement en droit de dire, ce que personnellement j'ai déjà dit bien des fois : la méthode démocratique qui a trouvé son expression chez nous lorsque la classe ouvrière à une de ses étapes données, ayant dressé gauchement et massivement le bilan de l'activité du Parti pendant de longues années, a fait la courte échelle à deux cent, trois cent mille ouvriers pour les élever à la hauteur du Parti, est incommensurablement, infiniment supérieure à celle des démocraties dans lesquelles le peuple est obligé une fois tous les quatre ans, sous la dictature de la presse bourgeoise, sous la dictature de la classe bourgeoise, à disposer dans l'urne ses bulletins de vote. Cela est évident, indiscutable. Mais cet avantage, qui est celui de la dictature prolétarienne et du régime soviétiste n'écarte pas de l'ordre du jour la question de l'orientation interne du Parti. Si nous voulons apprécier la conjoncture en réalistes, nous dirons que cet appoint colossal reçu par le Parti, ce puissant bond en avant, est le produit du travail fourni par le Parti pendant de nombreuses et longues années.

Cependant, le Comité Central, tout en constatant, fort justement, que les masses

prolétariennes avaient plus qu'avant confiance dans le Parti, mettait en décembre ses propres membres et l'ensemble du Parti en garde contre l'apparition, au sein de l'organisme intérieur, de faits susceptibles d'entraver cet accroissement d'influence et même présentant le danger potentiel d'isoler le Parti des masses. C'est pourquoi les recrues de Lénine laissent ouverte la question de l'orientation interne. Je pense même que leur appoint rend pour nous la question d'autant plus importante et présente qu'ici nous nous trouvons de nouveau acculés au problème des rapports réciproques de la vieille génération du Parti, instruite, expérimentée et endurcie, avec la nombreuse jeunesse qui s'encadre aujourd'hui. Il nous faut à présent déclarer avec une force et une insistance toute particulière, que si les faits signalés dans la résolution du 5 décembre avaient continué à se développer, ils auraient constitué un danger pour les deux groupes fondamentaux du Parti, pour la génération directrice et pour la jeune levée. Les avertissements donnés par le Comité Central le 5 décembre ne prennent un sens déterminé qu'éclairés à cette lumière.

On n'a jamais raison contre le Parti

Camarades, personne d'entre nous ne veut, ni ne peut avoir raison contre son Parti. Le Parti, tout compte fait, a toujours raison, parce que le Parti est l'unique instrument donné par l'Histoire au prolétariat pour lui permettre d'atteindre ses objectifs principaux. J'ai déjà dit qu'à la face du Parti rien n'était plus facile que de déclarer : toute cette critique, toutes ces déclarations, ces avertissements et ces protestations n'ont été d'un bout à l'autre qu'une erreur.

Cependant, camarades, je ne puis pas le dire car je pense différemment. Je sais qu'il est impossible d'avoir raison contre son Parti. *On ne peut avoir raison qu'avec le Parti et par son intermédiaire, car l'Histoire n'a donné aucun autre moyen d'avoir raison effectivement.* Les Anglais ont un proverbe : *Qu'il ait raison ou non, c'est mon pays.* Nous sommes, nous, bien plus fondés historiquement à dire : qu'il ait

ou non raison – dans les différentes raisons concrètes, aux divers moments – c’est mon parti.

Et si certains camarades trouvent que j’ai eu tort de faire ici telle ou telle allusion, d’avoir exprimé selon l’opinion de quelques-uns telle ou telle appréhension, moi, de mon côté, j’estime n’avoir fait autre chose que de remplir mon devoir de membre du Parti en avertissant mon Parti des dangers qui me semblaient se présenter.

Des difficultés énormes sont encore sur notre route camarades, et j’espère que pour les surmonter nous marcherons tous, coude à coude, en soldats disciplinés du bolchevisme.

Il se peut qu’un certain nombre d’erreurs aient été commises, et je suis prêt, tout comme les autres, à rendre compte des miennes. Mais, camarades, ces erreurs, per-

sonne n’a le droit de les interpréter de façon à voir en elles des tentatives directes ou indirectes tendant à compromettre l’unité, la cohésion et la discipline de notre Parti. (*Applaudissements.*)

Non seulement les militants isolés, mais le Parti lui-même est capable d’erreurs. Telles, par exemple, certaines décisions de la dernière Conférence qui, d’après moi, sont partiellement erronées. Mais quelles que soient les décisions, même erronées, du Parti, elles ne peuvent ébranler en rien notre absolu dévouement à la cause du Parti et la résolution de chacun de nous de se conformer en toutes circonstances à la discipline du Parti. Et si le Parti prend une décision que tel ou tel d’entre nous estime erronée, on se dit : dans l’erreur ou non, c’est mon Parti, et je supporterai jusqu’au bout les conséquences de sa volonté. (*Applaudissements*)

Réplique de Staline

Divergences à l’intérieur du Parti

[...] Puisque les camarades Trotsky et Préobrajensky ont soulevé ces questions, en commettant d’ailleurs une série d’inexactitudes, et nous ont lancé un défi, le silence est impossible.

Les quatre points de la plateforme de l’opposition dans la deuxième période

Qui a eu raison sur les différents points de la plateforme de l’opposition après le 5 décembre ? Qui a eu raison sur les quatre points nouveaux, soulevés dans les lettres du camarade Trotsky ?

Première question : les cadres dégénèrent. Nous avons tous réclamé et réclamons toujours les faits, susceptibles de prouver cette dégénérescence des cadres. Mais on ne nous les a pas apportés et on ne peut pas nous les apporter, parce qu’ils n’existent

pas en réalité. Si l’on regarde les choses de plus près, on constate qu’il n’y avait pas de dégénérescence chez nous, mais que chez certains chefs de l’opposition il se manifestait incontestablement une tendance petite-bourgeoise. Qui se trouva être dans le vrai ? Il semble bien que ce ne soit pas l’opposition.

Deuxième question : La jeunesse des écoles serait, dit-on, un baromètre très exact. Qui a encore raison sur ce point ? De nouveau il semble bien que ce ne soit pas l’opposition. Si nous considérons l’augmentation des effectifs de notre Parti pendant cette période, l’affiliation de 200 000 membres nouveaux dans le Parti : voilà le véritable baromètre. Là encore, l’opposition s’est trouvée dans son tort.

Troisième question : mesures répressives et attaques contre l’appareil du Parti. Qui a eu raison ? Sûrement ce ne fut pas l’opposition. Elle déploya le drapeau de

l'offensive contre l'appareil et fut ensuite obligée de se retrancher sur la défensive. Vous avez tous été témoins de sa retraite en désordre au cours de laquelle elle chercha toutes sortes de faux fuyants.

Quatrième question concernant les fractions et les groupements. [...]

Le camarade Trotsky était le partisan de la liberté de groupement. Il a fait ici l'éloge de la résolution du 5 décembre. Dans sa lettre au Comité Central du P.C.R., quatre jours après l'adoption de la résolution sur la construction du Parti, c'est-à-dire le 9 décembre, le camarade Trotsky écrivait : « Je suis particulièrement alarmé de la position purement formelle adoptée par les membres du bureau politique dans la question des groupements et des fractions. » Ainsi après avoir loué cette résolution, il éprouve une certaine inquiétude du fait de l'attitude du bureau politique dans les questions des fractions et des groupements. C'est donc qu'alors il n'était pas partisan de l'interdiction des groupements ? Et, en effet, le camarade Trotsky était pour la formation et la liberté de groupement. Qui ne se rappelle aussi une résolution bien connue du camarade Préobrajensky à Moscou, demandant que fût précisée, dans le sens de la levée de certaines interdictions, la question des fractions, décidée au X^e Congrès du Parti ? Tous à Moscou s'en souviennent. Qui ne se rappelle également que le camarade Préobrajensky exigeait dans ses articles le rétablissement dans le Parti des coutumes qui existaient au moment du traité de Brest ? Or, nous savons que le Parti avait alors été obligé d'admettre l'existence des fractions. C'est là un fait bien connu. Qui ne se rappelle qu'à la Conférence panrusse, à la XII^e conférence, au moment où je proposais de rappeler à la mémoire des membres du Parti le cinquième point de la résolution sur l'unité et sur l'interdiction des groupements, les membres de l'opposition exigèrent avec une violence inouïe que ce point ne soit pas soulevé ! Par conséquent, l'opposition dans cette question était complètement pour la liberté des groupements, croyant qu'elle arriverait à endormir la vigilance du Parti, en déclarant qu'elle ne ré-

clamait pas la liberté des fractions, mais la liberté des groupements. [...]

Erreurs de principe de l'opposition dans les questions d'organisation du Parti

Après cette digression historique, permettez-moi, camarades, de dire quelques mots de certaines erreurs de principe, commises ici par les camarades Trotsky et Préobrajensky dans les questions d'organisation du Parti.

Le camarade Trotsky a dit que l'essence de la démocratie se ramenait à la question des générations. C'est là une erreur de principe. La question des générations est secondaire. Les chiffres empruntés à la vie de notre Parti montrent que la jeune génération est absorbée peu à peu dans les cadres, que ceux-ci s'élargissent, en faisant appel à la jeunesse. Le Parti a toujours été de cet avis et le restera toujours. Seul celui qui considère les cadres comme un organisme fermé, comme une classe privilégiée n'admettant pas dans son sein de membres nouveaux, qui veut creuser un abîme entre les cadres et les jeunes membres du Parti, peut lier la question du démocratisation à la question des générations du Parti. L'essence de la démocratie ne se ramène pas à la question des générations, mais à la question de l'initiative, de la participation active des membres du Parti dans la direction du Parti. C'est la seule façon de poser la question de la démocratie, s'il s'agit, naturellement non pas d'un parti démocratique dans la forme, mais d'un parti réellement prolétarien, enchaîné par des liens indissolubles aux masses de la classe ouvrière.

Deuxième question. C'est dans la bureaucratization de l'appareil du Parti que réside, selon le camarade Trotsky, le plus grand danger. C'est aussi une erreur. Ce n'est pas là qu'est le danger, mais bien dans la perte possible par le Parti de tout contact réel avec les masses sans parti. Vous pouvez avoir un Parti pourvu d'un appareil construit démocratiquement, mais si ce parti n'est pas lié à la classe ouvrière, ce démocratisation est tout à fait inutile et sans valeur. *Le Parti existe pour la classe.* Dans

la mesure où il est lié avec la classe, dans la mesure où il reste en contact avec elle, il jouit de l'autorité et du respect des masses sans parti, il peut exister et se développer, malgré les défauts bureaucratiques. [...]

L'épuration

Passons maintenant au camarade Préobrajensky. Il a parlé de l'épuration. Le camarade Préobrajensky estime que l'épuration est une manœuvre de la majorité du parti contre l'opposition, et il semble bien qu'il n'approuve pas les méthodes d'épuration. Ceci est une question de principe. Préobrajensky tombe dans une profonde erreur en ne comprenant pas que le Parti ne pouvait se consolider qu'en s'affranchissant à chaque pas des éléments douteux qui s'y introduisent et qui s'y introduiront encore à l'avenir. Nous aurions agi contre le léninisme si nous avions adopté une attitude négative dans la question de l'épuration en général. [...]

Si la politique suivie est juste, les défauts d'organisation n'ont pas une grande importance

Préobrajensky dit : « Votre politique est juste, mais la ligne d'organisation ne l'est pas et il peut y avoir un danger de mort pour le Parti. » C'est insensé. Il est impossible qu'un Parti ayant une politique juste périsse pour quelques défauts d'organisation. Cela ne s'est jamais vu. L'essentiel de la vie et du travail du Parti ne réside pas dans les formes d'organisation, qu'il assume ou qu'il peut assumer à un moment donné, mais bien dans la politique extérieure et intérieure du parti. Si la politique du Parti est juste, si celui-ci pose exactement les questions politiques et économiques qui ont une importance décisive pour la classe ouvrière, alors les défauts d'organisation ne peuvent pas avoir une influence prépondérante ; la politique sauvera le Parti. Il en a toujours été et il en sera toujours ainsi. Ceux qui ne le comprennent pas sont de mauvais marxistes ; ils oublient les principes élémentaires du marxisme.

Le Parti a-t-il eu raison ?

Le Parti a-t-il eu ou non raison dans les questions qui ont été l'objet de la discussion, dans la question économique et dans les questions de construction du Parti ? Si l'on veut s'en rendre compte immédiatement, il n'y a qu'à s'adresser au Parti et à la masse ouvrière et à leur demander quel accueil rencontre le Parti dans la masse ouvrière sans parti. Si les membres de l'opposition avaient ainsi posé la question, s'ils s'étaient demandé : comment la masse ouvrière juge-t-elle le Parti ? avec sympathie ou non ? ils auraient compris que le Parti était dans la bonne voie. L'explication des résultats de la discussion est dans la « classe appareil ».

Si la classe ouvrière envoie dans le Parti 200 000 de ses membres les plus loyaux et les plus expérimentés, cela signifie que ce Parti est invincible, car il est devenu l'organe d'élite de la classe ouvrière ; il jouit de la confiance illimitée de cette dernière. Ce Parti sera la terreur de ses ennemis et il ne se corrompra jamais. Le malheur de notre opposition est qu'elle n'a pas abordé les questions du Parti, les questions des résultats de la discussion du point de vue marxiste, qui fait consister la valeur d'un parti dans son influence sur les masses, puisque le Parti existe pour les masses et non inversement les masses pour le Parti – mais qu'elle s'est placée à un point de vue purement formaliste, au point de vue du seul appareil.

[...] Toutes les conversations des membres de l'opposition sur le démocratisme ne sont qu'un vain bavardage ; la véritable démocratie, c'est l'envoi par la classe ouvrière dans le Parti de 200 000 membres nouveaux. [...]

La tendance petite-bourgeoise

La dernière question concerne la tendance petite-bourgeoise. Les accusations de tendance petite-bourgeoise seraient, paraît-il, injustes. Cela est-il bien vrai ? Non, cela n'est pas vrai. D'où provient cette accusation et quelle en est la base ?

La base en est dans ce fait qu'au cours de leur agitation effrénée en faveur de la démocratie dans le Parti, les membres de l'opposition se sont faits, malgré eux, jusqu'à un certain point, l'écho de cette nouvelle bourgeoisie qui méprise la démocratie dans notre Parti et qui voudrait la voir s'établir dans le pays. Cette fraction du Parti, qui a fait tant de bruit autour des questions de démocratie, s'est faite, malgré elle, l'intermédiaire et le canal de l'agitation que mène la nouvelle bourgeoisie dans le pays et qui est dirigée vers l'affaiblissement de la dictature, « l'élargissement » de la Constitution soviétiste, la restauration des droits politiques des exploités.

Tout le mystère consiste en ce que les membres de l'opposition, qui aiment tant le Parti, etc, etc, sont devenus sans s'en rendre compte le porte voix de ceux qui se trouvent en dehors du Parti et qui veulent affaiblir et détruire la dictature. Serait-ce en vain que les mencheviks les soutiennent ? Serait-ce par hasard ? Non, sans doute. [...]

Celui qui ne le comprend pas n'a pas saisi la logique de la lutte fractionnelle au sein de notre Parti ; celui-là n'a pas compris que les résultats de cette lutte ne dépendaient pas des individus, ni de leurs intentions, mais bien de l'issue définitive du choc des éléments soviétistes et anti-soviétistes.

[...]

Bulletin Communiste n°27 du 4 juillet 1924 p.642-644

Rapport de ZINOVIEV sur l'activité de l'Exécutif V^e Congrès de l'Internationale Communiste

La section française

Par l'importance politique, le Parti français occupe actuellement le deuxième rang, par suite de la nouvelle orientation internationale (l'ère démocratico-pacifiste) dont j'ai parlé.

Je pense que le Parti français a fait de grands progrès. Il est beaucoup plus fort. Il a un solide noyau de gauche, que nous soutenons par tous les moyens. L'ancien centre et la gauche doivent se souder en une gauche compacte au meilleur sens du mot, sans fractions, et travailler dans l'esprit de l'Internationale Communiste. Le Parti français doit gagner les grands centres ouvriers du pays. Pour le moment il prédomine seulement à Paris. C'est un magnifique point d'appui. Au contraire l'ancien comité central de Brandler avait tout, sauf Berlin et Hambourg. On s'est aperçu ensuite qu'il n'avait pas non plus toutes les fédérations. En Suède, Hoeglund a tout, sauf Stockholm. Je ne veux pas tirer de conclusions. Je laisse ce soin au camarade Hoeglund, qui peut s'appuyer sur certains exemples.

La tâche principale du Parti français consiste maintenant à *gagner les départements industriels*, en dehors de la zone de Paris.

Nous avons maintenant à tenir compte des illusions créées par le Bloc des gauches. Il convient d'appliquer la tactique du front unique d'une façon quelque peu nouvelle. La social-démocratie française a voulu jouer serré en n'entrant pas dans le cabinet, tout en décidant de voter le budget, l'occupation de la Ruhr, etc... Elle est une partie cachée du gouvernement. Nous aussi, nous serons rusés, et nous dirons aux ouvriers socialistes : ce n'est pas votre gouvernement, ce ne sont pas les vôtres qui y siègent, pourquoi tant de précautions, c'est un gouvernement bourgeois, pourquoi ne pas lutter ensemble contre lui pour l'amnistie, pour l'évacuation de la Ruhr, pour de meilleurs salaires, pour la reconnaissance de l'URSS, pour la journée de huit heures, etc?... Au moment où la social-démocratie devient officiellement le tiers parti de la bourgeoisie, *il ne peut être question d'appliquer le front unique par en-haut. Au moment où les chefs social-démocrates entrent de moitié avec la bourgeoisie, dans les combinaisons gouvernementales, sa situation est on ne peut plus favorable pour appe-*

ler les ouvriers socialistes à la lutte en commun avec nous, d'abord sur le terrain économique et ensuite sur le terrain politique.

Si cela nous réussit, nous aurons une position très favorable. Cependant que les sommités de la social-démocratie seront engagées dans des combinaisons avec la bourgeoisie, *nous nouerons au moyen de la lutte économique des rapports étroits avec la masse des ouvriers socialistes et sans-parti.* Le socialisme se trouvera devant un dilemme. Le mécontentement des masses ira croissant, le chômage s'aggravera, la situation économique empire, le rapport des experts ne sera d'aucune utilité. Situation idéale pour la conquête des meilleurs éléments de la classe ouvrière.

Les objectifs essentiels du "Parti français consistent dans la *conquête des centres industriels* en dehors de Paris et dans la *consolidation de l'appareil du Parti.*

Nous avons à Paris 8 000 membres, 50 000 lecteurs de *L'Humanité* et 300 000 votants. Qu'est-ce que cela signifie ? Cela montre que l'organisation est en retard. La fédération de la Seine devrait avoir 25 000 membres.

Il faut déraciner les dernières survivances du frossardisme. L'ancien centre doit marcher hardiment et sincèrement avec la gauche.

Le Parti, avec les brillantes qualités des ouvriers parisiens, doit gagner les ouvriers de province, surtout au moment où les sommités socialistes se trouveront engagées dans une combinaison gouvernementale avec la bourgeoisie.

Le mouvement des *cellules d'usines* est encore dans l'embryon. *On parle beaucoup de haute politique, mais il n'y a encore que 120 cellules d'usine.* On ne saurait prendre au sérieux ce résultat. *Les cellules et les comités d'usine, voilà les premières exigences que nous posons au Parti Communiste français.*

Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan convient en France plus que partout ailleurs. Il faut aller au paysan, aux couches paysannes inférieures. *Une bonne presse communiste, un solide appareil, de meilleures liaisons internationales, voilà les objectifs.*

Une Droite dans l'Internationale Communiste, une Gauche dans Amsterdam

(Extraits)

Soyons vigilants. – Forgeons les cadres

[...] Nous ne devons pas nous endormir après le 5^{ème} Congrès mondial.

La droite internationale y fut non seulement battue, mais écrasée. Et cependant, nous la voyons renaître chaque jour sous des formes diverses.

Aucun marxiste ne pourra s'en étonner. Partout la social-démocratie s'est attelée au char de la bourgeoisie, si ouvertement, que maintenant la place est libre pour une renaissance de l'idéologie de la 2 1/2.

Nos Partis, qui ont appris à lutter contre la terreur blanche, contre le fascisme, contre le Bloc national, ont été parfois un peu déroutés devant l'offensive démocratique et pacifiste de la bourgeoisie et de la social-démocratie associées.

Dans la période précédente, une première sélection s'est faite. Nous avons rassemblé dans les rangs de l'I.C. les militants actifs et courageux, qui étaient capables de lutter contre les formes les plus brutales de la dictature bourgeoise. Nous avons éliminé aussi les leaders qui cherchaient à justifier leur peur réelle de la lutte par une idéologie étrangère au Communisme.

Dans la période actuelle, une deuxième sélection va s'opérer. Les militants actifs et courageux qui n'ont pas une base doctrinale communiste solide, ou bien l'acquerront, ou bien quitteront nos rangs, séduits qu'ils seront par les illusions démocratiques et pacifistes.

Toujours, nos Partis se meuvent au sein de la corruption non seulement matérielle, mais idéologique aussi, de la bourgeoisie. Et dans une période caractérisée par le renouveau des illusions démocratiques et pacifiste au sein d'une partie importante de la classe ouvrière, le danger de corruption idéologique est plus grand que jamais. Dans une telle période, plus que jamais nous vérifions *que le communisme est un bien qui doit se conquérir chaque jour.*

Cela se fera dans une lutte ardente contre l'opportunisme dans nos propres rangs.

Les militants les plus actifs qui auront résisté à la trique de la réaction blanche la plus brutale et au chloroforme démocratique et pacifiste, constitueront, à peu de chose près, le groupe fondamental de nos Partis communistes.

La plupart des sections de l'Internationale sont devenues des organisations de masse déjà capables d'engager une lutte sérieuse, réellement efficace contre la bourgeoisie. Les divergences doctrinales s'y traduiront dans le combat de chaque jour contre le capitalisme d'une manière tout à fait concrète. La période d'illusions où nous sommes est favorable au développement de déviations opportunistes et des déviations gauchistes.

Parce que nos Partis sont devenus capables déjà d'organiser la lutte des masses, parce que dans le combat il faut être pour ou contre les méthodes bolchevistes, nous assisterons à la coalition contre la direction bolcheviste de nos Partis et de l'Internationale de tout ce qui est opposé au bolchevisme.

La période « démocratique-pacifiste » sera aussi celle de la tentative d'union dans nos propres rangs de la droite et du gauchisme qui feront bloc contre le bolchevisme.

[...]

Il ne s'agit pas de se lamenter sur les périls qui nous environnent. Il s'agit avant tout de les définir et de les estimer exactement pour mieux les combattre.

L'Internationale Communiste et ses Partis sauront, en luttant contre ces périls, les utiliser pour l'œuvre de bolchevisation nécessaire.

A travers les épreuves successives de la réaction blanche et de la réaction démocratique et pacifiste bourgeoise, il commence à se former dans chaque Parti, ce qui deviendra la future « Vieille garde ».

De tous les périls, l'Internationale sortira plus unie, plus vivante et plus forte, plus capable de mener le prolétariat mondial à la victoire.

En France

L'exemple du Parti français doit servir de leçon à tous les Partis frères. Notre opposition voulait avant le 5^{ème} Congrès s'assurer la maîtrise du Parti français et le transformer en une citadelle de la droite internationale.

Aussi, nous dû mener en France, plus tôt qu'ailleurs (Russie et Allemagne exceptées), une lutte acharnée contre les dangers opportunistes et contre la coalition du néo-menchevisme de Souvarine, avec le néo-gauchisme ouvriériste teinté de syndicalisme pur de Monatte.

Nous avons gagné cette bataille. Qu'en est-il résulté ?

Un accroissement de la force du Parti et de son influence sur les masses.

En quatre mois, notre section française passe de 53.000 à 70.000 membres, augmentant ses effectifs de 30 %. Placée devant une situation financière difficile, elle fait appel au prolétariat et cet appel est entendu. Le Parti trouve en quelques semaines plus d'un demi-million de francs.

L'*Humanité* devient de plus en plus l'organe du Parti. Les campagnes ardentes s'y multiplient. Campagne contre le plan Dawes, campagne pour l'unité syndicale internationale, campagne contre la Société des Nations, campagne pour l'organisation des ouvriers étrangers, campagne contre les mensonges de la 2^{ème} Internationale, campagne contre le Bloc des Gauches et son soutien social-démocrate, campagne pour la reconnaissance de la Russie, campagne contre l'intervention en Chine, campagne pour l'évacuation du Maroc sanglant, campagne contre l'occupation socialiste et militaire de la Ruhr, etc. ...

Notre journal, sous l'impulsion du Parti, tend à devenir de plus un système organisé de campagnes suscitant et dirigeant la lutte prolétarienne révolutionnaire.

Et, visiblement, notre influence communiste grandit, non seulement sur le prolétariat, mais sur les masses travailleuses citadines et rurales. Cependant, nous ne devons pas en France nous griser des succès obtenus. Ces derniers mois, le Parti a fait de très grands progrès, certes. Réjouissons-nous, mais avec modestie, car il nous reste beaucoup à faire et les tâches tracées par notre Comité Directeur sont à peine pratiquement abordées. Soyons vigilants aussi. Ne nous endormons pas.

Il serait fou de croire que les dangers de droite peuvent menacer toute l'Internationale et que par je ne sais quel miracle, notre Parti français seul serait immunisé.

Les déviations de droite apparaîtront aussi dans nos rangs. Si nous savons les prévoir, si nous savons les discerner dans le germe, alors seulement nous pourrons, en intervenant à temps, en les combattant dès l'origine, les empêcher de se développer et prévenir ainsi de nouvelles crises.

En combattant les déviations qui se manifestent déjà dans les rangs de nos Partis frères, nous rendrons notre Parti français plus capable de discerner et de combattre les déviations analogues qui tenteraient de se développer dans nos propres rangs.

Nous devons aussi chercher à prévoir par quelles portes chez nous l'opportunisme peut essayer de réapparaître.

Nous réorganisons le Parti sur la base des *cellules d'usine*. Il est certain que dans les régions de forte densité ouvrière, où se sont développées depuis longtemps de fortes organisations social-démocrates, nous verrons naître des courants d'opposition à la transformation radicale de la structure du Parti. L'idéologie à beau être communiste, la tradition d'organisation, la force sourde mais puissante de l'habitude sont social-démocrates. Il faudra un travail, une lutte opiniâtre peut-être, pour obtenir qu'au service d'une idéologie communiste nous ayons là-bas une structure communiste de l'organisation du Parti.

Ailleurs nous pouvons prévoir des retours offensifs de l'esprit du syndicalisme pur plus ou moins atténué. Nous pourrons très bien voir se dessiner des tendances plus ou moins conscientes à restreindre les tâches des cellules d'usines à l'horizon de l'usine même, ce qui aboutirait à priver le Parti d'activité politique à sa base.

Nous allons avoir à développer un travail énorme au sein de la *paysannerie*. Il est à prévoir que des courants naîtront dans le Parti qui affirmeront l'égalité révolutionnaire des paysans et du prolétariat et qui préconiseront l'entrée en masse des paysans dans le Parti.

En même temps que nous développerons notre travail paysan à l'extérieur, nous devons à l'intérieur du Parti faire comprendre à nos adhérents pourquoi le prolétariat est la classe objectivement la plus révolutionnaire, pourquoi nous ne devons admettre dans le Parti que les éléments paysans dévoués sans réserve à la

révolution prolétarienne. Nous devons sans cesse montrer pourquoi le prolétariat guidé par son Parti communiste doit assumer la direction politique du bloc ouvrier et paysan.

Enfin, à la faveur de la période « démocratique pacifiste », il est probable que nous assisterons à de nouvelles offensives anticommunistes des libertaires dans le mouvement ouvrier. Toute tendance dans nos propres rangs à atténuer la lutte contre les anarchistes devra être combattue comme une manifestation de droite.

Nous avons commencé à intensifier notre campagne en faveur de *l'unité syndicale internationale*. Moins nous posons de conditions pour la réaliser, plus les conditions posées par nous sont acceptables pour tout syndiqué d'Amsterdam et plus nous devons affirmer avec vigueur et précisions le programme immédiat et le but révolutionnaire final pour lesquels nous lutterons à l'intérieur de l'unité syndicale aussi bien que partout. Nous verrons probablement des camarades, oubliant que l'unité syndicale n'est qu'un moyen de gagner à la cause de la lutte révolutionnaire de plus larges masses, sacrifier le but au moyen et, croyant ainsi réaliser plus facilement l'unité, voiler le vrai visage du Parti.

Peut-être les déviations de droite se manifesteront-elles encore sous d'autres formes que nous ne pouvons pas encore prévoir maintenant.

C'est la tâche de la direction du Parti et de chaque communiste d'être vigilant, de ne pas se borner à répéter les formules du 5^e Congrès, mais de les faire vivre en luttant contre toute tentative de renaissance de l'opportunisme, non seulement idéologiquement, mais aussi sur la base du travail quotidien du Parti.

Nous devons combattre impitoyablement comme relevant du pire opportunisme toute appréciation de la situation selon laquelle nous ne serions pas dans la période historique où l'élargissement de la Révolution est possible ; toute appréciation de la situation selon laquelle les combats décisifs menés avec des chances suffisantes de succès dans un ou plusieurs pays devraient forcément être reculés après plusieurs passages successifs de la démocratie au fascisme et inversement.

Nous devons nous pénétrer de ceci, que, au terme de la période *démocratique pacifiste* actuelle qui sera, historiquement parlant, de courte durée, la victoire révolutionnaire peut être envisagée dans les pays qui représentent les points faibles du capitalisme.

Nous devons préparer nos forces prolétariennes et disposer nos réserves de forces paysannes nationales et coloniales pour être en mesure vers la fin de la période *démocratique pacifiste* actuelle, de percer sur ces points-là le front du capitalisme.

De l'autre côté du *paravent rouge*, que les grands rapaces de la banque et de l'industrie lourde n'osent pas encore renverser, nous devons, mettant à profit la période actuelle, étendre notre influence communiste sur le prolétariat et sur les masses travailleuses. Et en même temps, dans nos propres rangs, nous devons tout faire pour extirper les erreurs de droite, pour rallier tout ce qui pourra être rallié des hommes de droite et pour sélectionner à tous les degrés de l'organisation, les groupes dirigeants de nos partis.

Si nous appliquons ces principes généraux, nous retrouvons toutes les conclusions pratiques du 5^{ème} Congrès mondial.

Lutte contre la renaissance du menchevisme dans nos rangs, affermissement des partis, liaison plus étroite entre eux et avec Moscou, réorganisation des partis sur la base des cellules d'usines, lutte pour l'unité syndicale internationale, travail parmi les masses paysannes, soutien des mouvements des nationalités et des colonies opprimées allant jusqu'à la lutte armée pour l'indépendance complète et liaison de ces mouvements avec les mouvements prolétariens des métropoles ; en un mot :

Bolchevisation des partis ;

Transformation de l'Internationale en un parti bolchevik léniniste mondial.

Albert TREINT.

Bulletin Communiste n°42 du 17 octobre 1924

Lettre aux membres du Parti Communiste

Alfred Rosmer, Pierre Monatte, Victor Delagarde

Paris, 22 novembre 1924

Nous sommes à la veille du Congrès de Paris. Les membres du Parti sont appelés à discuter dans leurs cellules les multiples questions portées à l'ordre du jour de ce congrès important. Jusqu'ici ils n'ont entendu qu'un son de cloche. Nous tenons à en faire entendre un second.

C'est incontestablement notre droit comme membres du Parti, membres désavantagés, infériorisés puisque la fraction qui dirige le Parti se permet de monopoliser la presse communiste et d'y faire entendre exclusivement son point de vue.

Attaqués maintes fois, dans les assemblées et dans la presse du Parti, attaqués avec violence et avec injustice, longtemps nous avons méprisé ces attaques, estimant que le Parti avait mieux à faire qu'à s'entre déchirer et que le temps suffirait à calmer l'ardeur des néophytes du prétendu bolchevisme français qui nous insultent. Nous nous sommes évidemment mépris.

A la suite de la dernière Conférence des Secrétaires fédéraux, où nous fûmes qualifiés d'éléments nettement anticomunistes, nous avons répondu en fixant sommairement notre position dans une déclaration adressée au Comité Directeur et signée par trois membres du C. D. Cette déclaration, il n'en a pas été donné connaissance au C. D. Elle n'a pas davantage trouvé place dans la presse du Parti, ni dans *l'Humanité*, ni même dans le *Bulletin Communiste*. On comprendra que nous la fassions connaître, après une longue attente, aux membres du Parti, par le seul et faible moyen qui nous reste.

On le comprendra d'autant plus qu'il ne peut échapper à personne que l'on prépare notre exclusion. On veut, comme à la dernière Conférence, en surprenant la bonne foi du Parti, provoquer une Fédération de la Nièvre quelconque à déposer une proposition d'exclusion que les hommes de l'appareil, dûment stylés, feront adopter d'emblée.

Que cette triste manœuvre soit ou non susceptible de réussir, nous n'en savons rien. Mais il est une chose que nous ne voulons pas, c'est qu'elle réussisse par surprise. C'est pourquoi nous adressons aux membres du Parti cette lettre, afin de les mettre en garde, afin qu'ils disent nettement aux camarades qu'ils délégueront au Congrès s'ils doivent ou non nous chasser du Parti.

Depuis un an, on agite le spectre d'une droite dans le Parti et dans l'Internationale. On accuse cette droite de nuire, de désagréger, de décomposer le Parti ; on l'accuse d'entraver son travail politique et de susciter des obstacles à sa réorganisation sur la base des cellules d'entreprise.

Nous sommes bien sûrs de ne pas appartenir à la droite du Parti.

Quand Treint publia sa première édition de la géographie des tendances, Monatte lui répliqua avec raison que s'il voulait à tout prix nous classer quelque part il devrait nous loger dans une toute autre tendance, qui s'appellerait, la gauche ouvrière. Dans sa deuxième édition, revue et corrigée, des tendances du Parti, Treint paraissait donner satisfaction à cette juste revendication ; il parlait récemment du « néo-gauchisme ouvrieriste, teinté de syndicalisme pur », de Monatte.

Nous n'étions toujours pas plus orthodoxes qu'avant ; nous sentions toujours le roussi ; mais enfin c'en était fini de l'imbécile qualification de droitiers ; nous étions reconnus et proclamés gauchistes, néogauchistes.

Mais sous la plume et dans la bouche de Treint et de ses amis, les mots changent rapidement de sens. Dès le lendemain, nous redevenions la droite pestiférée. Il suffit sans doute de ne pas bailler d'admiration devant les cabrioles de Treint pour être rangé dans la droite.

Voyons ce qu'on reproche à la prétendue droite que nous composerions.

Notre grand crime consisterait à faire écho à l'opposition communiste russe qui aurait constitué une sorte d'organisation internationale. Nous devons avouer, à notre confusion et à notre grand regret qu'aujourd'hui encore nous ne connaissons même pas le grand discours prononcé en juillet par Trotsky à l'assemblée des vétérinaires de Moscou, non plus que sa préface [1] à la nouvelle édition de 1917, discours et préface pourfendus avec tant de véhémence.

On avouera que pour des « trotskystes » nous manquons pour le moins de vigilance. Certes, on nous a trouvés et on nous trouvera pourtant chaque fois qu'on insultera Trotsky, parce que son nom et son effort, à côté du nom et de l'effort de Lénine, s'identifient avec la Révolution russe. Nous dirons plus : nous pensons que c'est Trotsky, à l'heure actuelle, qui pense et qui agit vraiment dans l'esprit de Lénine, et non ceux qui le poursuivent de leurs attaques tout en se drapant dans le manteau du léninisme.

Mais nous savons bien que si demain Trotsky ralliait la majorité dans le Parti Communiste russe, les mêmes communistes français qui l'insultent aujourd'hui en le traitant de petit bourgeois et de contre révolutionnaire seraient les premiers à l'aduler et nous trouveraient alors trop peu « trotskystes ».

En attendant, ils feraient mieux, puisqu'ils rouvrent devant le Parti français une nouvelle discussion sur le Parti Communiste russe, de fournir le minimum de documents permettant de se former une opinion. C'est leur droit de publier à grand fracas des critiques du discours et de la préface de Trotsky ; mais c'est leur devoir élémentaire de faire connaître ce discours et cette préface. En ayant tardé à le faire, ils ont montré leur profond mépris pour les membres du Parti. Naturellement, ce qui leur importe, ce n'est pas un jugement éclairé du Parti, mais son approbation aveugle et fanatique.

Qu'il y ait un malaise grave dans l'Internationale, depuis la mort de Lénine et depuis sa retraite forcée par la maladie, c'est un fait trop visible, mais il est bien indépendant de la crise que traverse le Parti français.

Nous l'avons dit au cours des discussions du début de l'année : Notre Parti se trouvait en face de deux crises superposées, une crise nationale et une crise internationale, et nous l'avons prouvé par des faits et par des déclarations incontestables. Il nous suffira de rappeler les paroles par lesquelles Renaud Jean expliqua au Comité Directeur, en mars dernier, son vote des fameuses thèses : « Je les vote parce qu'il faut sortir de la situation présente, mais je le fais sans enthousiasme et tout à fait convaincu qu'elles ne changeront rien ; le Parti est en état de crise permanente. »

En effet, le Parti est en état de crise permanente. Le dernier accès de fièvre, qui paraît n'être pas guéri, tant s'en faut, fut provoqué, voilà un an, par la non réélection de Treint au secrétariat du Parti. Quels furent les artisans les plus acharnés de cette non réélection et, par là, les responsables de la crise ? Des hommes qui avaient collaboré, au cours de l'année 1922, avec Treint au Bureau Politique et au Secrétariat, c'est à dire Louis Sellier et Doriot, et qui déclaraient que tout travail collectif était impossible avec lui.

Ils n'étaient d'ailleurs pas seuls à penser ainsi ; Humbert-Droz, le délégué de l'Internationale, en était arrivé à dire que tant que Treint et Souvarine seraient à la tête du Parti, il serait impossible d'avoir en France un Parti Communiste. Souvarine a été dévoré, mais Treint demeure et tout ce qui pouvait jadis être reproché à Souvarine peut l'être aujourd'hui, et plus légitimement, à Suzanne Girault et à Treint : l'autocratie de ces derniers pèse incontestablement d'un poids plus lourd sur tout le Parti. Elle pèse si lourdement qu'un militant du mouvement syndical, secrétaire d'une Fédération d'industrie et qui vit en dehors des tendances et des clans du Parti, reprenait sans le savoir le propos d'Humbert-Droz et déclarait récemment qu'il n'y aura pas de Parti ni de G.G.T.U. tant que régnera Suzanne Girault.

Quel crime pouvons nous avoir commis contre le Parti, néo gauchistes ou droitiers que nous sommes ?

Il n'y a pas très longtemps, le député Doriot déplorait que Monatte et Rosmer n'aient pas été plus combattifs, qu'ils n'aient pas poursuivi plus longtemps la lutte contre la soi disant gauche. Il ne voyait pas que nous avions ainsi refusé non seulement de faire perdre au Parti son temps et ses forces, mais de lui porter, même involontairement, préjudice, à lui et à l'Internationale. Il ne le comprenait pas alors, Cela ne l'empêche pas aujourd'hui de vilipender la droite et ses crimes imaginaires. Nous le verrons peut être demain réclamer notre exclusion du Parti.

S'il est un reproche que nous ne méritons pas, c'est bien celui d'avoir voulu nuire au Parti, d'avoir cherché à entraver son travail, d'avoir essayé de le désagréger. Nous mériterions plutôt celui d'avoir réduit à l'ex-

cès notre droit de critique. Par contre, ces reproches s'appliquent à merveille à ceux qui nous les adressent, c'est à dire à ceux qui, depuis un an, font à la tête du Parti non une politique de Parti mais une politique de fraction et qui, se figurant être tout le Parti, s'apprentent à en chasser quiconque se refuse à le confondre avec leurs personnes.

Depuis près de dix mois qu'ils ont la direction effective du Parti, voyons donc ce qu'ils en ont fait.

Tout d'abord, ils ont dirigé le Parti sans tenir compte du Comité Directeur. Ils n'ont pas su gré à ce Comité Directeur qui, en mars, votait docilement, à la quasi unanimité, leurs thèses sur la révision du front unique et la bolchévisation du Parti. Ce vote acquis, ce pauvre C. D. a été périmé. On l'a réuni ou non, au gré du Secréariat, on a tranché de tout sans le consulter et souvent sans l'avertir ensuite. C'est ainsi, par exemple, que les membres du Comité Directeur ont appris en lisant *l'Humanité* que le Parti allait tenir un Congrès en janvier.

Ils ont pris en mains *l'Humanité*, à qui nous avions, paraît-il, fait perdre sa claire figure communiste. La lui ont-ils redonnée ?

Certes, nous n'avons jamais prétendu, que *l'Humanité* était un modèle de journal ouvrier, de quotidien communiste et nous l'avons souvent dit dans les Conseils du Parti. Mais nous sommes bien certains qu'elle est aujourd'hui de moins en moins un journal, qu'elle est devenue un mauvais *Bulletin Communiste* quotidien. Loin de prendre une claire figure communiste, elle a plutôt mis un masque caricatural. Le communisme n'a pas le mépris de la classe ouvrière et ne croit pas qu'il soit utile de lui servir une nourriture sans os et sans arêtes, une véritable bouillie intellectuelle pour enfants.

Le premier résultat, c'est que beaucoup d'ouvriers cessent de lire *l'Humanité*. L'un des mots d'ordre du Parti était de doubler le chiffre de son tirage et le porter à 400.000 d'ici la fin de l'année. Au lieu d'approcher de ce but, on s'en éloigne. Treint a raconté au Congrès du Parti tchécoslovaque que le tirage de *l'Humanité* avait augmenté de 40 000 exemplaires. Ne pouvant croire qu'il a délibérément menti aux communistes tchécoslovaques, nous supposons qu'il a voulu dire que *l'Humanité* avait diminué d'autant.

Treint a dit encore à Prague qu'une menaçante crise financière avait été réglée en cinq semaines. Évidemment, les membres du Parti ont fait, voilà quelques mois, un gros effort, mais la crise financière n'a pas été dénouée pour cela. Elle ne pouvait pas l'être d'ailleurs, du moment que l'on continuait à gaspiller 50.000 francs par mois - plus d'un demi-million par an - pour *l'Humanité* du Midi et que l'on faisait rentrer les permanents de l'appareil que l'on avait compressé.

Si bien que le Parti en est arrivé à envisager le système des souscriptions, non comme un moyen exceptionnel dans des circonstances exceptionnelles, mais comme un moyen courant de boucler son budget normal.

C'est d'ailleurs parce que les dirigeants de la fraction qui dirige le Parti sont effrayés des résultats de leur propre gestion qu'ils crient si fort contre la droite. Ils ont besoin de donner le change. Bien incapables, en outre, d'apercevoir et de reconnaître leurs fautes, il est naturel qu'ils attribuent à d'autres la responsabilité de leur propre gabegie.

Ils raisonnent exactement de cette manière quand ils nous accusent d'avoir entravé la réorganisation du Parti sur la base des cellules d'entreprise. Ils nous attribuent charitablement les difficultés naturelles que l'opération comportait et celles que leur conception et leur manière de faire y ont ajouté. Ce n'est pas en donnant la droite à dévorer aux cellules qu'ils leur fourniront un aliment, ni qu'ils résoudre ces difficultés.

La réorganisation sur la base des cellules est une oeuvre capitale pour le Parti. S'il la réussit, c'est-à-dire s'il sait déterminer les tâches pratiques des cellules, éviter qu'elles tournent à vide et se découragent, il disposera réellement d'une base de granit. Mais le granit pourrait bien se changer en sable mouvant si les cellules, au bout de quelques semaines, n'apercevaient pas le travail qui leur incombe, si on leur refusait, en outre, le droit élémentaire de désigner leur secrétaire et leur délégué de rayon, sans crainte d'un veto d'en haut.

Il est beaucoup question d'homogénéité, d'alignement, de discipline. Du haut en bas du Parti, on établit une cascade de mots d'ordre auxquels on doit obéir sans comprendre et surtout sans murmurer autre chose que le sacramentel : Capitaine, vous avez raison ! Une mentalité de chambrée se crée et les moeurs de sous-

offs s'installent. Il n'est question que d'appareil à faire fonctionner, de permanents à instituer. Bientôt la bureaucratie du Parti fera la pige à celle de l'Etat français.

On dit que le Parti doit être une cohorte de fer. En réalité, quiconque fait preuve de caractère doit être brisé. Au V^e Congrès mondial, Jerram, dans un geste de courage, cherche à empêcher la délégation française de commettre une faute préjudiciable au Parti. Au retour, on expédie quelqu'un pour le démolir dans la Fédération du Nord. Il faut s'incliner, non devant des idées, ou des décisions prises par l'organisation mais devant des hommes. Par ce moyen, ce ne sont pas des cadres solides que l'on prépare, ce n'est pas une cohorte de fer que l'on forme, mais un régiment de limaces.

Des perroquets communistes peuvent seuls parler sans rire de l'unité monolithique du Parti Communiste français. S'il est un parti composé de morceaux très divers, c'est bien le nôtre. Leur fusion promettait d'être lente et les fondateurs étaient tenus de veiller ferme. A coup sûr, des événements révolutionnaires auraient activé cette fusion et rejeté des scories ; ils ne se sont pas produits. A défaut, c'est le travail collectif de chaque jour, modeste et tenace, qui pouvait l'opérer. Au lieu de travail collectif, on a assisté à un travail fractionnel en règle poursuivi par la soi-disant gauche en utilisant l'appareil du Parti. Hier, c'était le centre qu'elle voulait hypocritement torpiller en la personne de Sellier pour sa gestion financière qui n'a d'autre pendant que celle de Treint. Aujourd'hui, c'est la gauche ouvrière qu'on veut passer par la fenêtre. A qui le tour demain ? Le Parti français risque fort de ressembler à ces républiques sud-américaines où se produit un coup d'Etat tous les trois mois.

L'importance du Congrès prochain ne peut échapper à l'ensemble des membres du Parti. Ce qui est important, ce n'est pas que nous puissions y être frappés d'exclusion, c'est que, sous l'étiquette de la bolchevisation, on y aggrave les méthodes autocratiques actuelles, qui sont bien le plus flagrant désaveu du bolchevisme et du communisme.

Lettre publiée sur le site marxist.org

[1] Il s'agit des *Leçons d'Octobre* dont la publication sera l'occasion d'un combat féroce entre l'Opposition et le troïka Zinoviev-Kamenev-Staline.

Réponse du B.P. du P.C.F. à la lettre de Monatte, Rosmer et Delagarde

Dans une lettre adressée au Bureau Politique, les camarades Rosmer, Monatte et Delagarde ont cru bon de s'élever contre les attaques politiques qui furent faites contre eux à la Conférence des Secrétaires fédéraux.

Les trois camarades reprennent quelques points de la discussion et veulent en tirer des conclusions inverses de celles qui s'imposent.

Lors de l'exposé des travaux du 5° Congrès et de la condamnation politique de l'opposition qui se manifesta au sein du Parti communiste russe (oppositions condamnées déjà par la 13° Conférence du Parti russe), comme au sein des partis allemand et français, nos camarades rapporteurs durent rappeler évidemment sur quelques points cette opposition qui se manifeste dans notre parti - appréciation sur le gouvernement travailliste, attitude de Brandler, opposition de Trotsky au Comité Central russe.

Quel était le but de la Conférence des Secrétaires fédéraux ? Était-ce d'engager à nouveau la discussion sur chacun de ces points, résolus tant par notre Conseil national de Saint-Denis que par le 5° Congrès de l'I.C., ou n'était-ce pas, suivant la discipline qui doit exister dans un Parti communiste dans l'I.C., de tirer toutes les conséquences politiques, comme l'a fait le 5° Congrès de l'I.C., et de les déterminer devant l'assemblée des Secrétaires fédéraux ?

Les interventions des camarades Monatte et Rosmer ne furent jamais faites dans cet esprit. Cherchant à reposer les problèmes tranchés par le 5° Congrès ; cherchant, dans l'affaire Souvarine, à diminuer le caractère politique de celle-ci et à excuser son auteur ; cherchant ainsi à enlever à l'exclusion de Souvarine son caractère politique pour ne lui donner qu'un caractère de luttes personnelles ; profitant d'erreurs faites dans *l'Humanité* sur le compte-rendu d'un exposé de notre camarade Sémard au 2° Congrès de l'I.S.R. sur l'unité syndicale, ces deux camarades, à aucun moment de la Conférence des Secrétaires fédéraux ne cherchèrent à expliquer les conclusions des travaux du 5° Congrès, mais, au contraire, tentèrent de donner à la discussion le caractère qu'elle avait avant le 5° Congrès.

Reprendre la discussion, alors qu'il faut s'appliquer à faire comprendre les décisions, à procéder à la réorganisation du Parti sur la base des cellules, à bolcheviser notre Parti en chassant de son sein les social-démocrates ou anarchisants ; à battre les déviations de droite et d'extrême-gauche, pour qu'il suive la ligne politique juste ; reprendre la discussion aboutissait à entraver le travail pratique de la conférence et à jeter la confusion par des faits et des critiques d'ordre secondaire, comme nous l'avons vu.

Unaniment, moins quelques voix, la Conférence le déclara à Rosmer, Monatte, condamnant ainsi le mauvais travail de ceux-ci.

Dans la lettre adressée par les trois camarades au Bureau Politique, ils l'assurent de leur discipline et de l'application des décisions politiques prises au 5° Congrès, ceci est bien ; mais le Bureau Politique fut surpris de voir le refus de Rosmer et Monatte de rédiger un article contre Höglund, social-démocrate, exclu de l'I.C. et de son parti.

Höglund, exclu de l'Internationale Communiste, engagea contre l'I.C. et son parti une violente campagne. Semblable à Frossard et à nos dissidents, dans tous les Congrès de l'I.C. ou Exécutifs, Höglund faisait des promesses formelles d'appliquer les décisions prises, puis engageait contre celles-ci une lutte dans son parti, où il n'était soutenu que par les social-démocrates. Les actes d'indiscipline d'Höglund se répétaient, et l'I.C. voulant arriver à la formation d'un P.C. fort en Suède, disputa et chercha à ramener dans la ligne communiste Höglund et la fraction qui le suivait.

La position de lutte ouverte prise par Höglund sur des questions importantes aboutit à une rupture. Notre camarade Treint, représentant à l'I.C. du P.C.F., demanda à Monatte et à Rosmer d'écrire un article contre Höglund, comme l'avaient fait Brandler et Thalheimer, où ils se désolidarisèrent de celui-ci et condamneraient son attitude anticommuniste. Höglund se flattait d'avoir au sein de l'I.C. des appuis. Il était un devoir, pour les militants qui veulent renforcer le Parti communiste suédois et, partant, l'I.C., de déclarer la guerre à celui qui avait été exclu de l'I.C. Les prolétaires de Suède devaient avoir connaissance que leur ancien leader, du jour où il rompit avec l'I.C., avait contre lui tous les Partis communistes, et qu'il ne pouvait être question pour Höglund de s'appuyer sur les représentants de l'opposition qui s'était manifestée à l'intérieur de certains Partis communistes avant le 5^e Congrès.

Les camarades Rosmer et Monatte se refusèrent à une telle déclaration, alléguant seulement leur désaccord avec Höglund.

Pour tous les adhérents du Parti communiste français, le refus de nos camarades sera jugé politiquement d'une façon sévère.

Non seulement, Rosmer et Monatte refusèrent d'écrire contre Höglund, mais jamais ils ne se désolidarisèrent de la droite tchécoslovaque et allemande. Jamais non plus, publiquement, ces deux camarades ne reconnurent leurs erreurs passées sur les questions anglaise et russe.

Au cours de la commission instituée pour examiner les affirmations de Rosmer sur un testament de Lénine, Rosmer dut faire l'aveu qu'un semblable testament n'avait jamais existé. Ainsi fut condamnée, une fois de plus, la politique de diffamation menée par certains camarades au sein de notre P.C.

Concluons : ne pas se désolidariser de la politique fautive, en opposition avec celle de l'I.C., menée par la droite de quelques partis, aboutit à soutenir cette politique condamnée par le 5^e Congrès.

Se refuser à lutter publiquement contre les adversaires de l'I.C. revêt un caractère politique tout à fait grave et sera condamné par tous les membres du Parti, au moment où celui-ci a fait tous ses efforts pour suivre la ligne léniniste, en chassant de son sein tous les opportunistes et révisionnistes, masqués ou non.

LE BUREAU POLITIQUE.

Lettre publiée sur le site marxist.org

PARTI COMMUNISTE S.F.I.C.

FEDERATION DE LA REGION PARISIENNE
120, Rue Lafayette -PARIS

PARIS, le 2 Décembre 1924

--

Camarade,

Dans l'HUMANITE du 2 Décembre, vous avez dû voir la décision du Bureau Politique convoquant une conférence du Parti pour le Vendredi soir 5 Décembre à 19 H. 120 Rue Lafayette.

Tous les rayons doivent y envoyer un délégué étant donné l'importance de l'ordre du jour qui comporte:

- 1°) La situation en France et la lutte contre le fascisme,
- 2°) Unité syndicale internationale,
- 3°) La lutte contre la droite - exclusion de Monatte, Rosmer ; Delagarde.

Les Comités de Rayon devront se réunir immédiatement et prendre une position nette sur les questions à l'ordre du jour et nommer un délégué, dont vous voudrez bien nous faire parvenir les nom et adresse, aussitôt qu'il sera désigné.

Ce camarade doit prévoir une séance pour le Samedi matin et doit prendre ses dispositions en conséquence. Les frais de délégation lui seront payés.

Nous pensons que vous vous rendrez compte de toute l'importance qu'ont pour le Parti les questions à l'ordre du jour. Dans cet esprit, aucune excuse ne sera valable pour les rayons qui ne seraient pas représentés.

Pour les rayons qui se sont déjà réunis et ont pris position les délégués devront refléter l'esprit des décisions qui ont été prises Dimanche dernier.

Bien fraternellement.

LE BUREAU FEDERAL

Document tiré des archives du CERMTRI

Exclus, mais Communistes

Il ne se trouva qu'une poignée d'hommes, en 1914, pour tenir contre le déchaînement du chauvinisme bourgeois et ouvrier, l'abdication de l'Internationale, la faillite du socialisme, du syndicalisme et de l'anarchisme, l'affaïssement de la solidarité internationale du prolétariat.

Il ne se trouva qu'une poignée de révolutionnaires, en 1917, pour soutenir le bolchevisme honni et traqué, lui témoigner une sympathie agissante avant sa victoire, lui demeurer fidèles aux heures les plus sombres.

Il ne se trouve aujourd'hui, dans la crise du communisme international, qu'une poignée d'irréductibles pour maintenir l'esprit vital de la critique marxiste, continuer la tradition vivante du communisme, affermir la conscience prolétarienne dans sa fierté de classe, - contre les déviations de l'organisation révolutionnaire, contre l'abandon des intérêts généraux du prolétariat au profit de coteries bureaucratiques, contre les dangers mortels de l'aventurisme, du servilisme, et de la corruption.

La tâche est ingrate, - et rude le quart d'heure. Les initiateurs de la résistance et du mouvement salutaires sont submergés d'outrages. La classe ouvrière, encore une fois trompée, ne reconnaît plus les siens. Mais les hommes du prolétariat et de la révolution en ont vu d'autres. Ils tiennent. La certitude du devoir accompli les anime, la conviction de servir immuablement la même cause et d'être armés de vérités communistes vérifiées les fortifie. S'ils ont eu besoin, en 1914 et en 1917, « d'espérer pour entreprendre », ils ont pu se passer « de réussir pour persévérer ». A plus forte raison, en 1924, ont-ils fait leur choix sans regret, riches de l'édifiante expérience des dix dernières années qui assure à leur maigre équipe initiale le destin de devenir légion.

L'issue de la tentative menée sous le nom de « bolchevisation » et en vertu d'un prétendu « léninisme » fabriqué après la mort de Lénine ne fait pas le moindre doute : elle sera, - elle est déjà, - un désastre. Le bolchevisme russe, vaincu sous les attaques de l'univers capitaliste, amoindri seulement par ses dernières luttes intestines, a renoncé à temps aux exagérations les plus nocives des méthodes instaurées après la mort de Lénine. Quant au néo-bolchevisme européen caricature monstrueuse du bolchevisme véritable, il a déjà fait banqueroute un an après son apparition, et il serait rayé du nombre des doctrines (?) actuelles - à supposer qu'on puisse appeler doctrine un ensemble de tristes pratiques, - s'il n'était artificiellement soutenu par la révolution soviétique, dont la vigueur n'est pas le moins démontrée par le nombre de ses parasites.

Et l'issue du travail entrepris par les redresseurs du mouvement communiste dévié n'est pas davantage douteuse. Mais le succès ne couronnera nos efforts qu'à une condition : celle de rester fidèles aux conceptions éprouvées qui ont fait la grandeur du communisme contemporain. L'assimilation des connaissances et de l'expérience acquises au cours des dix dernières années de guerres et de révolutions est indispensable à la progression de l'idée communiste. Les traditions originales du prolétariat de chaque pays y sont incorporées. Mais le retour à de vieilles notions évincées par la science de la révolution en marche serait une véritable régression, quelque révolutionnaires que ces notions aient pu être en leur temps. Il s'agit de savoir si l'organe de nos compagnons de lutte pour le redressement du mouvement révolutionnaire dévoyé, la *Révolution prolétarienne*, en arborant l'étiquette « syndicaliste-communiste », fait un pas en avant ou un pas en arrière.

Le syndicalisme (révolutionnaire) a emprunté les éléments de sa doctrine partie au marxisme, partie au bakounisme, partie à l'héritage mêlé d'utopisme, de réformisme, et d'insurrectionnalisme héroïque transmis de générations en générations dans le prolétariat des pays latins. Bien que la disparité de sa formation l'ait voué à une extinction rapide, il a pourtant représenté un stade de pensée communiste supérieur au socialisme dégénéré de la 2^{ème} Internationale : non pas seulement parce que celui-ci, en déclinant, lui conférait un prestige facile, mais essentiellement du fait que sa pratique valait beaucoup mieux que sa théorie. C'est pourquoi les bolcheviks, avant même que d'avoir

fondé la III^e Internationale, considéraient les syndicalistes comme des alliés, voire comme une variété de communistes destinés à se fondre tôt ou tard dans les organisations du communisme.

Bien plus : les bolcheviks ont su se comporter, vis-à-vis des anarchistes proprement dits, comme envers des combattants de la révolution prolétarienne, des auxiliaires, des renforts possibles. Lénine écrivait *l'Etat et la Révolution* à la fois pour rétablir la notion marxiste de l'abolition de l'Etat et montrer que les communistes se différencient des anarchistes, à ce sujet, sur les moyens, non sur le but.

En pleine faillite du socialisme international, pendant la guerre impérialiste, la renaissance de l'Internationale prolétarienne s'accomplissait avec l'aide de syndicalistes et d'anarchistes. Zimmerwald et Kienthal furent notre volonté commune. Lénine était là, qui menait cette politique. Les exclus du Congrès de Londres de 1896 rentraient dans l'Internationale, sous l'égide des social-démocrates de gauche, des marxistes radicaux, des bolcheviks.

La première section française de l'Internationale Communiste, qui s'appelait *Comité de la III^e Internationale*, était formée de trois sous-sections : socialiste de gauche, syndicaliste et anarchiste. Elle fut consacrée *comme telle* ramification française de la nouvelle Internationale. Si des anarchistes et des syndicalistes nous quittèrent, ce fut de leur propre volonté, non de la nôtre. A plusieurs reprises, Zinoviev éprouva même le besoin d'adresser des félicitations à Péricat, en quoi, selon son habitude, il exagérait...

Le Congrès constituant de l'internationale Communiste, en mars 1919, déclarait dans sa « Plateforme » :

« Il est nécessaire de réaliser un bloc avec les éléments du mouvement ouvrier révolutionnaire qui, bien que n'ayant pas appartenu auparavant au parti socialiste, se placent maintenant en tout et pour tout sur le terrain de la dictature prolétarienne sous sa forme soviétiste, C'EST-A-DIRE AVEC LES ELEMENTS CORRESPONDANTS DU SYNDICALISME ».

En janvier 1920, l'Internationale Communiste adressait un message aux syndicalistes révolutionnaires et anarchisants des Etats-Unis, les Industrial Workers of the World (I.W.W.) et s'exprimait ainsi :

« Notre but est le même que le vôtre : une communauté sans état, sans gouvernement, sans classes, dans laquelle les travailleurs administrent la production et la répartition dans l'intérêt de tous.

« Nous vous invitons, vous, révolutionnaires, à vous rallier à l'Internationale Communiste, née à l'aurore de la révolution sociale universelle. Nous vous invitons à prendre la place A LAQUELLE VOTRE COURAGE ET VOTRE EXPERIENCE REVOLUTIONNAIRE VOUS DONNENT DROIT, au premier rang de l'armée rouge prolétarienne combattant sous la bannière du Communisme. »

Spécialement à propos des syndicalistes français, voici comment parlait Zinoviev, en 1922, au 4^{ème} Congrès mondial, quand Lénine était encore là pour lui donner des instructions :

« L'observation politique la plus importante faite par l'Exécutif et par ses représentants, dont plusieurs, comme Humbert-Droz, ont passé près de six mois en France, c'est que - et il nous faut le dire franchement - nous devons chercher un grand nombre d'éléments communistes dans les rangs des syndicalistes, des meilleurs syndicalistes, C'EST-A-DIRE DES SYNDICALISTES COMMUNISTES. C'est bizarre, mais c'est ainsi. »

Le même Zinoviev, la même année, au 2^{ème} Congrès de l'Internationale syndicale rouge, tenait le langage que voici :

« Comme nous le savons tous, la 2^{ème} Internationale a frappé d'ostracisme et exclu de son organisation quiconque était plus ou moins anarchiste. Les chefs de la 2^{ème} Internationale ne voulaient rien avoir de commun avec ces éléments-là. Même attitude à l'égard des syndicalistes. La 3^{ème} Internationale A ROMPU AVEC CETTE Tardillon. Née dans les tempêtes de la guerre mondiale, elle se rend parfaitement compte qu'il est nécessaire d'avoir une attitude toute différente à l'égard des syndicalistes et des anarchistes ».

Et Zinoviev se référait avec raison au 1^{er} Congrès de la nouvelle Internationale :

« Au 1^{er} Congrès de l'I.C., nous disions : « Personne ne pose la question : t'appelles-tu anarchiste ou syndicaliste ? Nous te demandons : Es-tu partisan ou adversaire de la guerre impérialiste,

pour une lutte de classe implacable ou non, pour ou contre la bourgeoisie ? SI TU ES POUR LA LUTTE CONTRE L'ENNEMI DE CLASSE, TU ES NOTRE ... »

Ce n'est pas tout. Zinoviev disait encore :

« Nous estimons que tous les anarchistes et TOUS LES SYNDICALISTES QUI SONT PARTISANS SINCERES DE LA LUTTE DE CLASSE SONT NOS FRERES. »

Et enfin, ce qui ne laisse place à aucune sorte d'équivoque :

« Les anarchistes ont organisé contre nous toute une série d'attaques. Malgré cela, NOUS NE PROPOSONS PAS DE REVISER NOTRE ATTITUDE à l'égard des anarchistes et des syndicalistes. Nous restons sur nos positions. En tant que marxistes, NOUS NOUS ARMERONS DE PATIENCE jusqu'à ce que le cours même de la lutte de classe amène dans nos rangs des éléments prolétariens qui restent encore en dehors de notre organisation. »

Inutile de citer davantage pour fixer la politique traditionnelle de l'Internationale Communiste vis-à-vis des syndicalistes-communistes.

Cette politique a porté ses fruits. L'Internationale Communiste a recruté dans les milieux syndicalistes, voire syndicalistes-anarchistes, *a fortiori* syndicalistes-communistes, des éléments qu'elle a toujours considérés comme « les meilleurs », et sans lesquels certaines de ses sections *n'existeraient pour ainsi dire pas*.

En Amérique, c'est chez syndicalistes (William Foster, Andreytchine, Bill Huywood, Crosby), chez les socialistes de gauche du *Liberator* sympathisant avec le I.W.W. (John Reed, Max Eastman), chez les anarchistes (Robert Minor, Bill Chatov), qu'elle a trouvé la plupart de ses communistes.

En Angleterre et en Irlande, c'est chez les syndicalistes (Tom Man, Jim Larkin, Jack Tanner) et dans le mouvement des *shop stewarts committees*, d'esprit syndicaliste (Murphy, Tom. Bell, etc.) qu'elle a recruté.

En Espagne, c'est chez les syndicalistes et les anarchistes qu'elle a trouvé Joaquim Maurin, Arlandis, Andrés Nin, Casanellas et tant d'autres.

En France, enfin, elle s'est appliquée à puiser dans les rangs syndicalistes ceux qui devaient *selon elle*, avec les militants neufs nés de la guerre, exercer l'influence décisive, et graduellement éliminer celle des social-démocrates hérités du vieux parti, du jaressisme périmé et du guesdisme caduc. C'est sous l'autorité incontestée de Lénine que Rosmer est devenu le premier représentant français à l'Exécutif. C'est Zinoviev, c'est Losovsky, c'est Manouilsky, qui accordaient le plus haut prix à l'adhésion de Monatte au Parti. Certes, Trotsky n'était pas le dernier à soutenir cette politique, mais jamais il ne renonça à faire partager aux syndicalistes-communistes la conception purement marxiste du communisme, et sa dernière discussion avec Louzon est restée dans la mémoire de tous.

Aujourd'hui encore, quand le parti communiste français est diminué, vidé, affaibli, après un an de régime pseudo-léniniste, ce sont des syndicalistes d'hier, anarchistes d'avant-hier, comme Monmousseau et Dudilleux, que l'Exécutif est obligé d'aller chercher.

Comment donc expliquer le dénigrement spontané et systématique auquel se sont livrés les néo-léninistes de 1924 dès l'apparition de cette revue « syndicaliste-communiste », alors que tout dans l'Internationale Communiste, plate-forme, résolutions, commentaires, tradition, recrutement, leur commandait de traiter ses fondateurs en amis, en alliés, en communistes qui s'ignorent, et même en « frères », - Zinoviev *dixit* ?

La réponse s'impose avec une logique, une force irrésistibles, dégagée des textes communistes officiels cités plus haut : *ces faux « léninistes » se conduisent comme les plus vulgaires des social-démocrates*. Ils ont tout naturellement adopté l'attitude de la 2^{ème} Internationale, condamnée par la 3^{ème} à laquelle ils sont profondément étrangers, où ils sont des intrus.

Ces gens ne savent rien de notre mouvement, de nos idées, de notre histoire. Mis en présence d'une question inattendue, dont la solution ne leur avait pas été préparée par la bureaucratie affectée à cette besogne et dont leur inaptitude au travail leur interdit de trouver l'éclaircissement dans une

documentation accessible à tous, ils ont improvisé une réponse de leur cru et, à leur habitude, ont proféré une énormité.

Leur réaction spécifiquement social-démocrate devant le « syndicalisme-communiste » caractérise toute une politique.

« Comment peut-on être Persan ? » plaisantait agréablement Montesquieu. Comment peut-on être syndicaliste-communiste ? demandent les faiseurs du « léninisme » de 1924. L'Internationale Communiste, du temps de Lénine et de Trotsky, a répondu par avance. Et il a fallu la mort du premier, l'absence du second, pour qu'en cette question comme en tant d'autres le bolchevisme véritable soit mis au rancart, supplanté par le retour offensif du socialisme dégénéré masqué de néo-léninisme.

Mais si la *Révolution prolétarienne* est très au-dessus des commentaires de ses détracteurs, elle est à portée de la critique de ses amis, de ceux qui, d'accord en ceci avec Zinoviev, considèrent les syndicalistes-communistes comme « des frères ». Et nous devons dire nettement que nous sommes plusieurs à ne pas approuver son étiquette.

Comment la justifie-t-on ? Dix numéros de la revue ont paru et nous n'y avons rien trouvé qui légitimât l'abandon de ce que nous appelons simplement le « communisme ».

Monatte et Rosmer ont dit après leur exclusion : « Nous retournons d'où nous sommes venus ». Cela ne démontre rien. Pourquoi ne pas rester ce qu'ils étaient devenus, - des « communistes ? » Ils le sont, c'est entendu. Mais cela devrait suffire. A moins que l'expérience les ait conduits à introduire *du nouveau* dans leurs conceptions ? Car, pour ce qui est *du vieux*, ils ne l'avaient pas abandonné sans mûre réflexion ?

On a exclu Monatte, Rosmer et Delagarde du Parti en leur jetant des accusations insensées, - avec l'espoir secret de les pousser sur une pente qu'on ne remonte plus. Cet espoir, ils l'ont aussitôt déçu, et nul de ceux qui les connaissent n'attendait autre chose : seuls, des gens étrangers au mouvement ouvrier communiste pouvaient espérer les en éliminer. Ils sont restés eux-mêmes, mais en changeant de nom. Comme s'ils avaient voulu seulement se différencier des démagogues qui discréditent le nom de communiste. Mais l'appellation de syndicaliste n'est pas plus vierge que celle de communiste ; les taches en sont moins récentes, voilà tout.

Ils restent fidèles à la conception marxiste de la lutte de classe, de la dictature prolétarienne, de l'Etat ; Et à la notion léninienne du Parti et de l'Internationale ? Ils ont dit à nos camarades, lors de leur exclusion : « Restez dans le Parti, vous y êtes à votre place ». Et ils évoquaient le jour où celui-ci deviendrait véritablement communiste, où la masse des communistes non-adhérents y viendrait, eux avec. Tout cela n'a rien de syndicaliste.

Il reste qu'ils sont profondément déçus de l'abaissement de ce Parti que nous avons ensemble essayé de rendre communiste et qu'ils ne désirent pas renouveler leur tentative, préférant que d'autres s'y mettent. Sentiment compréhensible, mais sentiment seulement, et tout personnel. Ils peuvent d'autant moins le théoriser qu'ils ont dit justement : « Camarades, restez dans le Parti. »

Boris SOUVARINE

Bulletin Communiste n°1 de janvier 1925

Imprimé au siège du CERMTRI
Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskyste et révolutionnaires internationaux
28 rue des Petites-Ecuries – 75010 Paris

Directeur de publication : Liliane Fraysse
Revue trimestrielle

Abonnement : 20 € pour 4 numéros
25 € avec droit de consultation des archives et de la bibliothèque du Centre

*

* *

☎ 01 44 83 00 00 - e mail : cermtri@wanadoo.fr

Internet : www.trotsky.com.fr/